

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

NUMÉRO : 6 - 7

MARS - AVRIL 1938

PRIX : 2 Francs 50



SOMMAIRE

Léon Sedov. — Le statut du travail et la crise (*Naville*). — Cachin et Mussolini (*A. Rosmer*). — La guerre en Chine. — « Révolution et contre-révolution en Espagne » (*Rous*). — Le Congrès du Parti Socialiste ouvrier américain (*Glenn*). — L'Etat juif en Palestine. — Lettre de Trotsky au RSAP hollandais. — A propos de la Conférence des jeunes du Bureau de Londres. — Livres et revues : (Lénine, James, Journalistes Indochinois, *Bilan*, *l'Anarchie*, etc...). — Avant la nouvelle guerre mondiale (*L. Trotsky*). — Quatre-vingt-dix années de *Manifeste Communiste* (*L. Trotsky*). — Cronstadt 1921. — A nos lecteurs.

LEON SEDOV

24 FEVRIER 1906

16 FEVRIER 1938

LEON LVOVITCH SEDOV

Léon Lvovitch Sedov est mort à Paris le 16 février 1938, à 11 h. 30, dans une clinique parisienne. Il avait 32 ans. La vie s'était à peine éteinte en lui que s'ouvrait le troisième procès de Moscou où, une fois de plus, Sedov est accusé, avec Trotsky, d'une série de forfaits imaginaires. La voix de ce témoin libre et combattant ne s'élèvera plus !

Léon Sedov, le fils, l'ami et le collaborateur de Léon et Nathalia Trotsky a recherché et connu de l'existence ce qui en fait le relief, le sens — la participation aux luttes émancipatrices de l'humanité. Son destin était lié à celui de Trotsky : il était lié au nôtre, à celui de la IV^e Internationale, et spécialement du mouvement bolchévik-léniniste russe. C'est ce que montre assez éloquentement même une courte biographie. Né en 1906, au lendemain de la première révolution russe, il grandit dans les lieux de l'exil. L'enfant, comme son jeune frère Sergueï — que la Guépéou a déjà fait disparaître dans la tombe du silence — apprit à vivre, à sentir, à lire, à Vienne, à Paris (combien il s'était plu à retrouver dans le 5^e arrondissement le logement d'où Trotsky fut chassé en 1916 par le gouvernement Briand !), puis bientôt, en 1917, à l'âge de 12 ans, en Russie. Déjà, il avait respiré l'atmosphère de la lutte, des épreuves, de la ténacité, de l'optimisme, avec son père expulsé de France, d'Espagne, arrêté au Canada avant de pouvoir apporter à la Russie révolutionnaire l'appoint de son énergie et de son intelligence. Dans ses souvenirs, l'habitude de ses premières réactions est immergée dans l'atmosphère de la préparation révolutionnaire.

A 15 ans, en 1919, il entra aux Jeunesses Communistes où il fut un jeune militant responsable, entièrement voué à la grande révolution soviétique. Il commença des études d'ingénieur (électro-technique), mais sans les séparer du plan de la révolution socialiste. Au contraire, avec les connaissances et l'intelligence, se développait chez le jeune Sedov la passion de la lutte pour le socialisme. Sedov devient un combattant soviétique du premier rang. Ceux qui l'ont connu après l'exil de Trotsky témoigneront toujours de la profondeur de son attachement, de sa compréhension de l'essence de la révolution russe et, par là, de la révolution internationale.

Le jeune homme grandit ainsi dans les rudes années de la guerre civile et, dès 1923-24, le voilà dans la lutte aux côtés de l'opposition de gauche. Parmi les militants qui organisent la résistance au Thermidor menaçant, il s'aguerrit, il élargit encore son horizon. Il apprend le travail politique approfondi, l'examen des problèmes, les mille détails de la propagande, de la diffusion des idées de l'oppo-

sition, de la défense des dirigeants. En février 1928, Trotsky et Nathalia Ivanovna sont déportés à Alma-Ata, et Léon Sedov les accompagne. Là, il fera l'apprentissage de la nouvelle époque de lutte, celle de l'action pour l'opposition de gauche, puis de la préparation de la IV^e Internationale. A Alma-Ata, il est le seul lien de Trotsky avec l'extérieur. Il s'occupe de l'envoi et de l'expédition des lettres et télégrammes, des recherches de documents, de la préparation des matériaux politiques. Il apprend à dépister la Guépéou, à organiser la protection de Trotsky. Il se pénètre plus intimement des vues de Trotsky, apprend à en connaître l'élaboration. Lui-même, accompagnant Trotsky, avait dû se séparer de sa compagne et de son jeune fils...

Un an plus tard, Staline se décide à un coup décisif : expulser Trotsky d'URSS. Il y avait dans cet acte — février 1929, bientôt 10 ans — un calcul scélérat, qui semble aujourd'hui un badinage, comparé aux machinations monstrueuses des procès de Moscou. Staline escomptait que Trotsky, séparé de l'URSS, rejeté dans le monde capitaliste, s'y « déconsidérerait », selon le plan des amalgames, en facilitant une prétendue « collusion » entre Trotsky et la bourgeoisie. Combien Staline a dû regretter cet acte lorsqu'il vit ses plans déjoués, Trotsky hors de son atteinte directe, et le travail patient d'organisation des nouveaux cadres révolutionnaires ! Cela aussi, c'était la vengeance de l'internationalisme prolétarien sur les calculs mesquins du « socialisme dans un seul pays ».

Léon Sedov resta deux ans (de février 1929 à février 1931) à Stamboul (Prinkipo et Kadiköi). Plus encore qu'à Alma-Ata, il organisa le lien entre Trotsky et le monde extérieur. Dès juillet 1929, il prépara la publication du *Bulletin de l'opposition* russe, qui fut imprimé à Paris, et jusqu'à sa mort, il ne cessa d'en être l'éditeur attentif, scrupuleux, jaloux. C'est aussi à ce moment que, lié d'instinct avec la jeune génération révolutionnaire d'Europe qui se dégageait lentement de tout le poids du centrisme stalinien, Sedov aborda l'arène internationale en militant conscient, compréhensif. Les liens avec l'URSS, les informations recueillies des milieux soviétiques oppositionnels, la correspondance, la polémique contre les capitulards, n'étaient qu'un côté de son activité : ils se complétaient par l'intérêt pour le mouvement prolétarien occidental, mondial. A Prinkipo, se nouèrent bien des liens indestructibles. Des jeunes camarades de vingt pays — de la Chine aux Etats-Unis et de toute l'Europe — y apprirent à reconnaître la voie révolutionnaire.

Avec Léon s'opérait dans la jeunesse la liaison

avec les bolchéviks russes. Il parlait couramment le français et l'allemand, suffisamment initié à l'anglais. Son caractère se forma aux exigences de la destinée. Le voilà étroitement lié au mouvement de l'opposition de gauche internationale. En 1931, il obtient le droit de séjourner en Allemagne (ce droit qui l'empêchera, en novembre 1932, de se rendre à Copenhague aux côtés de ses parents). Là, tout en continuant l'édition du *Bulletin*, il reprendra ses études électrotechniques à la Technische Hochschule, suivant de près l'activité de l'Opposition de gauche allemande. Le fascisme allemand montait, favorisé par la capitulation de la social-démocratie et la criminelle tactique stalinienne du « social-fascisme ». Dès la fin de 1932, Sedov, menacé par les nazis, est obligé de mener à Berlin une existence quasi-illégale.

En mars 1933, Sedov obtint le visa de séjour en France, qu'il ne devait plus quitter jusqu'en 1938. Il ne se trouva réuni avec ses parents qu'en juillet 1933 (hormis l'entrevue de quelques heures à la gare du Nord en 1932). Déjà, la haine des gouvernements faisait de lui un éternel surveillé. Mais, malgré sa vie sans cesse ballottée, incertaine, il poursuivait avec optimisme, avec une énergie concentrée, son travail révolutionnaire. Dans ces années, il participe étroitement au travail des cadres dirigeants de la Ligue Communiste Internationaliste (il représente la section russe à son secrétariat international), puis du mouvement de la IV^e Internationale. L'expérience fait de lui un irremplaçable interprète de la situation russe. Avec les années, son expérience a mûri — comme celle de tous nos cadres — dans l'adversité contre le courant. Sa participation directe à la rédaction du *Bulletin* se fait plus abondante (sous le pseudonyme de Markin).

Cette activité ne passe évidemment pas inaperçue aux yeux de la Guépéou. En fin 1936, Staline implique dans les provocations du premier grand procès de Moscou non seulement Trotsky, mais aussi Léon Sedov. Dans le deuxième et le troisième procès, Staline répètera cette manœuvre destinée à rendre la vie du compagnon de Trotsky intenable dans le pays où il séjourne. Selon les inventions de la Guépéou, Sedov servait d'intermédiaire entre Trotsky et une série d'inculpés pour transmettre des « directives terroristes ». Sous la pression de Staline, Trotsky est interné en Norvège, mis dans l'impossibilité de démasquer les provocateurs.

C'est Sedov qui relèvera le défi dans le *Livre Rouge sur le procès de Moscou*, portant avec promptitude le premier et rude coup aux falsifications policières, historiques et politiques montées par la Guépéou. Aidé d'un noyau actif de camarades, il travaille sans relâche à réunir et confronter des documents, à démêler les fils de la trame provocatrice, à exposer la vérité sur son rôle, sur celui de Trotsky, sur celui de toute la IV^e Internatio-

nale. Le *Livre Rouge* mit la Bureaucratie stalinienne en rage. Edité par notre parti, il déclancha la riposte qui prit toute l'extension nécessaire avec le travail de la Commission Internationale d'enquête, lorsque Trotsky, du Mexique, put reprendre la plume pour confondre les calomnieux.

C'est depuis ce moment, que le nom de Sedov fut connu d'un large cercle de militants et du public ouvrier. Sa riposte énergique, talentueuse, l'avait mis en avant. Tout le travail de la rédaction du *Bulletin* russe, toute l'activité personnelle de Sedov, furent consacrés à lutter contre les monstrueuses provocations de Staline. Il rédigea des articles pour le *Manchester Guardian*, pour *Marianne*, pour d'autres journaux encore. Il fit une conférence sous l'égide du Comité pour l'Enquête sur les procès de Moscou. Il donna à notre revue un article sur le procès de Novossibirsk (n° 2). Devant la sous-commission du Comité de New-York, à Paris, il éclaira toutes les questions posées par les mensonges de Moscou le concernant directement.

Mais ces assauts de Staline dans la presse et dans les procès couvraient une activité beaucoup plus concrète de la Guépéou. Sur la directive personnelle de Staline, les agents de la Guépéou firent Sedov, louèrent un appartement contigu au sien, exercèrent sur lui une surveillance de tous les instants, préparèrent ainsi les conditions de son enlèvement et de son assassinat. Ils volèrent les archives de Trotsky déposées par lui à l'Institut d'Histoire sociale. La *Lutte Ouvrière* a publié, en son temps, des informations détaillées sur ces faits. Il échappa de peu à un guet-apens que lui avaient tendu les agents de Staline à Mulhouse. L'arrestation des complices du meurtre d'Ignace Reiss permit ultérieurement de faire la lumière sur une partie de ces entreprises criminelles. L'action de la Guépéou fut à son tour le prétexte à la surveillance et aux tracasseries policières françaises.

Léon Sedov acceptait avec un courage tranquille cette situation. Bien que sa santé fut périodiquement ébranlée et qu'il vécut perpétuellement sous la menace précise de l'assassinat, il continuait son travail avec persévérance. Il connaissait l'importance de sa tâche, qui s'était élargie dans les mois derniers, avec l'enquête sur l'affaire Reiss, avec la préparation évidente du troisième procès de Moscou. Et c'est justement à la veille de l'annonce de ce procès qu'il disparaît !

Les témoignages médicaux attestent qu'il dut être opéré d'urgence d'une occlusion intestinale. Quelques jours plus tard, une infection se déclara ; malgré une seconde opération, son organisme ne put résister. Cela s'était passé si soudainement que presque aucun de ses amis n'avait même été informé de son transport dans une clinique. D'autant plus brutalement s'abattit le coup sur nous tous, et avant tout sur Nathalia et Léon Trotsky... Avec Léon, disparaissait le quatrième enfant du grand

révolutionnaire d'Octobre. Sa fille Nina mourut à Moscou de la tuberculose, en 1928, pendant l'exil de Trotsky à Alma-Ata. Zinaïda Volkova, l'aînée, atteinte du même mal, se suicida à Berlin, le 5 janvier 1933, refoulée d'Allemagne où elle tentait de se soigner, séparée de son mari resté en URSS et ne pouvant elle-même y rentrer. En 1936, Sergueï, le fils cadet était arrêté, accusé d'avoir voulu « empoisonner » les ouvriers de son usine ; Staline dut alors le faire exécuter.

Mais le poison ne joue pas un petit rôle, dans l'arsenal actuel de la Guépéou — le troisième procès de Moscou peut en convaincre. La Guépéou avait tout intérêt à saisir l'occasion de la maladie de Léon pour lui porter un coup fatal. C'est pourquoi notre parti s'attache à élucider dans leur moindre détail les conditions de sa mort.

Le dimanche 20 février, à l'appel du P. O. I., deux mille travailleurs firent un dernier accompagnement à Léon Sedov, au Père Lachaise. En rendant hommage à la mémoire du jeune révolu-

tionnaire disparu, chacun faisait serment de le venger en redoublant d'activité dans la lutte pour la IV^e Internationale.

Oui, c'était un vide sérieux dans nos rangs, frappés déjà de victimes nombreuses dans tous les pays du monde. C'était un sacrifice bien lourd et une épreuve cruelle, de nouveau, pour notre camarade Trotsky. Nous ne connaîtrions plus à nos côtés cette activité vibrante de Léon, sa passion pour la révolution soviétique, son optimisme inlassable. Nous n'examinerions plus avec lui, dans un travail quotidien, tous les problèmes posés par la crise du stalinisme, qui ébranle la classe ouvrière mondiale. Non... Voici que les délégués du Bureau de la IV^e Internationale, du Parti Ouvrier Internationaliste, du Parti socialiste révolutionnaire belge, du Comité d'Enquête, prennent la parole au-dessus de sa tombe, pour lui adresser notre dernier salut. Adieu, cher camarade Sedov ! La voie dans laquelle tu marchais sera suivie par des milliers, par des millions d'hommes... N'était-ce pas là aussi ton plus profond espoir ?

QUATRIÈME INTERNATIONALE.

Le statut du Travail et la crise

LA CRISE GOUVERNEMENTALE

Le mécanisme de la crise actuelle n'offre de secrets que pour ceux qui ne veulent pas le voir. Juin 1936 a porté un coup sérieux au système du profit capitaliste. C'est de là qu'il faut partir. Les chefs du Front Populaire se donnent beaucoup de mal pour expliquer qu'il s'agit d'un malentendu. Il ne se passe pas de jour qu'ils rassurent le patronat, affirmant ne pas vouloir mettre en cause sa propriété, son autorité, son profit. Le peuple veut plus de bien-être. Les patrons peuvent-ils, au nom de l'intérêt national, le lui refuser ? Le conflit de classe qui poussait le prolétariat vers la suppression du profit capitaliste est ainsi transformé en une idylle.

Pour le patronat, les délégués ouvriers, la semaine de 40 heures, les augmentations de salaires, cela représentait un formidable bond en avant de la classe ouvrière : ou bien il fallait accepter une diminution notable du profit et le droit de regard des ouvriers dans la marche des affaires, — ou bien organiser un gigantesque sabotage de l'économie, et acculer la classe ouvrière à la retraite.

C'est évidemment dans cette deuxième voie que la grande bourgeoisie financière et industrielle s'est engagée. D'ailleurs, il ne lui manquait pas de précédents. La République de février 1848, véritable préfiguration du Front Populaire de 1937, s'était trouvée placée devant le même dilemme. Comme l'écrivait Marx, « l'émancipation des travailleurs, même comme simple phrase, devenait un danger intolérable pour la nouvelle République, car elle était une protestation permanente contre le rétablissement du crédit qui repose sur la reconnaissance ininterrompue et inaltérable des rapports économiques de classes existants. Il fallait donc en finir avec les ouvriers. »

Après 90 ans, les moyens de chantage du capital bancaire français n'ont pas beaucoup varié non plus. Soit

dit en passant, l'état arriéré et routinier de l'appareil de la domination capitaliste en France devient à son tour un obstacle général au développement de la production à l'échelle contemporaine.

« L'endettement de l'Etat », écrivait Marx en fustigeant déjà les Rothschild, Lafitte et Cie, « était d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des chambres. C'était précisément le déficit de l'Etat, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie financière une nouvelle occasion de rançonner l'Etat, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'Etat, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. » (1)

(1) Les stalinistes sont si aveuglés dans leur dégradation qu'ils ont naïvement fêté le 90^e anniversaire de la Révolution de février 1848. L'*Humanité* a rappelé cet anniversaire en soulignant que si la classe ouvrière fut ensuite vaincue en juin, c'est parce qu'elle n'avait pas su maintenir son alliance avec la petite bourgeoisie et la paysannerie. Autrement dit : il ne fallait pas que la classe ouvrière parisienne prenne les armes contre l'Assemblée Nationale. Marx tirait des leçons bien différentes : il expliquait qu'en juin 1848, avait sonné le glas des révolutions communes au prolétariat et à la petite bourgeoisie et que, dorénavant, il revenait à la classe ouvrière la tâche de guider tout le combat, de

Et ce sont les mêmes qui crient au poids insupportable de la dette publique (et des dettes privées, notamment à la campagne et dans le commerce moyen), et qui engraisent indéfiniment cette dette ! Ce qui rend le marasme actuel plus aigu, c'est l'annonce d'un nouvel effondrement cyclique de la conjoncture mondiale, dont les effets sont déjà bien visibles en Amérique, et même en Angleterre. Ce serait l'objet d'études spéciales d'examiner cette deuxième crise, dont les effets ne peuvent qu'être très importants sur toute la situation internationale. Mais la conclusion que l'on tire dès à présent, très nettement du côté de la bourgeoisie, c'est qu'il faut mettre les ouvriers à la raison à temps !

Déjà, le chômage augmente de nouveau d'une manière sensible. Les prix eux aussi continuent leur ascension, bien qu'il y ait stagnation, voire petit recul depuis le 15 septembre, par suite du commencement de baisse des prix de gros sur le marché mondial. L'année 1937 s'est soldée par un énorme déficit de la balance du commerce extérieur (15 milliards), dû essentiellement à la forte augmentation des importations en matières premières (le sabotage économique s'exerce aussi de cette manière) ; et par l'inflation de 5 nouveaux milliards, qui a contribué au nouveau glissement du franc en précipitant la chute du ministère bipartite radical et socialiste. Aucun bavardage n'aura prise sur ces faits. C'est bien ainsi que raisonnent les Gignoux et les Chautemps. Il n'y a plus la marge d'espoir qui a disposé la bourgeoisie à accepter si facilement « l'expérience Blum ». Non seulement la guerre apparaît à l'horizon comme une donnée de plus en plus présente de la politique, mais la crise économique nouvelle, qui peut fort bien se combiner avec celle-ci, ferme décidément toutes les perspectives front-populariennes de joie et de bonheur. Wendel, Rothschild et autres se sont alors décidés à exiger leur dû : un gouvernement qui gouverne. « Il faut en finir avec les ouvriers. »

LE STATUT DU TRAVAIL

La grande affaire du gouvernement Chautemps, c'est de faire voter le statut du travail. En apparence, ce statut tente de faire rentrer dans le cadre des lois tous les rapports collectifs entre les employeurs et les salariés. C'est pourquoi il prétend se faire passer pour un instrument de « paix sociale ».

La loi bourgeoise fournissait au patronat une série d'instruments de répression anti-ouvrière qui avaient avant tout un caractère individuel. L'Etat se trouvait évidemment toujours aux côtés des patrons pour faire respecter « la loi », c'est-à-dire surtout le bon plaisir de l'employeur. Mais, déjà en 1900, Millerand et Waldeck-Rousseau tentèrent de faire voter une série de lois sur l'arbitrage obligatoire, la « démocratisation » de la grève, etc... qui tentaient de résoudre, dans le cadre de la loi, les antagonismes qui surgissaient fatalement des rapports de deux classes. Si ces lois ne furent jamais votées, c'est qu'elles se heurtaient d'abord à l'hostilité de la classe ouvrière, et en même temps à celle du patronat, qui préfère appuyer sa domination sur un appareil de contrainte qui ne l'oblige pas à des règlements collectifs, mais qui, au contraire, lui permet d'opérer la décomposition et le démembrement de la classe ouvrière à travers des règlements particuliers.

En fait, le capitalisme français s'est toujours passé de lois sur l'arbitrage, de statut juridique de la grève, etc... Mais, depuis juin 1936, les conditions de la lutte de classe se sont sérieusement modifiées. Les syndicats sont passés de 1 million à 5 millions. Après les occupations de masse, les ouvriers ont conquis des conventions

ne plus faire confiance aux assemblées capitalistes bourgeoises, et de grouper autour d'elle toutes les masses exploitées, au lieu de soumettre toute lutte à la décision des chefs bourgeois démocrates.

collectives, l'institution des délégués d'entreprises, la semaine de 40 heures. Il est évident que le grand patronat, flanqué de ses bandes fascistes, s'est alors donné pour tâche, non pas de parvenir à instaurer un code du travail même du type de celui que Chautemps fait voter, mais de briser toute représentation collective et tout instrument collectif de lutte des ouvriers.

Même s'il existe là-dessus des opinions divergentes dans la bourgeoisie, ce sont les Gignoux, Wendel et autres qui mènent la danse. Le *Temps*, qui fait campagne pour Gignoux et la C. G. P. F., écrit par exemple :

« La conclusion logique de cette théorie, c'est que l'arbitrage obligatoire est incompatible avec un régime démocratique. Le projet de loi, par ses hésitations et ses lacunes, révèle lui-même cette contradiction. Si l'Etat, après avoir favorisé la formation de puissantes organisations syndicales veut les obliger à soumettre à l'arbitrage leurs différends, il faut qu'il soit assez fort pour leur imposer cette paix... »

« Le danger est d'autant plus grave que les syndicalistes de la Confédération générale du travail — ils ne nous l'ont jamais caché — entendent bien servir ainsi de l'arbitrage obligatoire, et qu'ils n'ont renoncé ni à la grève ni à la lutte de classes. Au point où ils nous ont conduits, le problème de la paix sociale devient assurément difficile à résoudre, et on comprend que le gouvernement, comme en témoigne son projet, hésite entre les méthodes de liberté et les méthodes d'autorité. »

La bourgeoisie prend au sérieux sa propre lutte. Si elle dépense des millions pour armer les cagoulauds, si les organisations patronales s'exercent à la défense des usines, si la C. G. P. F. fait une pression permanente sur le Parlement, c'est justement parce qu'elle veut en venir aux « méthodes d'autorité ». Pas plus que les accords Matignon, le Statut du Travail ne fera disparaître la lutte de classes. Si le projet gouvernemental « hésite », c'est entre la réaction du prolétariat qui continue à manifester par des grèves et des occupations, et la volonté affirmée du patronat de ne se servir du statut que comme d'un tremplin pour en arriver au but voulu : le système corporatif fasciste.

Mais, disent les chefs stalinistes et réformistes, si les patrons les plus combattifs sont hostiles au Code du Travail, n'est-ce pas une raison pour le soutenir ? Pas du tout, pas du tout ! Si le patronat de combat manifeste une certaine hostilité vis-à-vis de certaines stipulations du projet (indemnité mobile de cherté de vie etc...), c'est pour une seule raison : elle les oblige à un détour pour faire prévaloir sans discussion leur volonté. Mais, dans son ensemble, la bourgeoisie française approuve et encourage le projet Chautemps parce que c'est un pas en avant, une possibilité nouvelle donnée au patronat pour réduire par la force les luttes ouvrières. Comme toute loi qui prétend régler les rapports collectifs des classes sur le lieu même de l'exploitation, celle-ci n'est qu'un point d'appui pour une lutte qui se sert d'autres instruments que les votes secrets sous l'égide du juge de paix ou les exploits d'huissiers. Voilà pourquoi le patronat accompagnera le vote de la loi d'une action redoublée pour entraîner ses bandes fascistes, briser les grèves, contraindre l'Etat à la répression la plus féroce, acculer les réformistes à la capitulation et à la trahison. A chaque concession qu'il se fait accorder, le capitalisme répond par des coups de fouet centuplés et une rage accrue : il obtiendra ainsi une nouvelle concession.

Devant cette tactique implacable, que vaut la stratégie du « moindre mal » des leaders opportunistes ? Il n'y a aucune raison de croire qu'elle puisse mener en France à de meilleurs résultats qu'en Allemagne ou en Espagne.

Thorez et Cie ont bien essayé d'esquiver la difficulté.

Cela, on peut le faire dans des livres ou des articles. Mais, il y a peu de chances que cela réussisse dans la réalité, car « les faits sont têtus » ! Thorez écrit que le Front Populaire « apporte des améliorations culturelles et politiques au sort des travailleurs de toutes conditions... C'est la différence avec la politique dite « du moindre mal » de la social-démocratie allemande qui accepta et fit accepter aux travailleurs les sacrifices et les restrictions qui devaient, disait-elle, permettre de sauver la démocratie. » Quel camouflage pitoyable ! La politique du « moindre mal » n'est pas spécifiquement associée à la social-démocratie allemande : c'est la politique de tout réformisme et opportunisme dans une période de poussée fasciste et de renforcement du pouvoir bonapartiste-étatiste de la bourgeoisie.

BONAPARTISME ET FASCISME

En Allemagne aussi, Severing, Braun, Wels et Leipart apprenaient aux ouvriers à accepter des sacrifices : ils soutenaient Brüning qui détruisait systématiquement les positions économiques du prolétariat allemand (diminution des salaires, impôts, hausse des prix), sous prétexte de ne pas faciliter l'accession de Hitler au pouvoir. Thorez parle des « améliorations culturelles et politiques », mais il n'ose rien dire des améliorations économiques, car c'est un fait que le niveau de vie réel des masses est actuellement plus bas qu'avant juin 1936. Thorez et les siens ont soutenu les gouvernements de l'inflation (dévaluation), de la hausse des prix, du sabotage des 40 heures, et sont encore prêts à le faire, sous prétexte de « maintenir l'unité du Front Populaire » et de « faire échec à la réaction ». Ils s'en plaignent. Mais les social-démocrates allemands aussi gémissaient aux basques de Brüning. Seulement, ils faisaient tous leurs efforts pour empêcher toute lutte réelle des masses.

Or, le Statut du Travail peut justement être considéré comme un instrument qui facilite la politique du « moindre mal », c'est-à-dire qui renforce le caractère bonapartiste du gouvernement et de l'Etat. Croizat et Cie pourraient-ils nier qu'ils ne se sont finalement ralliés aux dispositions de Chautemps que comme à un « moindre mal » ? Et qui oserait soutenir que le Statut du Travail comporte des améliorations économiques (ou politiques) pour le prolétariat ? Même la formule sur l'indemnité mobile de cherté de vie est suspendue à la possibilité de « prouver » que l'entreprise peut l'accorder. Or, pour prouver cela, il faut organiser la lutte de classes... dont le Front Populaire ne veut pas.

Certains camarades sont partis de là pour affirmer que la législation de Chautemps était fasciste. Déjà, en 1934, lors de l'établissement du premier plan de la C.G.T., quelques camarades qualifièrent ce plan de fasciste parce qu'il « intégrait le syndicalisme dans l'Etat » (bourgeois), et supposait une collaboration de classes. Cependant, cette qualification de fasciste n'est pas plus juste aujourd'hui qu'en 1934. Il faut prendre l'évolution dans ses formes dialectiques et non comme une suite d'identités dans les mots. Sous prétexte que la fonction dernière du fascisme est la décomposition du prolétariat comme classe, et que le réformisme annihile aussi la conscience de classe révolutionnaire du prolétariat, les stalinien ont conclu à l'identité du réformisme et du fascisme (théorie du « social-fascisme »). Cette politique mena à la catastrophe en Allemagne.

Nous avons déjà défini la politique actuelle de la bourgeoisie comme une politique bonapartiste. C'est une politique qui recherche « l'équilibre » entre les classes en tâchant d'ériger le pouvoir de l'Etat comme une force indépendante au-dessus de toute la nation. Mais cette politique est tout à fait instable. Doumergue et Flandin l'avaient déjà essayé pour le compte de la droite. Le

puissant mouvement des masses dans l'action directe en 35 et 36 amena la coalition bourgeoise-réformiste au pouvoir (Front Populaire), mais avec le reflux du mouvement des masses, la bourgeoisie travailla, même sous le couvert du Front Populaire, à renforcer encore son caractère bonapartiste. Le gouvernement Chautemps, poussant au maximum les contradictions de cette politique (Statut du Travail, réarmement massif — dépenses sociales), fait mûrir une forme plus achevée, plus brutale, du régime de « l'Etat fort ». Si l'aile fasciste du C.S.A.R. fut momentanément bridée, ce fut pour laisser la place à une concentration bonapartiste moins accentuée, dans laquelle les radicaux (Daladier et Cie appuyé sur l'Etat-Major), ne manqueront pas de tenir une bonne place.

C'est justement cette situation qui poussera les classes travailleuses vers la rupture avec les partis et chefs bourgeois et à leur regroupement dans un front prolétarien de résistance directe aux plans fascistes.

LA VOIE ESPAGNOLE ET LA VOIE AUTRICHIENNE

La possibilité d'un certain épanouissement de la politique bonapartiste, détruisant et freinant toute défense de classe du prolétariat, contient les plus grands dangers, car l'instabilité de cette forme de domination du capitalisme sur les masses exploitées du pays ne doit pas faire inévitablement conclure à des brusques catastrophes, à des « éruptions ».

En Autriche, le régime Dollfus, écrasant la social-démocratie en février 1934, fit succéder une forme déclarée « constitutionnelle » du bonapartisme à celle qui s'appuyait sur la tolérance et semi-collaboration de la social-démocratie. Coincée entre les nazis et la classe ouvrière, le régime Dollfus n'en a pas moins duré de 1934 à 1938, au milieu de l'angoisse et des soubresauts les plus sanglants. La pression internationale joua un rôle déterminant dans cette durée. Au fond, la voie autrichienne, c'est la voie allemande, suivie au ralenti. L'un des dangers qui menace le prolétariat français, c'est cette voie. S'il ne tenait qu'aux chefs du Front Populaire, l'issue en serait tracée à l'avance. Mais les masses ont aussi leur mot à dire. Juin les a habitués à la lutte. Leur conscience s'est encore aiguisée au contact des difficultés nouvelles, des reculs subis.

C'est pourquoi se présente une autre variante : la « voie espagnole », c'est-à-dire un choc entre le fascisme et la classe ouvrière qui déterminerait l'extension de la guerre civile. Il est clair qu'une partie de la bourgeoisie manœuvre pour éviter cette issue, qui supposerait la désorganisation de l'économie, des chances incertaines de victoire ; la plupart des dirigeants opportunistes du mouvement ouvrier manœuvrent dans le même sens. C'est, d'ailleurs, cette conjonction qui détermine le caractère bonapartiste du gouvernement Chautemps. Mais les contradictions (intérieures et extérieures) peuvent se montrer insurmontables, surtout avec une nouvelle aggravation de la situation économique. L'Etat-Major, les cadres fascistes et patronaux, peuvent précipiter l'action, forcer la main à leurs partisans hésitants.

De tout façon, c'est le rassemblement des masses travailleuses autour d'un programme d'expropriation de classe, qui reste au centre de toute la situation. C'est le problème du contrôle ouvrier, que nous avons expliqué depuis deux ans comme le problème décisif. Ce problème est lui-même lié à celui de la lutte contre le chauvinisme, pour l'explication du caractère impérialiste de la guerre que prépare la bourgeoisie européenne. Si la classe ouvrière, et le P.O.I. avec elle, fait de sérieux progrès dans ce sens, alors s'ouvrira la troisième voie, celle des Conseils ouvriers, celle du pouvoir direct des masses travailleuses.

(Premier février 1938). Pierre NAVILLE.

LEURS FIGURES : CACHIN ET MUSSOLINI

Parmi les insulteurs des bolchéviks-léninistes, M. Marcel Cachin se distingue. Son crachat veut être vénérable. L'Humanité l'emploie à écrire contre notre parti et contre Trotsky, ce qui n'a pas la plus petite chance d'être cru sous la plume des jeunes collaborateurs de la Guépéou. En effet, M. Marcel Cachin est déjà un vieux traître au prolétariat. C'est pourquoi ses maîtres lui font confiance à l'ancienneté.

Nous tracerons dans une série d'articles le vrai visage de cet homme. Nous montrerons aux jeunes générations, sur la base de documents réels, « leurs figures ». Pas seulement celle de Cachin, mais celle des Jouhaux, des Blum, des Duclos, etc...

Pour aujourd'hui, nous commençons par un extrait du livre de Rosmer : « Le Mouvement ouvrier pendant la Guerre », sur Cachin et Mussolini.

En 1914, Cachin fut un « jusqu'au boutiste » acharné, un social-patriote de droite, digne pendant de Scheidemann et Noske. Il complétait Renaudel, Blum et Cie. Ses arguments étaient exactement les mêmes que ceux qu'il reprend aujourd'hui contre la IV^e Internationale.

Nous avons vu, dans le rapport établi par Hubert Rouger sur l'activité du groupe parlementaire socialiste, que ce groupe avait décidé, dans ses séances des 17, 18 et 19 août 1914, d'envoyer des délégations en Angleterre, en Suisse et en Italie. Cependant, les délégations ainsi formées ne se mirent pas en route, « le gouvernement ayant manifesté certaines appréhensions », ainsi que nous l'apprend encore Hubert Rouger dans le même document.

Elles ne partirent pas à la date primitivement fixée, mais l'idée n'était pas abandonnée ; sa réalisation n'était qu'ajournée à un moment plus favorable. Nous retrouverons donc plus tard des députés socialistes français en Italie, mais nous ne saurons rien, cette fois, des décisions de la direction du Parti concernant ces voyages de propagande ; pour en deviner quelque chose, il nous faudra suivre ces émissaires — qui opèrent en même temps pour le compte du gouvernement français, et c'est pourquoi on ne dit rien de leur mission — à la trace dans les journaux italiens et dans l'Humanité où nous trouverons l'écho des manifestations de leur activité. Il fut néanmoins assez vite connu, affirmé publiquement et jamais démenti, que Mussolini avait reçu des fonds du gouvernement français pour lancer son quotidien, *Il Popolo d'Italia*, dès le lendemain de sa rupture avec l'Avanti ! et que l'intermédiaire entre le gouvernement français et Mussolini avait été Marcel Cachin.

Il va de soi qu'on n'en eut point la preuve écrite : pour posséder de telles preuves, il faut pouvoir fouiller dans les Archives secrètes des Affaires Etrangères, ce qui nécessite rien de moins qu'une révolution prolétarienne. Mais, ce qui est, dès maintenant, tout à fait sûr, et la simple lecture de l'Humanité nous le montrera, c'est que Cachin s'intéressa d'une manière particulière à l'intervention de l'Italie, aux côtés des Alliés, et qu'il fut, en quelque sorte, le spécialiste, pour le parti socialiste français, de l'entrée en guerre de l'Italie.

Avant d'aborder cette lecture, il est nécessaire d'exposer brièvement l'évolution de Mussolini. Celui-ci eut, en effet, besoin d'un assez long temps avant de découvrir son nouveau « devoir ». Au début de la guerre, durant les mois d'août, septembre, octobre, il est pleinement d'accord avec la direction du Parti et, peut-on dire, avec l'unanimité des socialistes et même des ouvriers italiens pour défendre la neutralité de l'Italie vis-à-vis d'une guerre justement qualifiée par le Parti de guerre impérialiste. C'est seulement vers la fin du mois d'octobre qu'il change brusquement d'attitude. En-

core ne s'y résoud-il à cette date que parce qu'un article publié par le *Resto del Carlino*, révélant que depuis quelques temps, il complotait avec des « interventistes », l'oblige à se prononcer publiquement. Le 19 octobre, la direction du Parti étant réunie en conférence à Bologne, il intervient pour combattre la thèse de la neutralité absolue. Il veut une « neutralité active et opérante », car, dit-il, « il est impossible pour les socialistes de rester spectateurs de ce drame grandiose et tragique ». Le lendemain, la Conférence, en conclusion des débats, ayant confirmé la position de neutralité, il donne sa démission de rédacteur en chef de l'Avanti ! On annonce bientôt qu'il va fonder un quotidien socialiste « contre la neutralité », et le 15 novembre, le *Popolo d'Italia* apparaît. La presse bourgeoise l'a annoncé comme « un nouveau journal socialiste contre la neutralité ». En un long article, Mussolini donne les raisons de sa démission de l'Avanti !, dit comment il a été amené à combattre « le dogme de la neutralité absolue » ; sa conclusion est un cri hystérique :

Le cri est un mot que je n'aurais jamais prononcé en temps normaux, mais qu'au contraire, je lance aujourd'hui d'une voix forte, d'une voix claire, sans réticences, avec une foi absolue : un mot terrible et fascinateur : GUERRA !

Dans les premières semaines de la guerre, Cachin ne se distingue pas des autres leaders de l'Humanité : comme eux, il combat, par la plume, le militarisme prussien. Le 16 août, sous le titre « Le Châtiment », il dénonce le coupable :

Il est un être humain qui porte devant son peuple et devant nous, qui portera devant l'Histoire, la responsabilité de tant de désastres. C'est l'empereur Guillaume.

Et comme il ne s'appelle ni Frédéric, ni Napoléon, ni Bismarck, la défaite est là, prochaine, certaine, qui va emporter avec son trône tout l'odieux militarisme prussien, le foyer de la réaction la plus insolente d'aujourd'hui.

Le 14 septembre, après la Marne, il salue la « première victoire », annonce la paix « dans quelques semaines » :

Ce « chien enragé » de Guillaume, comme l'appellent les Anglais, doit se livrer à cette heure à d'amères réflexions.

Un peu plus tard, il généralisera ; le coupable n'est plus seulement le Kaiser, mais l'Allemagne. Le 19 octobre, son article est intitulé « La folie des grandeurs » :

L'Allemagne, toute à son rêve monstrueux d'hégémonie universelle, enivrée d'orgueil, s'est jetée dans la guerre à la suite de son empereur.

...Elle a voulu la guerre ; et cette vérité ressort avec évidence de la lecture du Livre Blanc que vient d'édition le gouvernement britannique. C'est un témoignage accablant plus encore pour l'Allemagne que pour l'Autriche. Il ne contient guère que des dépêches ; mais, au terme de la brochure qui les contient, l'opinion des hommes impartiaux est faite et l'histoire prononcera l'implacable verdict.

Durant toute cette période, l'Humanité ne donne, sur l'attitude des socialistes italiens, que des dépêches d'agence et quelques courtes lettres d'un correspondant milanais. Le moment vient où la lutte des gouvernements belligérants autour de l'Italie se resserre ; l'Allemagne envoie le prince de Bulow à Rome en mission spéciale. Amilcare Cipriani décrit la situation dans l'Humanité (14 décembre) :

Jamais une monarchie n'a été plus recherchée, plus courtisée que la monarchie italienne en ces moments si troubles, et c'est pourquo, ainsi qu'une jolie femme, elle se fait désirer.

C'est alors que Cachin se « spécialise » ; l'intervention de l'Italie est désormais son affaire ; tous les articles qui s'y rapportent sont écrits par lui. Comme il est un peu neuf dans les affaires italiennes, il parlera un jour du « citoyen Balabanoff », ce qui provoquera quelque amusement en Italie — et même en France. Son premier article dans ce nouveau domaine est du 22 décembre ; il est intitulé, d'après la formule que vient de lancer Salandra, « L'égoïsme sacré de l'Italie ». Copions-en de larges extraits :

Pendant que nos soldats sont dans les tranchées en proie aux fatigues les plus épuisantes et aux privations les plus rudes, pendant que tombent chaque jour des milliers de victimes sur tous les points de l'immense combat, chacun se demande avec anxiété combien de temps vont durer encore ces souffrances et ces hécatombes.

Il apparaît de plus en plus clairement que la victoire appartiendra à ceux dont les nerfs seront les plus solides et la ténacité la plus résolue. Et comme la victoire des alliés aura pour l'Europe et pour le monde d'inappréciables avantages, il importe que nous ne fléchissions pas, il faut que la résistance physique et morale soit à l'abri de toute défaillance.

Ceci affirmé une fois de plus, il n'empêche que nous ne souhaitons avec passion que s'évanouisse le cauchemar aussitôt que possible. A cette heure, un élément important de sa courte durée, c'est l'entrée en jeu de l'Italie. Il est donc au plus haut point important pour nous de suivre de très près les événements de la péninsule et les plus récents sont pour nous donner satisfaction. De l'autre côté des Alpes, on s'appête à entrer dans la lutte qui va changer la face de l'Europe et du monde.

Après quoi il déclare :

Ce n'est pas l'heure de substituer nos désirs à la réalité et de nous bercer de chimères.

Puis, il donne des conseils. Avant tout, il ne faut pas faire de sentiment et il faut se garder d'évoquer Solferino et Magenta :

C'est sur le terrain solide de l'intérêt italien qu'il faut se placer pour juger et prévoir. Or, il est certain que, de ce point de vue, l'Italie suit une voie qui la mène droit à la guerre aux côtés des alliés.

Et après avoir énuméré les journaux et les hommes favorables aux alliés : *Corriere della Sera*, *Secolo*, *Messaggero*, nationalistes de Federzoni, il ajoute :

Et de leur côté, les républicains et les socialistes qui ont en ce moment le sens révolutionnaire disent aux (avec ?) Bissolati : « Contribuons à la défaite de l'Allemagne pour faire la guerre à la guerre, pour hâter la fin du militarisme ! »

... Dans la section italienne de l'Internationale elle-même, voici Mussolini qui, dans le *Popolo d'Italia*, aujourd'hui à son 40^e numéro et qui a là-bas le plus vif succès, rappelle avec éclat que « La Révolution, c'est une idée qui a trouvé des baïonnettes ». Nous enregistrons avec joie ces symptômes nombreux et concordants.

Le 27 décembre, *L'Humanité* publie une dépêche d'agence annonçant que l'Italie vient d'envoyer un détachement à Valona. Aussitôt, Cachin commente (*Humanité* du 29), après avoir expliqué l'importance de Valona pour l'Italie, « c'est le Bizerte de l'Adriatique, c'est le premier pas vers Trieste et Fiume » :

Quel a été le prétexte italien ? C'est l'état d'anarchie profond où se trouve en ce moment cette malheureuse Albanie. Il fallait rétablir l'ordre qui menaçait les biens et les personnes des italiens. Mais qui avait créé l'anarchie et le désordre ? Les agents

autrichiens, allemands et turcs ; et c'est ici que l'événement est pour nous du plus haut intérêt.

Ces « agents allemands et turcs » n'opèrent pas seulement de l'autre côté de l'Adriatique ; Cachin les retrouve en Lybie. Son indignation — celle d'un impérialiste italien — éclate :

Cette Lybie qui a coûté si cher, la voilà à nouveau menacée par le soulèvement des tribus révoltées. Et les officiers qui suscitent la révolte sont des Turcs et des Allemands !

Dans ces conjonctures, le langage des journaux italiens favorables à l'intervention devient de plus en plus vigoureux ! Ils disent à leurs gouvernants : « Qu'attendez-vous donc pour vous décider ? Vous vous croyez sages en vous réservant ! Mais il y a en Italie, à cette heure, une crise des affaires ruineuse ! La mobilisation, les frais de préparation à la guerre créent dans le budget un déficit immense. Si vous n'intervenez pas, vous serez, à la fin du conflit, en face de ce déficit sans compensation, et quel sera votre prestige ? Jamais ne se présentera pour l'Italie semblable occasion ! »

Malgré tout, le gouvernement italien ne se décide pas ; les marchandages continuent ; Cachin a des loisirs. Il se rabat sur « le blocus » et évoque ses terribles conséquences pour l'Allemagne (2 février) :

Semblable à une bête traquée, elle hurle contre l'Anglais, maître des mers qui, froidement, sans pitié, serre chaque jour les mâchoires de l'étau.

Le 9 février, il revient à l'Italie et s'occupe de « La mission de Bülow » :

Il n'est pas de question plus importante aujourd'hui que celle de l'intervention ou de la non-intervention de l'Italie dans la grande guerre. Et il fallait prévoir que l'Allemagne ferait, pour retenir son alliée dans la neutralité, les efforts les plus extrêmes.

Et il s'efforce de démontrer aux Italiens que c'est seulement en participant à la guerre avec les Alliés, que l'Italie pourra achever « à coup sûr son unité », et aux socialistes italiens qu'ils ne peuvent pas « aider le représentant de Guillaume, responsable de la guerre ».

Le 23 mars, dans un article intitulé « Pas d'illusions », il parle incidemment de ses voyages de propagande à l'étranger :

Au cours d'un récent voyage, j'ai entretenu de la guerre nos camarades socialistes de la Suisse allemande et je les ai entendus me dire, une fois de plus, leur vif désir, en tant que socialistes, de voir triompher la France dans le conflit actuel.

(Suite dans le prochain numéro.)

ROSMER

Le mouvement ouvrier pendant la guerre 36 fr.

Que veut le P. O. I. ? 1 fr.

TROTSKY

Où va la France ? 7 fr.

LÉNINE

Karl Marx et sa doctrine 4 fr.

PUBLICATIONS POPULAIRES

15, Passage Dubail - Paris 10^e
Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

LETTRE DE CHINE

Dans la première note ci-dessous, nous répondons à une des dernières calomnies de la Guépéou contre nos camarades chinois. Plus loin on trouvera une lettre de Shanghai extrêmement importante. Elle justifie entièrement la position de la IV^e Internationale pour le soutien de la résistance à l'impérialisme japonais, et la nécessité d'un programme de soulèvement des masses qui ne fasse pas une parcelle de confiance à la direction traître du Kuomintang. En Janvier et Février (depuis la perte de Nankin), Tchang-Kai-Chek parle de « réorganiser une armée » ; en réalité il est occupé à chercher une négociation possible avec Tokio, appuyé en cela par Londres, Paris, Berlin et Moscou.

P. S. — *L'Humanité* du 10 Mars publie une nouvelle circulaire du Guépéou relative à la soi-disant activité « pro-japonaise » des trotskystes chinois. C'est un tissu de mensonges évidents. La lettre de Shanghai que nous publions suffit à expliquer ce que la Guépéou qualifie de « Trotskyste » en Chine comme en Espagne : des boucs-émissaires de sa propre politique contre-révolutionnaire.

Un nouveau tombereau de calomnies

L'Humanité du 28 décembre 1937 a publié une circulaire du Guépéou (donc anonyme) intitulée « Les trotskystes chinois à la solde du Japon ». De la première à la dernière ligne, c'est un tissu d'inventions. Selon la circulaire en question, les « trotskystes » ont « organisé leur état-major » à *Tayuang*, capitale du Shansi. Ils ont « assassiné deux héros » : un « héros de l'armée chinoise » et un « célèbre héros national ». Ils reçoivent 50.000 dollars par mois du service de renseignements japonais. Etc...

Inutile de dire que ce roman policier n'est bâti que sur des mensonges et des calomnies. Cependant, le Guépéou qualifiant de « trotskyste » tout ce qui ne se plie pas à ses directives, il est fort possible que ces gens qualifiés ici de « trotskystes », non des membres des organisations de la IV^e Internationale (qui existent aussi en Chine et publient des journaux sur lesquels nous donnerons ultérieurement plus de précisions), mais des chefs de troupes que la dissolution de « l'Armée Rouge chinoise » a désemparé, et qui se sont révoltés contre les nouvelles directives de Staline. Parmi tous les noms cités par la circulaire de la Guépéou, nous n'en connaissons qu'un seul : *Nuan Ping*. *Nuan Ping* fut très longtemps secrétaire des syndicats à Changhaï, et stalinien acharné, grand mangeur de trotskystes. Plus tard, il passa au camp de Tchang-Kai-Chek, et nous avons, à l'époque, stigmatisé cette trahison stalinienne comme il convient.

Quant aux positions politiques attribuées à nos camarades, elles n'ont rien de commun avec la réalité. Nos camarades chinois ont la même position que tout le mouvement pour la IV^e, dont ils ont discuté largement la résolution sur la guerre sino-japonaise.

Dans les conditions de la guerre chinoise, il est certain que la politique stalinienne de soumission totale à Chang-Kai-Chek et à ses combinaisons avec l'impérialisme, venant après la liquidation d'un trait de plume de la fameuse République soviétique chinoise, a engendré un trouble profond dans les rangs du « parti communiste ». Pour étouffer cette crise, la Guépéou invente, à sa manière, quelques amalgames. Là aussi, elle fusille les récalcitrants : voilà le seul but de ses calomnies.

LETTRE DE CHINE

Shanghai, 13 Décembre 1937. — Chers camarades, dans ma lettre du mois précédent, j'ai promis de vous envoyer une lettre d'information à propos de la situation militaire ici. Le torrent des événements m'a empêché de le faire jusqu'à présent. L'affaire de Lou-kiaochiao (qui a déclenché le combat près de Peiping le 7 Juillet) a ouvert un autre grand chapitre dans l'histoire post-révolutionnaire de la Chine. Dix ans de domination du Kuomintang ont abouti à faire de la Chine un Enfer. Les atrocités de la guerre ont tué des centaines et des milliers de gens.

PAS D'ENTHOUSIASME CHEZ LES MASSES

La guerre a démontré dans quelle mesure le Kuomintang conservait encore la confiance des masses. En dépit des grands cris et de la propagande, la masse du peuple ne montre que peu d'enthousiasme pour la guerre. Ils la considèrent comme un mal nécessaire et gémissent sous les conditions d'oppression de la guerre.

Qu'est-ce que la guerre a imposé au peuple ? En dehors des destructions massives au front, avec un nombre croissant de victimes et de gens chassés du travail, la guerre a amené la spéculation, des hauts prix, des impôts nouveaux et des réquisitions en nature chez les paysans, le travail forcé et la conscription. La conscription, les réquisitions en travail, chevaux et corvées, nourriture et fourrages, tout cela répugne aux paysans. Comment leurs familles peuvent-elles subsister lorsque l'homme est mobilisé et les moyens d'existence enlevés ? Comment payer les impôts, la rente et les intérêts usuraires ? Leurs femmes et enfants ne seront-ils pas arrêtés pour défaut de paiement ?

C'est pourquoi les paysans s'écrient : « Combattre, combattre, c'est toujours le paysan qui paye. Le gouvernement nous prendra tout ce que nous possédons. Avant que les Japonais n'arrivent nous serons morts de faim. » C'est pourquoi ils s'enfuient des zones de guerre à la première possibilité. Beaucoup de ceux qui restent « protestent » d'une autre manière contre la mauvaise direction du Kuomintang. Ils deviennent des « traîtres » chinois qui travaillent pour les armées Japonaises dans les Services d'information ou comme agents payés. A la fois les commandants et les soldats se plaignent amèrement de l'activité nuisible des traîtres sur le front. A peine une fortification de défense est-elle terminée que les avions japonais la bombardent. Autre exemple : les Japonais sont toujours en possession de faits concernant les lieux des postes de commandement, qui sont repérés de place en place et bombardés par les Japonais.

Un certain général a donné une vivante description de cet état de choses : « Au front, il n'y a pas de masses, mais seulement des traîtres... Nous ne raignons pas les bombes et l'artillerie de l'ennemi... Nous craignons surtout l'activité des « traîtres » chinois »

Pour illustrer clairement l'attitude de ces traîtres sur le front, le général de Shanghai continue : « Dans cette guerre nous sommes surtout affectés parce qu'il n'y a pas de masses organisées. Quand nous arrivons, tous les gens qui pourraient nous aider s'en vont. Ceux qui restent sont des traîtres. Comme nous ne connaissions pas les routes, nous avions de grandes difficultés et ne pouvions pas trouver d'habitants pour nous aider. Parfois, à cause de cette situation, nous entrions par erreur dans le territoire ennemi, ce qui nous coûtait de grandes pertes. Les activités des traîtres étaient multiples. Ils ne gênaient pas seulement nos communications, faisaient des signaux, etc... mais ils informaient l'ennemi sur nos mouvements et l'aidaient à réquisitionner des travailleurs.

PARTOUT DES TRAITRES

« Les traîtres étaient si nombreux qu'il était impossible de les exterminer. Chaque jour nous répétions plus de 10 lignes téléphoniques. Parfois des ordres formels n'étaient pas exécutés. Si les masses avaient été organisées, non seulement les traîtres n'auraient pas pu se concerter et d'autres tâches résolues (telles que la protection des communications, les transports, le travail d'orientation ou d'information), mais un aide infini aurait été donné à l'armée. Par contraste avec l'expérience de la période de l'expédition du Nord (la campagne de Chang-Kai-Chek en 1926-27 qui fit passer la plus grande partie de la Chine sous la direction du Kuomintang) nous étions incapables de trouver des civils, paysans ou citadins, qui veuillent collaborer avec nous, de façon que nous avons dû acheter du sel à Shanghai, par exemple. Mais les moyens de transports étaient rares et nous avons reçu de Shanghai le contraire de ce que nous voulions. »

Combien justement les soldats désirent le soutien du peuple dans le combat ! Ils n'ont pas de travailleurs pour transporter leur matériel, ils ne peuvent pas rechercher d'approvisionnements même proches, ils ont un très pauvre service de renseignements, etc... En un mot, quoiqu'ils combattent sur leur propre territoire, ils se battent comme s'ils étaient isolés dans un pays désert. La préférence des armées chinoises pour la guerre de position s'explique par le fait qu'elles ont de mauvaises relations avec la population. La coopération entre les armées et le peuple est essentielle au succès de la guerre de guérilla. Combien de pertes subissent les armées chinoises en combattant sous le feu croisé des bombes et de l'artillerie sur un territoire où ils ne reçoivent que peu ou pas de soutien de leurs concitoyens.

La puissance de combat des soldats est remarquable aussi bien sur le front du Nord que du Sud. Les soldats de la 28^e Armée ont refusé de quitter leurs positions et n'ont été finalement délogés de Peiping que par un stratagème. La police et le *Paotantui* (corps de préservation de la paix, force de police semi-militaire) à Tien-Tsin ont détruit les casernes et aérodromes japonais. Ils ont subi de lourdes pertes, parce que la 38^e Armée, par ordre du commandant, quitta Tien-Tsin et ne se joignit pas au combat. A Nankéou, les soldats ont combattu contre les tanks avec des grenades à main et des revolvers et parvinrent à tuer les conducteurs, réussissant ainsi à capturer 6 tanks.

A Shanghai aussi, les soldats combattirent avec courage et infligèrent de lourdes pertes aux Japonais. Mais les commandants manquèrent chaque occasion. Un commandement très désuni (à Chapoo, par exemple, le débarquement japonais fut un scandale), l'hétérogénéité des soldats, la crainte des commandants de sacrifier leurs propres forces, la méfiance mutuelle, la retraite paniquée devant l'approche des armées japonaises, tout cela contribua à faciliter l'occupation des provinces du

Nord par les Japonais. A Shanghai, les officiers montrèrent une inclination à la retraite, et plusieurs commandants furent exécutés. Le général déjà cité déclara que la phase de Shanghai de la guerre l'avait convaincu que le facteur qui décide de la victoire, ce n'est pas l'armée, mais les masses. Cette conclusion devra être complètement tirée en vue de la guérilla future.

Quant aux conditions de l'arrière, nous voyons comment la bourgeoisie, les propriétaires fonciers, les anciens de village et la nouvelle aristocratie, craignent les masses. Les masses et la jeunesse n'ont pas de liberté d'organisation. S'ils essayent de s'organiser, ils sont dénoncés comme « traîtres » et arrêtés. Les classes dirigeantes s'organisent dans des sociétés patriotiques pour collecter des fonds ou faire un travail d'aide. C'est pour empêcher des organisations analogues parmi les masses, pour empêcher le mouvement des masses. La propagande de la jeunesse est considérée par eux comme une « activité indésirable ». Les étudiants sont enfermés dans les écoles comme dans les anciens jours pour étudier les vieux classiques chinois et s'énerver sur des leçons ennuyeuses et dépassées. Leur travail pour le « salut national » est limité à des questions sans importance telle que : collecter, chœurs parlés, jouer des pièces, journaux muraux, etc...

Les fonctionnaires officiels utilisent leur position pour amasser de grandes fortunes, grâce à la réglementation du prix des grains, les pots-de-vin pour des exemptions de service, en inventant des impôts et réquisitions, etc...

Dans ces conditions, c'est jeter la déception dans les masses que de faire appel à la solidarité nationale dans la lutte contre le Japon. Les seules classes qui sont capables d'emporter une victoire décisive contre l'impérialisme japonais sont toujours foulées aux pieds. La résistance des classes dirigeantes fera inévitablement faillite. Elles veulent prouver que la résistance au Japon impérialiste est sans espoir. Alors, ces classes seront prêtes à vivre sous la direction militaire japonaise.

LA TRAHISON STALINISTE

L'attitude politique la plus honteuse est celle des stalinistes. Lorsque les mouvements de salut national des étudiants et petits bourgeois étaient persécutés et dispersés par le Kuomintang, les stalinistes intervinrent avec le « front unique national anti-japonais », c'est-à-dire qu'ils essayèrent de ramener ces mouvements en arrière, dans le bercail du Kuomintang, au lieu d'essayer d'approfondir la conscience de classe des masses contre le régime actuel. Leur ligne d'action est de proposer et de demander, d'espérer, que le Kuomintang les accepte dans le gouvernement et réalise leur programme. Ils ont abandonné la révolution agraire, mais ils espèrent résoudre le problème agraire par des moyens législatifs. Ils ont abandonné la lutte de classes parce qu'elle brise l'unité nationale, etc...

Cela signifie qu'ils ont tourné le dos aux masses et reconnaissent le Kuomintang comme leur maître. Lorsqu'ils se joignirent au travail du quartier général de Chang-Kai-Chek, celui-ci contrebalança leur influence en engageant des droitiers supplémentaires.

La récente réorganisation de 4 gouvernements de provinces laissa les postes de gouvernement aux propriétaires fonciers et aux cliques de bureaucrates réactionnaires. Il est absolument impossible d'espérer réformer la structure politique de l'intérieur ou de commencer des réformes politiques correspondant aux besoins du moment. L'expérience de la guerre montre que le matériel le plus important de la lutte est la puissance humaine, les soldats vivants.

Mais le Kuomintang a été aussi insouciant que possible avec les vies humaines. Les défaites militaires vont continuer, je crois, mais les armées, en se démembrant, deviendront des forces de guérilla, en liaison avec le

peuple, assailleront l'armée japonaise et la battront.

Les opérations de l'ancienne Armée Rouge dans le Shansi montrent qu'une petite armée, avec des soldats politiquement conscients, animés de l'esprit d'égalité, liée au peuple, peut emporter de grands succès. Là, les masses ne fuient pas la zone du combat, mais aident l'armée de différentes manières. Il n'y a plus de traîtres. Les avions japonais survolent les quartiers généraux militaires, mais ne jettent pas de bombes, parce qu'aucun traître ne leur a indiqué l'emplacement et qu'on ne peut le repérer d'en haut.

A cause de l'étouffement qui continue du mouvement

de masse en Chine, particulièrement dans les villes, et l'arrestation des révolutionnaires (qu'on qualifie de « traîtres »), à cause aussi du contrôle par le Kuomintang de toutes les organisations populaires, il n'y a eu aucune véritable réaction des masses à l'affaire de Loukiaochiao et aux événements qui ont suivi. Les stalinistes ont complètement tourné le dos aux masses. C'est donc à nous à nous approcher d'elles avec un programme révolutionnaire, appelant à l'organisation des masses, à la création de conseils de députés d'ouvriers, soldats et paysans, pour l'armement des ouvriers etc... L. J. C.

De la Conférence de Barcelone à la Conférence Internationale des Jeunes Révolutionnaires

Organisée par le Bureau des Jeunes pour la IV^e

En Mars 1934 se tenait, à Laaren, une conférence qui groupait les organisations de jeunes « n'appartenant ni à la II^e ni à la III^e Internationale ». Faisant un pas au-delà de la déclaration des Quatre (signée par les bolchévicks-léninistes, le SAP, le RSP et l'OSP), la Conférence constituait un bureau commun, qui devait travailler à la constitution de la nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Le camarade H., délégué des jeunes bolchévicks-léninistes au Bureau, a raconté les incidents qui ont marqué ces 16 mois de collaboration : refus de la jeunesse socialiste de Suède (*Kilboom*) de soutenir matériellement le Bureau qui dut alors être transféré à Oslo ; échec de la tentative de former à Paris, peu après l'entrée des Jeunes Léninistes dans les Jeunes Socialistes (France), un sous-bureau s'appuyant sur l'aile gauche des Jeunes Socialistes, échec provoqué par les manœuvres déloyales du SAP. Qu'il nous suffise, enfin, de rappeler que la rupture au sein du Bureau se produisit sur la question de l'attitude vis-à-vis de la déclaration d'Union Sacrée de Staline à Laval.

Le groupe norvégien « *Mot Dag* » ayant approuvé cette politique, le camarade H. exigea du Bureau qu'il condamne formellement la position de ce groupe et se sépare de lui. Finalement, le représentant du SJV (Brandt) couvrit entièrement le groupe « *Mot Dag* » et déclara impossible une collaboration ultérieure avec les « trotskystes ». Il faut, enfin, souligner qu'à cette date, les résultats du travail du Bureau étaient purement négatifs en France, le SAP avait suscité dans le JS une fraction contre les « trotskystes » qui ne servit qu'à désorganiser la gauche et fut l'embryon de la « Gauche Révolutionnaire » ; le Bureau n'avait gagné aucune organisation nouvelle ; il n'avait pas réussi à faire évoluer la gauche de PISJ. Enfin, les divergences politiques, de plus en plus graves, rendaient impossible l'élaboration

d'un programme et d'une tactique communs.

Le Bureau International des Jeunes Révolutionnaires ne connut un renouveau que sous la pression de la révolution espagnole et, plus particulièrement, sous la pression de la base de la Jeunesse Communiste Ibérique (POUM), qui prenait au sérieux les phrases sur la Nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse. Non seulement le Bureau reprit à Barcelone une certaine activité (Été 1936 — Été 1937), mais encore il dut s'orienter vers la convocation d'une conférence internationale qui devait examiner le problème de la Nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Bien plus, il devait, en invitant à cette Conférence le Bureau International des Jeunes pour la IV^e, reconnaître l'impossibilité de discuter sérieusement la question, et d'aboutir à des conclusions organisationnelles en dehors du mouvement pour la IV^e. Le fait que le Bureau ait pu faire cette constatation et poser le problème de pas pratiques en vue de la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse a suffi pour provoquer une rupture définitive (Mai-Août 1937) entre le Bureau et le SJV. Elle a également failli entraîner une rupture avec l'ILP Guild of Youth.

Pourtant, l'orientation de la JCI n'était pas plus conséquente que l'orientation du SJV en 1935. Nous avons à ce sujet commenté dans le numéro 1 du *Bulletin International des Jeunes* (édition française), un article de Solano, où celui-ci affirmait que la Conférence ne saurait proclamer la Nouvelle Internationale, celle-ci ne pouvant exister que lorsqu'il existerait un nombre suffisant de sections assez fortes, et un mouvement révolutionnaire triomphant. Mais la politique du POUM et de la JCI ayant écarté toute perspective de victoire à la révolution espagnole dès le moment où Solano écrivait son article, et cela pour les plus aveugles (c'était en Mai 1937), les phrases de Solano étaient plutôt destinées

à calmer l'impatience des membres de la JCI qu'à aborder de front la construction de la Nouvelle Internationale.

Après les journées de Mai, malgré nos propositions, la JCI ajourna la conférence *sine die*, au lieu de préparer, dans le plus bref délai, une conférence, de tirer les leçons de la défaite, de les faire assimiler par les organisations révolutionnaires de jeunes du monde entier, et de préparer ainsi politiquement et organisationnellement la création de la Nouvelle Internationale et, par là même, le renouveau de la révolution espagnole. Finalement, la Conférence est actuellement annoncée pour le 15 Février.

Quatre ans après Laaren, nous nous trouvons donc en présence de la situation suivante : la majorité de la gauche de l'ISJ est retombée dans le réformisme, social-démocrate ou stalinien ; le bureau de Stockholm de 1934 s'est partagé en 3 courants : d'un côté notre Bureau International des Jeunes pour la IV^e Internationale ; de l'autre l'Internationale formée par le SJV et ses fractions dans les organisations du Bureau de Stockholm, et dont l'idéologie n'est qu'une servile copie des thèses conservatrices de la bureaucratie stalinienne ; enfin l'Internationale formée par la JCI et ses fractions dans les organisations du Bureau de Stockholm, et dont l'idéologie est une assez mauvaise copie des thèses fondamentales, agrémentées d'une approbation totale de la politique suivie en Espagne par le POUM et la JCI.

À l'intérieur du Bureau de Londres (dont le SAP est toujours membre), ces deux tendances se combattent aussi âprement que cela est possible à des centristes. Sur le terrain des Jeunes où la rupture est totale, les centristes de gauche tentent de compléter leur victoire en cherchant un appui à leur gauche : on nourrit dans certaines l'espoir d'une fusion avec les trotskystes « raisonnables » (Hollande-Belgique), donc la désagrégation du mouvement pour la IV^e et la constitution d'un organisme international qui, déjà par son importance numérique éclipserait les restes du Bureau de Londres et de notre organisation internationale.

Il est certain que cet aspect doit être considéré dans l'invitation qui serait, dit-on, adressée à notre Bureau International : nous devons en effet constater d'une part que la force de nos idées est telle que les centristes ne peuvent éviter de les discuter ; d'autre part, qu'ils viennent chercher chez nous un renfort d'arguments contre le SAP. Mais nous devons aussi constater que cette situation pousse les dirigeants centristes, non à reconnaître la justesse de nos idées, mais à chercher à amener à eux, par des combinaisons d'organisation, des camarades qui, croient-ils tout en défendant nos idées sont prêts à absoudre leurs péchés et à n'en plus parler.

N'est-il pas significatif, pour cette conférence, qu'il ne doive y avoir aucun document politique publié préalablement ? que la discussion politique y sera réduite et que le temps y sera en grande partie consacré à des manœuvres et à des combinaisons organisationnelles ?

En face de ces centres de confusion, notre Bureau International s'efforce d'être chaque jour davantage un centre d'orientation politique pour le mouvement révolutionnaire international de la jeunesse. Il s'efforce d'élaborer un programme politique pour la Nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, non seulement en lui apportant le programme du mouvement pour la IV^e, mais encore en abordant sur le plan théorique et pratique, les problèmes qui intéressent spécialement la jeunesse.

Certes, notre Bureau sait qu'il existe encore, en dehors de lui, des organisations et des courants révolutionnaires de la jeunesse, dont le programme est encore confus, mais qui contrairement aux dirigeants centristes adultes essayent de faire entrer dans la pratique les phrases presque marxistes que ceux-ci prononcent avant chacun de leurs actes, tour à tour opportunistes et sectaires. Le Bureau International des Jeunes Révolutionnaires a failli à la tâche de les rassembler. Le Bureau International des Jeunes pour la IV^e se doit de la prendre sur lui. Il n'ignore pas la difficulté essentielle de cette tâche : construire des organisations de jeunes, c'est-à-dire des organisations de masses, dans une période où la tâche essentielle est la formation de cadres dans la lutte contre le courant.

Mais il sait aussi que le programme marxiste-léniniste de la IV^e Internationale seul, permettra la victoire du prolétariat et qu'agir sur les bases de programme, c'est répondre aux aspirations profondes de la jeunesse révolutionnaire et de la jeunesse laborieuse toute entière. C'est justement pourquoi le Bureau International des Jeunes, dans l'appel qu'il a rédigé pour la Conférence Internationale qu'il est en train de préparer invite « toutes les organisations révolutionnaires de la jeunesse saines et existantes » à venir discuter avec lui. Il est persuadé que ces organisations entendront cet appel, comme il est persuadé qu'il est seul capable, grâce à son programme, celui des bolchévicks-léninistes, de rassembler les jeunes énergies révolutionnaires du monde entier.

Dans ces conditions, sa participation éventuelle à la Conférence du Bureau des Jeunes Révolutionnaires ne saurait signifier qu'un contact pris avec quelques organisations réelles (JCI - JSA - JSR d'Autriche) présentes à cette conférence, pour engager à venir le discuter à fond avec nous à la Conférence organisée par notre Bureau International, qui, peut seule jeter les bases de la Nouvelle Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse. — M.

P.-S. (1^{er} avril). — Cet article a été écrit au mois de Février. La conférence annoncée par les jeunes du Bureau de Londres n'a finalement pas eu lieu. A sa place s'est tenue une Conférence Internationale du Bureau de Londres, dont nous parlerons ultérieurement. Ainsi, le problème du rassemblement international de la jeunesse sur un programme marxiste reste entier. Les dernières décisions du Bureau de Londres ne peuvent pas aider les jeunes à progresser, mais seulement à les égarer.

« Révolution et contre-révolution en Espagne »

A PROPOS DU LIVRE DE MAURIN « RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN ESPAGNE »

(Rieder éd.)

LE PROGRAMME DU POUM ET L'EXPERIENCE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Il faut lire et confronter avec l'expérience de la révolution espagnole le livre de Joaquín Maurin : « Révolution et Contre-Révolution en Espagne ». (1) Cet ouvrage (consacré à la révolte d'octobre 1934 et l'insurrection des Asturies) contient l'essentiel des conceptions fondamentales du POUM, exposé par le principal dirigeant de ce parti avec talent, érudition et une volonté honnête d'apprendre de l'expérience, qui en rendent la lecture instructive, même aux adversaires de tendance.

En 1935, Maurin est arrivé à des positions intermédiaires entre les vieilles conceptions du Bloc ouvrier et paysan, et la plate-forme de la gauche communiste (Nin, Andrade). Il reconnut même au moment de la fusion entre le B.O.C. et la « gauche communiste » avoir fait un certain pas à gauche. Mais les dirigeants de l'ancienne gauche communiste, au lieu de tenter d'aider cette évolution dans le sens du programme de la IV^e Internationale, s'empressèrent de se féliciter du fait que Maurin serait, paraît-il, passé sur leurs positions, et leur aurait, par-dessus le marché, apporté un nombre assez élevé d'adhérents. Ils refusèrent de voir la réalité telle quelle. Ils proclamèrent parfaitement claire et définitive une plate-forme de fusion très équivoque, qui traduisait ce stade intermédiaire entre le vieux centrisme et le bolchévisme. En fait, ils se laissèrent glisser et liquidèrent complètement au profit d'un compromis bâclé tout le programme fondamental de leur tendance internationale, tout en vitupérant contre le bureaucratisme de notre Bureau international, qui avait cru devoir les mettre amicalement en garde.

Tandis que Maurin et ses amis étaient poussés par la situation vers la gauche, les anciens bolchévicks-léninistes évoluèrent vers la droite. Au nom de la discipline du POUM, ils entravèrent le redressement révolutionnaire du POUM. Le sort personnel de Maurin, emprisonné par Franco (et nous sommes de ceux qui ne cesseront de lutter pour sa sauvegarde et sa libération) dès les débuts de la deuxième révolution, laisse ouverte une question dont la solution positive n'eut pas été sans influencer les destinées du POUM : dans quel sens, en admettant qu'il ait tenu compte des faits, Maurin eut-il évolué ? Dépouillée de son intérêt personnel, cette question équivaut à demander : quelles confirmations ou quels démentis 18 mois de la seconde révolution espagnole ont-ils apporté aux conceptions et au programme de l'auteur de « Révolution et Contre-Révolution en Espagne » ?

Victor-Serge, qui a préfacé le livre, a cru devoir éluder complètement cette question, la plus importante de toutes. Il écrit simplement : « On verra en lisant ce livre combien les événements justifient sa pensée et son action. » Or, c'est précisément ce qu'on ne voit pas. D'ordinaire, les événements ne justifient pas la pensée et l'action d'un parti important et en pleine croissance par son effondrement complet, politique et organisation-

nel. Le succès n'est pas à chaque étape du développement historique la pierre de touche de la vérité politique. Les militants de la IV^e Internationale le savent bien. En outre, même dans une situation révolutionnaire propice, un jeune parti peut être brisé dans une insurrection prématurée, ou succomber avec la révolution sous le poids de l'intervention étrangère, venue renforcer la réaction intérieure. Mais ce qui caractérise le POUM, c'est qu'il n'a jamais rien fait dans les meilleures conditions, pour prendre le pouvoir, pour mobiliser effectivement les masses contre la coalition réformiste-stalinienne et même pour consolider le pouvoir conquis en fait par les masses. Il a, au contraire, partagé le pouvoir bourgeois et collaboré aux premières mesures de l'encastement du pouvoir ouvrier, été son propre fossoyeur.

Dans ces conditions, le simple souci de rendre service sur le plan politique aux révolutionnaires espagnols et aux travailleurs du POUM, doit se traduire non par le silence ou l'éloge équivoques, mais par la vérification au travers de l'expérience de la révolution, des idées et du programme de ce parti, exposées par son dirigeant et fondateur, notamment sur les points essentiels : la révolution démocratico-socialiste et l'attitude à l'égard de la démocratie ; la question de « l'alliance ouvrière » et des soviets ; le problème du parti révolutionnaire et de l'Internationale.

LA RÉVOLUTION « DÉMOCRATICO-SOCIALISTE »

Maurin conserve dans son livre la formule bâtarde de la révolution démocratico-socialiste (« une révolution historiquement démocratico-socialiste ») : il est vrai avec des digressions et amendements destinés à tenir compte de la théorie de la Révolution permanente, au point que les anciens bolchévicks-léninistes se proclamèrent satisfaits. Dans la réalité, le fossé qui sépare le marxisme-révolutionnaire du centrisme subsistait. Les partisans de la révolution permanente soutiennent que la seule tâche historique présente qui se pose au prolétariat est la révolution socialiste, que c'est seulement dans l'accomplissement de cette tâche historique que réside le moyen de résoudre les tâches démocratiques bourgeoises laissées pour compte par le capitalisme en putréfaction.

Loïn de poser le problème avec netteté, conservant la formule « démocratico-socialiste », Maurin témoigne au contraire qu'il continue à amalgamer, à jumeler la révolution démocratique et la révolution socialiste, c'est-à-dire deux antipodes, au stade actuel. Il ne s'agit pas, chez Maurin, que de la survivance d'une vieille formule, mais d'une conception qui s'exprime tout au long de l'ouvrage. Maurin part d'une constatation unilatérale : « de nos jours, dit-il, démocratie et bourgeoisie sont des termes antagonistes ». C'est vrai et ce n'est pas vrai. C'est vrai en ce sens que la bourgeoisie est contrainte par la crise du système de se débarrasser de la défroque démocratique pour lui substituer la cotte de mailles fasciste. Mais ce n'est pas vrai en ce sens que dans cette lutte qui met aux prises le prolétariat et le fascisme, si le prolétariat avance dans le chemin de la révolution socialiste, alors la bourgeoisie reprend à nouveau l'instrument de la révolution démocratique, pour diviser les masses et briser la révolution socialiste par l'entremise de MM. les stalinistes, « socialistes », anarchistes et autres partisans de la démocratie et de la révolution démocratique. De l'incompatibilité de la démo-

(1) Un vol. chez Rieder, 15 fr.

cratie et de la bourgeoisie à une période aigue, on ne saurait conclure à une tâche historique particulière qui serait la révolution « démocratico-socialiste ». A l'inverse : du caractère contre-révolutionnaire de la démocratie bourgeoise et du fait que la « révolution démocratique » devient le repart de la propriété privée contre les ouvriers, on ne saurait conclure à l'obligation pour le prolétariat révolutionnaire de sauter par-dessus les tâches démocratiques ou de défense démocratique, dans l'accomplissement de la révolution.

La IV^e Internationale repousse à la fois l'opportuniste et l'ultra-gauchisme qui sont si bien pendant l'un de l'autre qu'on les retrouve chez certains groupes à quelques mois de distance, qu'en particulier dans le cas du POUM nous avons pu les voir coexister. Le POUM n'a jamais posé clairement la tâche de la défense de la démocratie contre le fascisme par les méthodes de la révolution socialiste. Il niait même une telle tâche au nom de la « révolution socialiste ». Mais en même temps, il ne se comportait que comme l'aile gauche de cette démocratie, au pouvoir et dans l'opposition. Il faisait de la révolution « démocratico-socialiste » derrière une phraséologie radicale. Il appliquait les théories et conceptions exprimées par Maurin, qui sont au fond les suivantes : puisque c'est la tâche démocratico-socialiste qui se pose, cette tâche doit être remplie, la main dans la main, par les démocrates et les socialistes, aussi bien dans l'opposition qu'au pouvoir. La révolution démocratique socialiste doit être le produit d'un front unique organisationnel, programmatique, et même gouvernemental entre ces deux forces : démocrates « petits bourgeois », et prolétaires. « En 1930, dit-il, p. 89, un gouvernement à majorité ouvrière avec participation de la petite bourgeoisie paysanne et autonome pouvait être instauré. La révolution se serait engagée dans une voie correspondante à une révolution démocratico-socialiste. » Par représentant de la petite bourgeoisie, Maurin entend notamment des partis comme les radicaux catalans, l'Esquerra, Companys, etc...

A propos des événements d'Octobre 1934, il précise encore : « En Octobre 34 la Généralité a donc la possibilité d'enrayer la contre-révolution. Le succès ou l'échec dépendent d'elle ». Il définit sa politique : « La généralité craindra certainement les déviations possibles du mouvement insurrectionnel, car la petite bourgeoisie est plutôt méfiante envers les masses ouvrières. Il faut la rassurer et, à cet effet, le mouvement ouvrier, au lieu de revendiquer la première place, se contentera de faire pression sur la Généralité, de lui promettre son appui, sans chercher à la supplanter, tout au moins dans les premiers temps. L'insurrection doit commencer. La petite bourgeoisie et ses forces armées n'auront plus le loisir de reculer. Ensuite, on verra. C'est ainsi que s'expriment les organismes dirigeants de l'Alliance Ouvrière dans la nuit du jeudi 4 Octobre ». Voilà qui est honnêtement et même candidement rapporté, de la part du principal dirigeant, avec Nin, de cette Alliance Ouvrière !

Maurin cite en outre le fameux document n° 1 sur le six octobre en Catalogne. Un tel document devrait être épinglé en « avenant » au programme de tous les « fronts populaires » passés, présents et à venir, comme témoignage de la « contribution » des démocrates dans la coalition. Les démocrates y font l'aveu dénué d'artifices de leur tactique devenue classique depuis 1848 : « l'insurrection justifiée de la Catalogne, expose ces bons apôtres, débordait les possibilités du gouvernement de la Généralité. Et celui-ci devait ou abandonner le pouvoir ou réprimer par la violence une protestation qui répondait aux propres sentiments du gouvernement. Enfin, il pouvait tenter de canaliser le mouvement et éviter qu'une marée cahotique et désordonnée s'emparât de la Catalogne. »

Capituler, réprimer, trahir, tels sont les trois com-

mandements des démocrates. Dans l'action contre le fascisme (dans la mesure où il y a une action de leur part qui n'est pas de la capitulation, de la répression ou de la trahison), le prolétariat peut avoir à frapper sur le même clou que les démocrates, à battre le même ennemi principal, à passer dans ce but des compromis pratiques rigoureusement délimités. Mais il ne saurait y avoir ni organisation commune, ni programme commun, ni surtout gouvernement commun avec les professionnels de la capitulation, de la répression et de la trahison. Ces leçons s'inscrivent dans l'histoire de l'Espagne (et pas seulement de l'Espagne) en lettres de sang. De son côté Maurin « enregistre » honnêtement les faits. Mais il s'en tient à la « révolution démocratico-socialiste. »

Ses nouveaux collaborateurs, qui le remplacèrent à la direction du POUM en Juillet 1936, allaient montrer pratiquement comment ils avaient retenu l'enseignement de 1934. Ils s'imaginaient déjà que le POUM était passé sur les positions bolchévik-léninistes, pour mieux avoir à éviter d'assumer une telle tâche. Seules les masses avaient dans la profondeur de leur conscience de classe assimilé la leçon de 1934. Sans que le moindre commandement vienne d'en haut, pour riposter à Franco, elles organisèrent leur pouvoir contre la bourgeoisie. Companys, Azana et Cie tentèrent de renouveler le coup de 1934. Mais la « marée » irrésistible des masses a renversé leur Etat. Alors, il ne leur restait plus qu'à tenter de « canaliser le mouvement », selon leur cynique expression de 1934. C'est à quoi allaient les aider de leur mieux les stalinistes et réformistes d'abord, et ensuite les chefs anarchistes, ainsi que la direction du POUM (cette dernière avec des réserves et nuances qui tenaient au vocabulaire, et non aux actes).

En 1934, Maurin disait honnêtement : faisons la révolution démocratico-socialiste avec Companys. Ses successeurs allaient « faire la révolution démocratico-socialiste » avec Companys-Taradellas, les anarchistes et les stalinistes, mais sans le dire et en couvrant cette collaboration de grands mots : pas un pas en arrière ! Jusqu'au bout ! Révolution socialiste ! Dictature du prolétariat !

On se souvient, non sans tristesse et écaurement, que cette « révolution démocratico-socialiste » commença par l'organisation du socialisme avec les bourgeois et leur principal appui, les stalinistes, dès le 21 août 1936, dans le fameux Conseil de l'Economie. Le 27 septembre 1936 « l'organisation de la dictature du prolétariat » selon les chefs du POUM, par le gouvernement Taradellas-PSUC-POUM-CNT eut pour effet immédiat de supprimer par décrets tous les instruments de la dictature du prolétariat (Comités, milices). L'exécution de ces décrets allait provoquer tous les conflits en exprimant les antagonismes de classe dans lesquels le POUM lui-même se trouverait broyé, faute d'avoir pris hardiment la tête de la classe ouvrière.

Nous avons donc parfaitement le droit de tirer une conclusion complètement opposée à celle de Victor-Serge : les faits n'ont pas vérifié les positions centristes. Retenons fermement cette leçon en France, au moment même où, à la faveur de victoires de Congrès, des militants honnêtes, mais soucieux avant tout du moindre effort, louchent avec espoir vers Pivert et ses amis. Les mêmes causes politiques produiraient les mêmes effets. D'autant plus catastrophiques que les dirigeants du POUM tentaient, eux d'être plus à gauche que les pivertistes, dont ils condamneraient, quoiqu'avec plusieurs mois de retard, et sous la pression de leur base, les capitulations devant Blum.

J. Rous.

(La fin au prochain numéro)

DANS L'INTERNATIONALE

ETATS-UNIS

RECONSTITUTION DE LA SECTION AMERICAINE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

New-York, Janvier 1938. — La section américaine de la IV^e Internationale vient de tenir son Congrès de constitution.

La Ligue Communiste, fondée après le 6^e Congrès du Comintern par des camarades dirigeants du Parti Communiste des Etats-Unis, réalisa en 1934, sa fusion avec le Parti Ouvrier Américain (groupe Muste). Cette fusion, opérée sur un programme bolchéviste, servit à faire évoluer l'organisation d'un petit groupe de propagande idéologique en une formation de lutte politique. Rappelons le rôle important joué par le Parti Ouvrier dans le puissant mouvement de grève de Minneapolis. Cependant, en 1936, nos camarades n'hésitèrent pas à abandonner le nom de « parti » et à entrer dans le parti socialiste en pleine fermentation afin d'y servir d'axe de rassemblement aux éléments révolutionnaires de l'aile gauche.

Le Congrès fut une preuve irréfutable de la réussite de cette tactique, rendue possible par la fermeté sur le programme et la souplesse suffisante dans le travail d'organisation. La moitié des délégués venus de 17 Etats, et de 40 localités, se composait d'anciens socialistes, groupés autour du journal hebdomadaire de nos camarades, « Socialist Appeal ». Par l'afflux de la gauche révolutionnaire socialiste, les effectifs ont doublé, ceux de la jeunesse triplés. Du Parti Socialiste adhérant à la II^e Internationale, il ne reste que des débris de municipalistes et deux centaines de centristes organiques.

Le Congrès de fondation du parti avait été précédé d'une discussion intérieure de quatre mois, portant essentiellement sur les questions de principe et internationales. La dégénérescence de la Révolution russe et les graves défaites du prolétariat international ont provoqué une profonde réaction idéologique dans l'ensemble du mouvement ouvrier. Les philistins, les dilettantes, les ecclésiastiques et les « réformateurs » croient leur heure venue. Couverts par des théories révisionnistes extrémistes, ils accomplissent en réalité leur retraite de la lutte de classes. Aux Etats-Unis, avec son capital relativement maigre d'expérience révolutionnaire prolétarienne, avec l'empirisme si puissant parmi les intellectuels, ces tendances ont trouvé un large écho, qui se transmet jusque dans nos propres rangs, quoique limité à un très petit nombre de camarades (une quarantaine pour tout le pays).

Loïn de se perdre dans des discussions académiques, notre section américaine organisa sa lutte quotidienne et clarifia les idées dans ses rangs en prenant résolument la défense des théories marxistes et des méthodes léninistes fondamentales. La majorité écrasante du parti fut d'accord, dans cette discussion, pour combiner la lutte pour la révolution sociale en Espagne avec le front unique militaire contre Franco ; sur la nécessité de combattre sans merci les tendances défaitistes envers PURSS ; sur le rejet des tentatives de renier la conception marxiste de l'Etat en faveur d'une théorie de l'Etat soviétique bureaucratique au-dessus des classes, semi-bourgeoises, etc...

Les adversaires du soutien de la guerre contre Franco ne trouvèrent pas une seule voix parmi les 76 délégués. Deux délégués votèrent pour le défaitisme en Russie. Les partisans de l'idée de l'Etat soviétique « semi-bourgeois » trouvèrent 3 voix. La résolution sur le caractère et le régime du nouveau parti fut votée à l'unanimité.

La période de discussion théorique qui précéda le Congrès permit à celui-ci de consacrer son attention principale à la politique actuelle des Etats-Unis. Le capitalisme américain se trouve devant un carrefour critique de sa carrière, déterminé par les événements d'Extrême-Orient et par la nouvelle crise cyclique menaçante qui s'annonce avec d'inévitables oscillations. L'impérialisme yankee est définitivement entré dans la voie des préparatifs de guerre. Une campagne patriotique fiévreuse accompagne le nouveau programme d'armements de Roosevelt, le plus grand que les Etats-Unis aient prévu en temps de paix. Dans la politique économique, Roosevelt prépare un *neo-New-Deal*, cette fois-ci sous la dictée directe de son nouveau Brain Trust, des représentants de la haute finance et de l'industrie.

Nous analyserons dans d'autres articles les tendances du mouvement ouvrier face à cette situation. En tout cas, une chose est certaine : notre parti constitue le seul facteur révolutionnaire dans la lutte contre la guerre impérialiste et la collaboration de classe. Ses chances sont sérieuses. Le mouvement ouvrier américain est jeune, la pression des traditions fossilisées de la direction bureaucratique est bien plus faible qu'en Europe.

La classe ouvrière, qui a créé d'un saut de géant le mouvement syndical le plus puissant du monde, pousse actuellement aussi dans le domaine politique vers la rupture avec les partis bourgeois traditionnels (démocrates et républicains). Il cherche une expression indépendante. Cette évolution reste encore limitée aux cadres du réformisme (Labor-Party). Cependant, le rythme sans précédent de la concentration syndicale du prolétariat américain permet d'indiquer que son passage par l'école du réformisme sera d'une durée beaucoup plus courte que celui du prolétariat européen.

Le Congrès posa comme première tâche de s'enraciner dans le mouvement syndical, tremplin du mouvement révolutionnaire. Cette tâche n'est pas purement théorique. Plus de la moitié des délégués présents étaient des militants actifs, la plupart des dirigeants syndicaux, enracinés parmi les chauffeurs de cargo (qui constituent aux Etats-Unis l'avant-garde du mouvement progressif au sein des syndicats), parmi les marins, dans la sidérurgie, le caoutchouc, l'électricité, la TSF, les ouvriers des transports et de l'alimentation, dans la construction de navires et d'avions, parmi les instituteurs et les employés de bureau, les ouvriers agricoles et le mouvement des chômeurs.

Trois douzaines de militants de masse expérimentés participèrent à la discussion syndicale et sur le chômage. Le niveau politique élevé de la discussion était particulièrement encourageant, montrant que le parti possède non seulement les éléments irremplaçables de liaison avec le mouvement ouvrier américain, mais aussi une sérieuse base de recrutement pour la direction du parti lui-même. Un secrétariat syndical spécial a été établi pour veiller à l'orientation prolétarienne du Parti et à la coordination du travail syndical.

Le but principal du parti indiqué par le Congrès : devenir un facteur décisif dans le mouvement ouvrier du pays, a aussi déterminé le choix du nom du parti. Pour les sections qui se trouvent à l'étape de la propagande idéologique, le nom est avant tout un moyen de délimitation des tendances centristes pseudo-révolutionnaires. Au Congrès, le point de vue prédominant était le choix d'un nom approprié à l'agitation parmi les couches ouvrières les plus larges. La grande majorité se décida pour le nom de Socialist Worker Party (SWP), c'est-à-dire Parti Ouvrier Socialiste.

Le nom « communiste » est aux yeux des ouvriers américains définitivement identique aux crimes du stalinisme. Le réformisme a triomphé dans le monde anglo-saxon sous le nom de Labor Party, et fera de même aux Etats-Unis. Socialiste est le mot que l'ouvrier américain lie à l'idée de la révolution sociale.

Après un rapport international, le SWP décida unanimement de se constituer comme section de la IV^e Internationale. Dans la résolution internationale elle se délimite des dilettantes du Bureau de Londres, ainsi que des débris brandlériens. Une résolution spéciale détermine les mesures pratiques pour la participation effective à la Conférence de la I^{re} Internationale, à sa direction internationale et à l'organisation des cadres révolutionnaires dans la lutte des pays latino-américains contre l'impérialisme yankee. Une cotisation obligatoire pour chaque membre en faveur de l'organisation internationale a été également décidée. Avec la reconstitution de sa section américaine, la Quatrième Internationale gagne un facteur important pour le rassemblement international de l'avant-garde.

J. GLENNER.

PALESTINE

L'ETAT JUIF

Haïfa (Janvier). — Après les troubles de 1937 qui prirent parfois les formes d'un soulèvement national arabe, le gouvernement britannique envoya en Palestine une Commission royale (*Peel*) qui devait s'enquérir des causes des troubles et faire toutes les propositions nécessaires pour empêcher leur retour. L'envoi de « commissions royales » composées de canailles expérimentées est un vieux moyen de la politique britannique aux colonies. Ces commissaires jouent les impartiaux. En séance publique ou secrète, ils écoutent les dépositions des représentants des diverses nationalités et religions, des dirigeants des partis et groupements politiques légaux, des diverses classes et du gouvernement. Parfois, ces enquêtes révèlent l'état de misère complète de la population (par exemple, la Commission Peel a constaté la pauvreté effrayante et l'état de dépossession des fellahs palestiniens, 35 % de toutes les propriétés mesurent moins de 5 dounam (10 dounam égalent un hectare). Cependant, leur véritable tâche consiste à proposer les moyens nécessaires pour prolonger l'oppression coloniale. C'est, évidemment, pour cela qu'elles sont mandatées par le Parlement et le ministère des colonies.

La Commission Peel n'a pas failli à ce mandat. Elle a proposé de partager la Palestine en trois : 1^o un Etat arabe 2^o un Etat juif et 3^o un territoire sous mandat anglais pour l'éternité. En principe, le gouvernement britannique s'est déclaré prêt à réaliser les propositions de la Commission Peel. La Chambre des Communes avait décidé de soumettre la question à la Société des Nations qui, comme instrument de l'impérialisme anglo-français, n'est pas hostile aux « propositions », mais veut les faire examiner par une autre commission. En même temps, la discussion bat son plein parmi les juifs, les Arabes et les mahométans, après avoir été lancée dans la presse. Le partage de la Palestine et la constitution d'un Etat juif indépendant peuvent donc devenir une réalité.

Contre le partage du pays, les arabes palestiniens luttent actuellement par le sabotage et le terrorisme. Ils ont endommagé des pipe-lines et incendié le pétrole qui s'en échappait ; fait sauter des trains, selon la meilleure technique que le colonel Lawrence leur enseignait jadis contre les Turcs ; détruit des lignes téléphoniques et télégraphiques, tiré sur des automobiles et autobus juifs, sur des camions militaires et des postes de police, etc...

Quelle doit être la position de l'ouvrier socialiste juif, et du travailleur conscient en général, en face de cette situation ?

1^o) Tous les groupements sionistes, de la droite à la

gauche, des révisionnistes (sionistes organisés selon le mode fasciste) jusqu'au *Shomer hazair* et aux deux nuances du *Poale-Sion* de gauche (Abramovitch, Jizchaki et Erem, Serubavel), sont, en principe, partisans d'un Etat juif en Palestine, dont ils préconisent tous et effectuent réellement la préparation sous la protection de l'aigle britannique. A l'intérieur des groupes sionistes, la discussion tourne autour de l'Etat juif concret tel qu'il est prévu dans la proposition de la Commission Peel.

a) Les révisionnistes revendiquent l'Etat juif, toute la Palestine et la Transjordanie. — b) Un autre groupe sioniste revendique pour le moins toute la Palestine. — c) Un troisième exige que la ville de Jérusalem (ou au moins les nouveaux quartiers de cette ville) soient incorporés à l'Etat juif. — d) le *Shomer Hazair* est contre le partage et pour le maintien du mandat de la S. D. N., car il sert mieux les intérêts sionistes que le partage proposé. — e) Les deux groupes Poale-Sion de gauche sont contre le partage, sans avoir toutefois pour l'instant de proposition propre. En paroles, ils s'affirment toujours adversaires de l'impérialisme anglais qui veut imposer le partage. Ils sont mal placés pour revendiquer l'Etat juif, les Arabes étant en majorité et les juifs en minorité. C'est pourquoi ils préféreraient qu'en Palestine tout reste comme actuellement. Pourvu que le gouvernement anglais tolère l'immigration juive et la spéculation illimitée des terres, bref le développement sans entrave du sionisme. Pour tout le reste, ils se fient à l'avenir et à « leur » socialisme. — f) Un autre petit groupe sioniste, le *Brith-Shalom*, avec le professeur Magnes de l'Université hébraïque de Jérusalem, est contre le partage, mais pour un Etat bi-national, avec droits égaux pour les peuples juifs et arabes.

Mais il est évident que cet Etat bi-national n'est possible qu'avec l'aide de l'Angleterre et il faut que les forces nationales juives grandissent, sans quoi la bi-nationalité restera une simple farce. C'est pourquoi l'Etat bi-national du *Brith-Shalom* signifie également : Etat juif avec l'aide de l'impérialisme britannique.

Au dernier congrès sioniste, où siégeaient les délégués sionistes du monde entier, et qui eut lieu en 1937 à Zurich, une décision fut adoptée à une grande majorité, autorisant les dirigeants sionistes à mener des pourparlers avec le gouvernement anglais au sujet de l'Etat juif. Or, l'idée de la création d'un Etat juif en Palestine n'est nullement une invention de la Commission Peel. Elle est aussi vieille que le sionisme lui-même. Seulement, elle n'avait pas trouvé jusqu'ici son application, faute d'une masse étatique quelconque qui doit exister aussi dans la réalité d'un Etat juif. C'est pourquoi la déclaration et le mandat Balfour ne contiennent que les mots « domicile national ».

L'étape préparatoire qui permettrait de dresser l'inventaire réel de l'Etat juif n'est pas terminée. Cependant, grâce à la spéculation sur les terres, à la tolérance des High commissioners et à la protection de la police, des terrains ont été acquis, débarrassés des fellahs et des bédouins, et occupés par des colons juifs. Et cela justement dans les plaines qui doivent former l'Etat juif (jusqu'à présent, environ 1.500.000 dounam). En outre, le nombre des juifs vivant en Palestine a été porté par une immigration agréée officiellement et semi-officiellement, d'environ 60.000 en 1918 à 430.000 en 1937 ; et on a développé une industrie légère dépendant avant tout de la construction. Depuis quelques années, et sans que l'Etat juif existe, on a lancé le mot d'ordre de l'autarchie juive : juifs, n'achetez que des produits juifs ; patrons juifs, n'embauchez que des ouvriers juifs ; ils usent pour cela de méthodes de boycottage et de contrainte qui n'ont rien à envier aux méthodes nazies employées en Allemagne contre les magasins et ouvriers juifs.

Cette politique sioniste et l'attitude de l'impérialisme britannique qui refuse de satisfaire les moindres re-

vendications d'auto-administration des arabes palestiniens (telles qu'elles ont été accordées en Irak, Transjordanie, Arabie Séoudite, Yémen) ont amené une série de troubles et de soulèvements des ouvriers arabes sous la direction du mouvement national arabe. (En 1920 à Jaffa, en 1921 à Jérusalem en 1929 dans tout le pays, en 1933 manifestations antigouvernementales en beaucoup d'endroits, morts et blessés par la police, enfin soulèvement de 1936, terrorisme et sabotage en 1937.)

La réalisation des propositions de la Commission Peel signifie la réalisation du sionisme à une allure accélérée. Le Plan Peel accorde à l'Etat juif 5.000.000 de dounam du terrain le plus fertile dans les plaines. Mais jusqu'à présent 1.300.000 dounam seulement sont la propriété privée des juifs et 50.000 juifs seulement s'occupent d'agriculture, alors que sur le territoire de l'Etat juif de Peel, 250.000 arabes vivent uniquement de l'agriculture. Le Plan Peel étant ainsi impossible, il prévoit un échange des habitants et une indemnité pour le terrain cédé. Mais dans l'Etat arabe de Peel, il n'y a ni colons juifs ni juifs. C'est pourquoi il ne peut être question d'échange, mais seulement de l'évacuation de ce territoire par la majorité des arabes avec une indemnisation et sous la pression étatique.

Admettons, pour un moment, que le plan Peel soit réalisé, que les biens animés et inanimés soient vraiment juifs et que le petit Etat juif existe réellement. Quelle serait alors la situation ?

1) L'Etat juif, création de l'impérialisme anglais, arraché du corps arabe aura comme ennemis naturels tous les arabes évacués et non évacués. 2) L'existence de l'Etat juif n'est possible que sous la protection de la Grande Bretagne, c'est pourquoi l'Etat juif devra être un fidèle serviteur de l'impérialisme britannique. 3) Comme Etat colonial, l'Etat juif sera économiquement opprimé par la métropole, tout en devant supporter les barrières douanières des autres pays arabes. 4) L'Etat juif ne comporte pas un seul élément de progrès ou de libération. Il ne peut remplir que le rôle de gardien de l'impérialisme britannique contre l'assaut des masses arabes luttant pour leur libération nationale et sociale. L'Angleterre, sous prétexte d'aider les juifs, continuera d'enchaîner à sa politique les éléments sionistes des autres pays. 5) La protection des juifs et de l'Etat juif sera pour l'Angleterre une arme morale pour se maintenir éternellement dans le pays et poursuivre l'oppression des autres pays arabes.

Les ouvriers juifs et de tout autre pays doivent lutter contre le sionisme, l'Etat juif par la grâce anglaise, et contre les propositions Peel. La libération des chaînes de l'impérialisme ne peut être l'œuvre que des ouvriers arabes et des fellahs de ce pays, unis aux ouvriers et fellahs des autres pays arabes, ainsi qu'aux ouvriers juifs anti-sionistes et anti-impérialistes de Palestine. Dans cette voie, la Palestine, unie à la Syrie, deviendra partie de la Fédération des Etats arabes avec tous les droits de minorités pour la minorité juive.

Aujourd'hui, les masses arabes luttent sous la direction du mouvement national arabe (féodal et bourgeois), pour des revendications partielles : contre le sionisme, pour la cessation de l'immigration juive, pour une loi interdisant la vente de terres aux juifs, pour un gouvernement national (comme en Syrie et dans l'Irak), pour une assemblée constituante (Parlement) et contre le partage. « A ces conditions, disent les chefs, nous sommes prêts à faire la paix avec les anglais. » Ils sont donc prêts à trahir. C'est pourquoi les ouvriers doivent avoir leurs propres mots d'ordre, indépendants de ces chefs : les anglais hors du pays ; la terre aux fellahs et effendis !

Dans le présent, les ouvriers doivent participer aux actions efficaces même pour des revendications partielles, contre le sionisme, pour l'auto-détermination,

même sous la direction du mouvement nationaliste arabe. Cependant, le mouvement de classe autonome ne doit renoncer ni à son droit de critique, ni à son droit d'initiative. Les revendications du mouvement nationaliste arabe sont actuellement progressives, contre l'impérialisme anglais. L'ouvrier juif qui reconnaît la déclaration Balfour, le mandat britannique, l'Etat juif de la commission Peel, est au fond un sioniste qui attend tout de la protection de l'impérialisme anglais et du refoulement perpétuel des aspirations des peuples arabes opprimés. L'ouvrier juif palestinien qui exige des droits particuliers ne vaut pas mieux. Cela peut paraître étrange, car dans tous les pays impérialistes les ouvriers sont obligés de lutter avec les juifs contre la discrimination des juifs, contre les centonnes, contre les fascistes, contre la limitation de l'immigration juive. Mais en Palestine, les ouvriers doivent lutter contre les droits spéciaux que le mandat anglais accorde dans son propre intérêt impérialiste.

J. b. D.

HOLLANDE

Le R. S. A. P. (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) de Hollande a retiré son adhésion au Bureau pour la IV^e Internationale, ainsi que nous l'avons mentionné dans le précédent numéro. Dans le prochain numéro, nous publierons une ample chronique au sujet des questions qui opposent Sneevliet à l'Internationale (question espagnole, question syndicale, rapports internationaux), ainsi qu'une réponse aux très nombreux articles que nous consacrons S. dans le *Nieuwe Fakkell*.

Aujourd'hui, nous publions une lettre adressée par Trotsky à la presse du R. S. A. P. Ajoutons que la minorité du R. S. A. P., exclue par S. publie maintenant le journal *De Enige Weg*, « organe du groupe bolchevik-léniniste », dont 4 numéros sont déjà parus.

A LA REDACTION DE DE NIEUWE FAKKEL ET DE DE INTERNATIONALE

CHERS CAMARADES,

Vous m'avez fait plus d'une fois l'honneur de publier mes articles. C'est pourquoi je ne doute pas que vous ne refuserez pas de reproduire la courte lettre qui suit.

Dès le commencement même de l'existence de votre parti, j'étais en désaccord avec ses dirigeants et, avant tout, avec le camarade Sneevliet sur toutes les questions fondamentales. En fait, la direction du R. S. A. P. a toujours été en opposition irréductible envers toutes les autres sections de la Quatrième Internationale, et durant les deux dernières années, les divergences se sont continuellement exacerbées.

En plein accord avec la majorité écrasante de notre organisation internationale, je considérais et je considère comme funeste la politique de Sneevliet dans le domaine du mouvement syndical.

Je considérais et je considère absolument inadmissible l'absence dans le R. S. A. P. d'un programme d'action révolutionnaire et le caractère sans principe de son agitation, caractère qui vient de cette absence.

Je considérais et je considère que l'attitude de la direction du R. S. A. P. envers la politique du « Front populaire » est toujours restée équivoque, c'est-à-dire obscurément et parfois même ouvertement opportuniste.

La politique du camarade Sneevliet dans la question du P. O. U. M. s'est trouvée en opposition complète avec l'ABC de la lutte des classes et a causé un tort indiscutable à la révolution espagnole et à la Quatrième Internationale.

La politique du camarade Sneevliet dans la question russe fut et reste essentiellement fautive et déloyale à l'égard des bolchéviks-léninistes russes.

Je considérais et je considère comme opportuniste l'activité parlementaire de Sneevliet.

Je considérais et je considère comme absolument inadmissible l'attitude inamicale de la direction du R.S. A.P. envers toutes les autres sections et envers le Secrétariat International.

Je considérais et je considère que dans tous les conflits fondamentaux du camarade Sneevliet avec le Secrétariat International, la justesse politique était entièrement du côté de ce dernier.

Le Secrétariat International a proposé des dizaines de fois à votre Comité central d'ouvrir une discussion honnête sur les questions en litige. Vous vous êtes obstinément refusé à remplir ce devoir élémentaire à l'égard de votre propre parti. En guise de discussion, votre Comité central a eu recours à l'exclusion de l'organisation des véritables partisans de la Quatrième Internationale. Cette mesure ne peut signifier rien d'autre que la préparation de la rupture avec la Quatrième Internationale et le passage dans le camp des social-démocrates de « gauche », réunis autour du Bureau de Londres.

A ma dernière lettre adressée le 2 décembre 1937 au camarade Sneevliet et qui lui demandait si votre parti avait l'intention de participer à la Conférence Internationale, je n'ai pas reçu de réponse. C'est un fait encore plus important que sont restées sans réponse les demandes officielles du Secrétariat International.

La présente lettre, qui tire le bilan d'une tentative de collaboration qui a duré cinq ans, d'une tentative de critique amicale, d'une tentative d'explication et de rapprochement réciproques, a pour but de dire ouvertement ce qui est. Chacun doit porter la responsabilité de sa ligne politique. Les membres de votre parti et de toutes les sections de la Quatrième Internationale jugeront.

Saluts révolutionnaires,

L. TROTSKY.

Coyoacan (D. F.), le 21 janvier 1938.

A PROPOS DE CRONSTADT

Dans la *Révolution Proletarienne* du 25 Octobre 1937, Victor-Serge s'est offusqué de voir *La Lutte Ouvrière* soutenir le point de vue de Trotsky au sujet de Cronstadt-1921. Mais, dans sa critique, une fois de plus, nous ne trouvons aucun argument nouveau, sauf des regrets rétrospectifs. Il n'hésite pas à écrire : « Tout dans cette sombre page paraît préfigurer un avenir dont nous scrutons aujourd'hui, qu'il est devenu le présent, les ténèbres ».

Sans s'en douter peut-être, il se range du côté de ceux pour qui le stalinisme est le fruit du bolchevisme, pour qui la dictature de Staline est la conséquence inéluctable d'Octobre, etc... Que cet enchaînement d'idées surgisse facilement dans l'atmosphère créée par la débâcle de la 3^e Internationale, rien d'étonnant. Mais nous aurions préféré que Victor Serge fut avec nous pour résister à ce courant.

Victor-Serge semble nous reprocher de faire l'apologie du « massacre ». Rien de plus loin de nous. *La Lutte Ouvrière* avait écrit, en commentant la lettre de Trotsky qui a tant agité les encriers anarcho-syndicalistes : « Ces pertes humaines de la guerre civile, celles des campagnes d'Ukraine comme les autres, n'ont jamais pu réjouir les révolutionnaires ». Cependant, les sacrifices de la guerre civile ne nous dispensent pas d'examiner le sens de la guerre civile, de quelle guerre civile il s'agit.

Nos contradicteurs ont contesté le changement de la composition sociale de la garnison de Cronstadt au cours des années 1918-1920. Cependant, il est connu que les matelots de 17-18 (« Ceux de Cron-

stadt ») avaient été envoyés en mission dans le pays ; le recrutement s'était modifié. Les matelots qui appartenaient aux « machinny komandy » étaient devenus commissaires, commandants, présidents des soviets locaux. Lorsque Trotsky télégraphiait, fin 1919 ou en 1920 : « envoyer un groupe de marins de Cronstadt pour tel ou tel point », on lui répondait : « Plus rien à envoyer », et même certaines armées refusaient les nouveaux détachements de Cronstadt (en partie aussi ceux de Pétrograd). Sous la vareuse du matelot se trouvait le plus souvent le paysan inéduqué.

Mais, nous dit-on, Cronstadt voulait le commerce libre, et les bolcheviks ont dû l'introduire, justement pendant l'insurrection des matelots. La NEP fut imposée par la rébellion de la paysannerie et d'une partie de l'armée. C'est donc que Cronstadt avait raison ! Il ne fallait alors pas l'écraser, mais attendre que la rébellion s'apaise, à la faveur de la nouvelle politique... Cette argumentation purement rétrospective est absolument erronée. Cronstadt représentait les tendances du paysan propriétaire, du petit spéculateur, voire du koulak. Le parti bolchevik fut contraint de faire des concessions à ces tendances bourgeoises. Mais cela ne signifiait pas que le parti s'identifiait à ces tendances, substituait des tendances petites bourgeoises au programme du prolétariat. Consentant ces concessions, le prolétariat avait doublement le devoir de tenir en mains avec énergie le pouvoir politique, étatique. C'est ainsi que le problème de la liquidation de l'insurrection posait une question de force.

L'insurrection fut précédée de discussions, de pourparlers. Victor-Serge rappelle les missions de Kalinine et Zinoviev, qui échouèrent. Mais le mécontentement était très grand. Les éléments anarchistes et mencheviks faisaient tout pour mener à l'insurrection. Les contre-révolutionnaires camouflés (il ne manquaient pas) y poussaient aussi. Admettons que dans les négociations préliminaires Kalinine ait montré un penchant bureaucratique. Cela ne modifie pas le fond de l'affaire. Le télégramme de Zinoviev au Congrès de Tours en 1921 fut aussi considéré par Blum, Paul Faure et Cie comme un « pistolet sur la tempe ». En admettant que le télégramme fut un procédé « bureaucratique », cela changeait-il les causes profondes de la scission qui s'opéra ? Dans le *Populaire* du 18 Décembre, Lagorgette assimile le discours de Dimitrov en 1937 contre ses alliés social-démocrates aux conditions de Zinoviev en 1921. Cela ne vaut pas mieux que de voir dans la liquidation de l'insurrection de Cronstadt en 1921 la « préfiguration » des procès de Moscou.

Pendant le Xe Congrès du Parti bolchevik, on discuta ce qu'il fallait faire avec la forteresse insurgée. Staline proposa, sans y insister beaucoup d'ailleurs, d'abandonner les rebelles à leur propre sort : dans deux ou trois semaines, affamés, ils se rendraient. Trotsky s'opposa à cette proposition. Déjà quelque traineaux avec des approvisionnements étaient venus de Finlande. Quelques semaines plus tard, la glace aurait fondu, et les bateaux auraient bien pu venir de l'Europe. Une nouvelle intervention devenait possible. Ces considérations l'emportèrent. Malgré les fautes commises, les ouvriers qui réduisirent la forteresse représentaient la révolution prolétarienne ; les marins rebelles représentaient le Thermidor paysan. Voilà la leçon essentielle de toute l'affaire.

LIVRES ET REVUES

Le Régime de la Presse en Indochine (Ed. par l'Amicale des Journalistes Annamites de Cochinchine. — Saïgon, novembre 1937. — 51 pages).

Les journalistes de Cochinchine ont réuni en une brochure des documents qui montrent qu'il n'existe en Cochinchine (comme dans toute l'Indochine) aucune liberté de presse (décrets de 1898, d'octobre 1927, de février et juin 1928, de juin 1935). Ils exposent avec des faits nombreux la situation réelle des journaux et des journalistes (interdictions, mauvais traitements, expulsions, poursuites, etc...). Deux chapitres sont consacrés aux deux procès contre nos camarades de *La Lutte* et du *Travail*. Les journalistes concluent en exigeant la liberté d'opinion en Indochine. L'expérience a montré que le Front Populaire ne leur donnera jamais rien de ce genre. Ils ne l'arracheront que dans une lutte commune avec les révolutionnaires français. A noter que tous les valets de plume de la presse du F. P. en France ont fait le plus profond silence sur cette brochure élogieuse : ils étaient trop occupés à lécher les bottes des fonctionnaires de la rue Oudinot.

La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, par V. I. LENINE (Bureau d'Editions, 136 p., 5 fr.)

Cette réimpression sera d'un appoint excellent dans la lutte contre le révisionisme stalinien dans les questions fondamentales de la révolution. Lénine écrit ce petit livre en Novembre 1918, à la veille de la révolution allemande. Il y répond à une brochure de Kautsky sur la dictature du prolétariat. Kautsky s'efforçait de montrer que le bolchévisme avait brisé « la démocratie », et que par conséquent la Russie des soviets rétrogradait sur le socialisme européen. Lénine répond avec la plus grande clarté sur le contenu de classe de la démocratie ou de la dictature, sur les soviets et l'Etat. Voir en particulier le chapitre intitulé : « Défense aux soviets de se transformer en organismes d'Etat ». Il est à méditer aujourd'hui par les fanatiques du front populaire.

Faisant allusion à cette édition, le jeune renégat Laurat écrit, dans le *Peuple* de Bruxelles (8 janvier) : « qu'on juge, après cela (l'appréciation de Bernstein et Kautsky sur la démocratie) de la bonne foi ou de l'ampleur des connaissances de ceux qui traitent Karl Kautsky de « renégat » pour s'être élevé dès 1918 contre la formule et la pratique en vogue en Russie. » Si Tasea (A. Leroux du *Populaire*) « se prononce contre la formule même de la dictature du prolétariat, ajoute Laurat, nous croyons qu'il a raison ». Ainsi Laurat a bouclé la boucle. Laurat a eu un passé de communiste. En 1919-20, Laurat, correspondant de Vienne, écrivait dans le *Bulletin Communiste* contre Kautsky. Il milita dans le parti communiste, fut correspondant de l'*Humanité*. Puis, il s'instruisit et enseigna à Moscou à l'Institut d'Extrême-Orient. C'est plutôt sous l'égide de Boukharine qu'il commença sa carrière d'économiste. En 1926, Laurat quitte Moscou pour Bruxelles où il participe avec l'Opposition à la scission de Décembre 1927. Il milite quelque temps dans l'Opposition communiste, puis vient en France où il se fait l'exégète philistin de Rosa Luxembourg. Il soutient la ligne de Brandler. Il passe en quelques années du marxisme livresque au plus plat libéralisme bourgeois, genre Jules Moch. Du marxisme, il ne lui reste plus rien. Pour conclure, il ne lui restait qu'à « redécouvrir » Kautsky ! Voilà qui est fait.

World Revolution (1917-1936). The rise and fall of the Communist International, par C. L. R. JAMES (Secker and Warburg, Londres, 429 pages. — 12 s. 6).

Notre camarade James vient de publier un excellent ouvrage d'histoire du mouvement communiste depuis la guerre, intitulé *Révolution Mondiale*. En attendant qu'une traduction puisse en faire profiter le lecteur français, nous en donnerons une brève analyse (mais déjà les instructeurs devront l'utiliser pour une plus ample connaissance de l'histoire de notre mouvement). Il est évident que James, embrassant une époque aussi riche que celle qui va de 1917 à 1936, devait se borner aux grands traits. C'est aussi l'intérêt du livre, car James a pu, de cette manière, tenter de dégager les caractéristiques essentielles de cette période historique, qu'on pourrait résumer ainsi : défaite de la révolution mondiale entre 1921-23, puis crise de l'I. C., organisation progressive de l'opposition de gauche, puis nouvelle crise mondiale, préparation de la nouvelle guerre impérialiste, montée de la IV^e Internationale.

Les différents chapitres résument les thèmes de la politique marxiste aux étapes principales. D'abord James expose les données fondamentales du marxisme sur la lutte pour le socialisme, en exposant les opinions principales de Lénine, du bolchévisme, de Trotsky (la révolution permanente) de Luxembourg, etc... ; puis il fait le tableau des problèmes posés par la guerre de 1914 : nécessité de la III^e Internationale, défaitisme, et par la révolution russe de Février, qui donne à Lénine l'occasion de tracer, dans les thèses d'Avril, le résumé de la doctrine qui a dominé ensuite pendant 20 années le mouvement ouvrier révolutionnaire. Un chapitre est consacré à « l'échec de la révolution mondiale » (Autriche, Allemagne, etc... en 1919-20). A partir de 1923, les chapitres exposent les divergences croissantes entre la conception de Staline (théorie du socialisme dans un seul pays) qui va gangrener toute l'I. C., et la doctrine de Trotsky, qui prolonge le bolchévisme. C'est d'abord la défaite d'Octobre 1923 en Allemagne, qui marque une étape décisive de toute la situation internationale ; puis la grève générale anglaise (1926) et, en URSS, la politique de la NEP qui développe le koulak, le nepman et le bureaucrate ; ensuite, c'est la grande révolution chinoise (1925-27), suivie du tournant qui amène le plan quinquenal et l'industrialisation. Et, de nouveau, avec la crise mondiale, l'aggravation de la situation en Europe, spécialement en Allemagne, terminée par la prise du pouvoir par Hitler. Plus tard, le Front Populaire à l'échelle internationale, l'entrée de l'URSS à la SDN, et la lutte contre la révolution prolétarienne espagnole. Le livre se termine par un chapitre sur les perspectives de la IV^e Internationale.

Du point de vue des faits, l'ouvrage de James témoigne d'un sérieux travail et d'une scrupuleuse documentation, vérifiée aux meilleures sources (en dépit de quelques erreurs de détail). On comprend qu'il ait fait en Angleterre une forte impression, étant donné les légendes mises en circulation, là-bas comme ailleurs, par le puissant appareil de falsification staliniste. Cependant, un ouvrage de ce genre ne pouvait pas éviter d'être plus qu'une histoire des événements. Il lui fallait tenter de donner la philosophie générale du mouvement marxiste-léniniste dans les 20 années écoulées ; mais la difficulté d'une telle tâche n'a pas été entièrement surmontée par notre camarade James.

La question fondamentale est la suivante : comment

la dégénérescence du parti bolchévique a-t-elle pu être si foudroyante, après la mort de Lénine, alors que le parti bolchévique, du vivant de Lénine, donnait tant de garanties ? Toute une variété d'écrivains mi-libéraux, mi-anarchistes, répondent que c'est l'étroitesse nationale et la conception anti-démocratique de Lénine, promoteur du bolchévisme, qui en sont les causes principales. En somme, c'est le bolchévisme lui-même qui serait la cause de la dégénérescence de l'URSS et de son armature : le parti communiste. Chez les anarchistes, ce jugement n'est pas plus profond que chez les libéraux bourgeois : ils accusent la politique dictatorialle, l'expérience étatique intégrale. Certains veulent être plus nuancés et se revendiquent alors de Plékhanov et de Luxembourg. L'analyse historique donnée par James suffit à écarter ces interprétations (qui sont si complètement mises à nu dans l'article de Trotsky « Stalinisme et bolchévisme »), en mettant en relief les facteurs objectifs qui ont conditionné le développement de l'URSS depuis 20 ans, et avant tout les batailles perdues par le prolétariat international en Allemagne, en Chine, en Espagne.

Mais James lui-même fait des réserves sur la puissance de ces facteurs pour expliquer la crise de l'Internationale communiste. A diverses reprises il affirme que Trotsky exagère le rôle des facteurs économiques sociaux dans la crise déterminante du parti bolchévique en 1923-24. D'un autre côté, il déclare que le bolchévisme, c'est Lénine (Pas de Lénine, pas de bolchévisme, écrit-il), et lui seul. Il s'ensuit que pour lui, le nœud de l'affaire est constitué par la mort de Lénine et les erreurs commises par Trotsky entre 1924 et 27. Mais James n'indique pas clairement quelles furent, selon lui, les fautes de Trotsky. Il se contente d'affirmer que si Lénine avait vécu, les mêmes facteurs historiques hostiles auraient trouvé un obstacle bien plus puissant dans le parti manœuvré par Lénine. Cependant, peser rétrospectivement les chances d'une tactique « de Lénine » postérieurement à 1924 n'avance pas le problème d'un pouce. Le problème consiste à analyser correctement les processus objectifs fondamentaux et à agir sur eux : pour cela, l'école politique de l'opposition de gauche depuis 1924 fut la meilleure préparation, alors que ceux qui cherchaient seulement à mesurer le nez de Cléopâtre, qui, « s'il eut été plus long, la face de la terre en eut changé », n'ont pu s'évader de l'éclectisme journalistique. D'ailleurs, c'est une autre question qui mériterait de retenir l'attention : comment et pourquoi, du vivant de Lénine (entre 1919 et 1923), le parti bolchévique avait-il mûri en préparant les fruits amers de 1924 ? Et encore celle-ci : si James identifie étroitement Lénine et le bolchévisme par la formule : pas de Lénine, pas de bolchévisme, comment explique-t-il la renaissance du bolchévisme dans les cadres de l'opposition de gauche, après la mort de Lénine ?

Du point de vue historique, il faut remarquer que James précipite exagérément la victoire de Staline et de Pappareil sur le parti bolchévique, dès 1923. Il donne à Staline, dans les coulisses de la révolution allemande, un rôle que celui-ci fut bien loin de jouer. Tel que, le livre de James est l'un des premiers ouvrages historiques ou les événements gigantesques de l'époque léninienne sont correctement analysés. Il ne peut pas manquer d'avoir une influence salutaire dans le mouvement ouvrier. P. N.

DER EINZIGE WEG

Voici une nouvelle revue qui vient se joindre aux éditions de la IV^e Internationale. *Der Einzige Weg* (La Seule Voie) est éditée par le Groupe *Action Marxiste* de Suisse, les *Communistes Révolutionnaires* d'Autriche et les *Communistes Internationalistes* de Tchécoslovaquie, avec la collaboration du Secrétariat International. Dans ses deux premiers numéros, sont reproduits un

série d'articles de L. Trotsky, et des documents sur la lutte contre le Guépéou. Un article de Bruno sur le mouvement ouvrier illégal en Autriche.

Stalinisme og Bolsjevisme, par Léo TROTSKY. (Tidskriftet Oktober, Oslo). 25 øre.

Edition en brochure (avec une préface de la rédaction du journal *Octobre*) de l'article de Trotsky paru dans le numéro 4 de notre revue, par nos camarades norvégiens.

BILAN

A travers 46 numéros « Bilan » a fini sa carrière. « Bilan » tire son bilan et fait place à « Octobre », édité par le même groupe politique : celui des bordigistes. La revue ne pouvait mieux finir que par un bouquet d'insultes envers Trotsky et la IV^e Internationale. MM. les bordigistes se sont fait une spécialité de la métaphysique « gauchiste » qui remplace l'analyse sociale par une espèce d'alchimie purement verbale. A travers leurs 46 numéros interchangeables on ne trouve qu'une attente purement passive de la révolution communiste. Le gauchisme infantile des jeunes années du parti communiste italien avec Bordiga s'est transformé, depuis la retraite complète de Bordiga et la crise accélérée de la 3^e Internationale, en un gauchisme sénile, qui répète des formules cabalistiques. Bien entendu l'indignation du bordigisme sénile tourne sa fureur avant tout contre « le trotskysme ». Il nous reproche notre position sur la guerre civile espagnole et sur la guerre sino-japonaise. Eux, sont partisans du défaitisme cosmique, d'ailleurs remis aux calendes grecques. C'est pourquoi, trotskysme est pour eux synonyme de capitalisme. Qu'on en juge : ils « ne peuvent pas exclure » que « Trotsky puisse offrir ses services au capitalisme international et être rappelé au pouvoir en Russie pour parachever l'œuvre de Staline » (sic). Dans le manifeste de conclusion, ils écrivent : « la démarcation entre nous et toutes les forces du capitalisme : socialistes, centristes, trotskystes... signifie que nous sommes arrivés au point crucial du cours actuel » (?). Dans le n^o d'*Octobre*, on répète que nous faisons « partie intégrante du capitalisme mondial. » (sic)

Pour eux, il n'y a pas en Espagne une guerre civile. Ils sont là-dessus entièrement d'accord avec les stalinien, pour lesquels il n'y a que la lutte sur le sol espagnol entre Hitler et la City. C'est le capitalisme allemand, italien, anglais, français, qui pour eux, tire toutes les ficelles, des deux côtés opposés, chez Négrin et chez Franco ; ce qui est d'ailleurs idiot car la City, par exemple, ménage ses intérêts aussi bien en Euzkadi et en Andalousie franquiste que dans l'Espagne Républicaine. Quant à la guerre sino-japonaise, c'est tout simplement pour eux un conflit inter-impérialiste. Ils estiment en effet que le capitalisme chinois remplit déjà suffisamment une fonction politique anti-prolétarienne depuis 1927, pour être égalé à l'impérialisme japonais. Cette position est aussi au fond identique à celle des stalinien, seulement là où les stalinien mettent le signe « plus » les bordigistes mettent le signe « — ». De ce point de vue, ils condamnent la « guerre en général », sauf si elle est conduite par un Etat ouvrier. C'est là le point de vue du pacifisme petit bourgeois tout pur. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le « Barrage » et la « Patrie Humaine » ont combattu notre position sur la guerre comme « Bilan ».

Dans la Résolution du « Bureau International » (?) qui publie « Octobre », on lit que le Bureau est partisan de la IV^e Internationale (tiens ! tiens !), mais évidemment, il est pour la IV^e Internationale sans « trotskystes », en vertu de la profonde philosophie suivante : « A la formule : il faut fonder un

parti pour créer la lutte de classes, le Bureau oppose l'autre formule : il faut la lutte de classe pour fonder le parti. »

Quelle découverte ! C'est la vieille rengaine centriste que nous entendons depuis de si longues années ! « Que Faire » dénonçait notre « volontarisme » ; Pivert, le POUM et Cie nous accusaient et nous accusent de vouloir « forcer les événements », « imposer un parti » à la classe ouvrière, au lieu d'attendre qu'il surgisse spontanément de la lutte de classe. Les articles du Bureau de Londres sont pleins de ces jérémiades-là, mauvaises caricatures des théories sur la tactique-processus. Et voilà les bordigistes qui viennent avec 4 ans de retard convenir de la nécessité de la IV^e Internationale, mais avec le correctif classique : surtout, pas de précipitation, attendez la lutte de classe ! On comprend que les bordigistes ne voient pas la lutte de classe qui se déroule sous nos yeux, étant donné que tout ce qui se passe dans le monde n'est pour eux que conflit impérialiste, dont ils se désintéressent complètement. Les bordigistes prennent donc maintenant place dans la rangée des partisans de la IV^e Internationale « sans Trotsky », une sorte de gens qui a des variétés un peu partout. Ce halo ressemble beaucoup à celui des anciens admirateurs de la III^e Internationale qui craignaient de se brûler les doigts à la doctrine bolchéviste.

ALLEMAGNE

SOUS UN FAUX DRAPEAU

Sous le titre *Das Freie Wort* (La Libre Parole) vient de paraître le premier numéro d'une revue d'émigrés allemands qui s'intitule « revue mensuelle des IKD ». Cependant, cette entreprise n'a rien à voir avec les IKD (Communistes Internationalistes d'Allemagne), section allemande du Secrétariat pour la IV^e Internationale, et s'avère donc déjà dans son titre comme une escroquerie. La rédaction de « Das Freie Wort » n'a, avec raison, que peu confiance en elle-même, et préfère débiter en trompant l'opinion. Mauvais départ, sous un faux drapeau.

« Das Freie Wort » se trouve, il est vrai, dans une situation difficile : elle ne peut nommer ouvertement ses véritables inspirateurs si elle ne veut pas se discrediter dès le début. En même temps, les inspirateurs ont tout intérêt à pêcher en eau trouble et à provoquer la confusion au sein du mouvement pour la IV^e Internationale. En réalité, cette revue est l'organe du groupe *Maslov-Ruth Fischer*, et doit lui donner la possibilité de combattre la plateforme bolchévique-léniniste grâce aux stupidités de Maslov introduites en contre-bande dans la IV^e Internationale. Maslov préfère rester dans l'ombre, plutôt que de prendre des positions nettes ; ainsi, il peut miser sur plusieurs chevaux.

Malheureusement, ce que « Das Freie Wort » cache à ses lecteurs est révélé ailleurs. Dans le « *Nieuwe Fakkell* » du 21 janvier 37, Sneevliet se réfère à « Das Freie Wort » en le nommant un « organe du regroupement allemand issu de la fusion de l'opposition des IKD, affiliée au S. I., et du groupe « Maslov-Ruth Fischer. » Sneevliet donne ainsi une information soustraite par ailleurs à la publicité. Dans « *Nieuwe Fakkell* » du 28 janvier également, Sneevliet reparle de « Das Freie Wort », en prétendant, contrairement à la vérité, que « la majorité des émigrés a pris position contre la direction officielle des IKD et du S. I. » et que « cette majorité portera le nom des IKD ». Cette majorité, ajoute-t-il, se trouve en dehors du S. I. pour la IV^e Internationale et a réalisé une liaison avec le groupe Maslov-Fischer ». Ostensiblement, entre la première et la seconde information on a fait remarquer à Sneevliet qu'il était préférable

de ne pas nommer trop ouvertement par son nom le nouveau-né.

Ce que Sneevliet appelle la « majorité » des IKD est en réalité une minorité qui ne comprend pas même une douzaine d'anciens membres des IKD. La rupture avec ce groupe intervint précisément à cause du travail de décomposition qu'il s'efforçait de réaliser pour le compte de Maslov. Il lui manque toute ligne particulière. Maintenant seulement elle essaye d'en déterminer une, et pour cela elle ne sort pas des platitudes masloviennes. Naturellement, le plus clair de cette plate forme consiste en commérages sur « la crise des IKD et de la IV^e Internationale » et évidemment aussi sur « la crise sans fin et qui prend à maints égards des aspects terribles (?), du P. O. I. français ». En quoi consiste cette crise, ils n'en savent rien : « quel est le contenu de notre lutte pour la IV^e Internationale, le proche avenir le montrera... Toutefois, pour ne pas laisser le lecteur sur sa faim, nous apprenons les griefs suivants : les IKD se sont orientés sur la petite bourgeoisie ; on ne peut accepter la définition de l'URSS comme Etat ouvrier ; la défense de l'indépendance chinoise ne devrait pas se faire en commun avec Tchang-Kai-Chek ; en Espagne, la II^e, la III^e et la IV^e Internationales auraient démontré leur carence. « La IV^e Internationale n'a pas compris les véritables problèmes de la révolution espagnole ». Le fait que Sneevliet bat le tambour pour cette revue suffit déjà à montrer quelle sorte d'alliés internationaux elle cherche : toutes les tendances hésitantes, équivoques, et même des saboteurs qualifiés. Nous aurons l'occasion de revenir sur une activité si bien engagée.

« L'ANARCHIE », Numéro spécial du *Crapouillot*, Janvier 1938.

Le numéro du *Crapouillot* sur « l'Anarchie » a été boycotté par l'U. A. et le *Libertaire*, qui accusent ses auteurs de « vendre de l'anarchisme ». Frémont et ses amis préfèrent se vendre aux Garcia Oliver et Fédérica Montseny, et insulter à longueur de colonnes « le mort qui parle », le « Gallifet russe » (sic), notre camarade Trotsky, qui a tiré de la faillite de l'anarchisme en Espagne des leçons que ces messieurs ont mal encaissées. Le numéro du *Crapouillot* est essentiellement composé par Victor-Serge, qui examine les sources de la pensée anarchiste, et Jean Bernier qui, s'aidant de l'expérience espagnole, tente de réviser les positions de l'anarchisme traditionnel.

Victor-Serge, étudiant la doctrine anarchiste dès ses débuts, montre ce qui la différencie du marxisme né à la même époque (milieu du XIX^e siècle), tous deux en réaction contre le poids insupportable que la machine sociale fait peser, pour Stirner et Bakounine, sur l'homme en général, pour Marx et Engels sur le prolétaire. Les uns opposent la personnalité humaine, l'individu, l'homme, au régime social ; les autres démontent scientifiquement les rouages de la machine, découvrent la lutte de classes et montrent dans le prolétariat, classe la plus exploitée, celle qui est destinée à renverser ce régime social inique, et à libérer du même coup l'homme. Cette différence capitale entre les deux mouvements n'est pas reconnue par Bernier qui ne voit dans les deux doctrines que des différences de tactique, leur but commun étant « l'exaltation de la personnalité humaine et son affranchissement de l'oppression que l'Etat né de l'essor du capitalisme faisait peser sur l'individu ». Il voit en Marx, Engels, Proudhon, Bakounine des anarchistes « dans le sens le plus profond du mot ». Tous les deux, d'ailleurs, restent dans des abstractions, sans consentir à faire une analyse de classe du développement de l'anarchisme et du socialisme scientifique. C'est que l'un et l'autre cherchent une « synthèse ».

Victor-Serge, lui aussi, s'enthousiasme pour la personnalité de Bakounine d'un point de vue étroitement individuel, sans analyser l'action néfaste qu'il joua à l'aube même du mouvement ouvrier par sa lutte sans principes et de clique contre le socialisme scientifique, lutte qui, entre autres causes, devait aider à la disparition de la Première Internationale. Les militants ouvriers ont besoin de voir clair et ce n'est pas éclaircir la question que de juger la lutte en spectateur, marquant les coups de l'un et de l'autre, et concluant en définitive que ni l'un ni l'autre « n'a vraiment le beau rôle ». Poursuivant son analyse historique, il trouve en définitive que le « beau rôle » a été joué plus tard par Makhno, ce chef « anarchiste » de groupes paysans tantôt ralliés à l'Armée Rouge, tantôt simple pion manœuvré par les blancs pendant la Révolution russe. Il estime le mouvement de Makhno un mouvement « foncièrement révolutionnaire », alors que Lénine et Trotsky nous en ont montré les racines exclusivement paysannes et, par conséquent, petites-bourgeoises. Makhno était le chef d'un mouvement oscillant entre le désir de renverser le régime des propriétaires fonciers, et s'alliant dans ce cas avec le pouvoir soviétique, mais supportant mal la collaboration avec les ouvriers des villes et le pouvoir qui les représentait, prétendant faire son émancipation lui-même, poussé de ce fait à lutter contre le pouvoir soviétique et retombant dans les mains des blancs. Anarchisme si l'on veut, cette étiquette recouvrant vraiment beaucoup de choses, mais du point de vue de classe, mouvement incohérent, dangereux par son absence de buts politiques et tombant finalement dans la simple lutte de bande.

Victor-Serge s'indigne (au nom de quels principes ?), et voit dans la répression de ce mouvement « l'esprit d'intolérance du bolchévisme ». On a l'impression que Serge pense surtout à « l'esprit d'intolérance » du bolchévisme actuel, de la IV^e Internationale, qui n'a pas eu peur d'appeler par son nom l'attitude du P. O. U. M. entre autres. Dès ce moment, dit-il, « la synthèse du marxisme et du socialisme libertaire, si nécessaire et qui pourrait être si féconde, est pour longtemps devenue impossible », et c'est bien cela qui le chagrine puisqu'il fait désormais de cette synthèse l'alpha et l'oméga des prochains mouvements révolutionnaires. C'est, en effet, la conclusion de son article : « Si le socialisme libertaire se renouvait suffisamment à la faveur des expériences que nous vivons, pour s'assimiler largement l'acquis du socialisme scientifique, cette synthèse assurerait aux révolutionnaires des armes d'une efficacité incomparable. »

Peut-être Victor-Serge pourra-t-il s'entendre, dès lors, avec Bernier qui tente, en effet, de rénover le « socialisme libertaire » ? Bernier décrit une scène inénarrable où les chefs de la F. A. I., convoqués par Companys à Barcelone au lendemain du 19 juillet, ne veulent à aucun prix du pouvoir que Companys ne peut que leur offrir (puisqu'il l'a déjà perdu), et le prient de rester à la tête du gouvernement dont on changera l'étiquette. Il montre comment le mépris de la politique et la peur du pouvoir mènent les chefs anarchistes à se laisser duper par les pires politiciens, et à prier la bourgeoisie de reprendre le pouvoir qui vient de lui échapper. Il est vrai que les anarchistes ont trouvé des boucs émissaires : les staliniens, dont ils ont, en réalité, suivi pas à pas la politique (par dédain de la politique !) et avec lesquels les Garcia Oliver et Montseny continuent, d'ailleurs, encore à se solidariser.

Bernier voit surtout la faillite de l'anarchisme en Espagne dans le fait que le combat de classes ne subissa pas à l'état pur, quo sur lui vinrent se greffer les compétitions impérialistes. Mais où Bernier a-t-il trouvé de tels combats à l'état pur ? Et le fait que la C. N. T.-F. A. I. avaient affaire à plus fort qu'eux, devait-il les autoriser à mettre leur programme dans leur poche, s'ils en avaient un ? L'expérience d'Espagne amène Bernier

à s'élever à des considérations théoriques. Elles ne valent pas mieux que celles de l'anarchisme traditionnel qu'il prétend enterrer. Pour lui, un fait domine le monde actuel : le règne de l'étatisme. C'est là le monstre qu'il faut détruire, aussi bien en URSS, que dans les pays démocratiques et fascistes. Une observation superficielle permet, en effet, de déceler une part de plus en plus prépondérante prise par l'Etat dans les différents régimes politiques du monde actuel ; mais ce que les marxistes ont apporté de neuf, c'est justement la capacité de découvrir à qui appartient cet Etat, de montrer, en fin de compte, que l'Etat n'est pas une entité irrécusable, mais un instrument de domination au service de certaines classes. Certes, nous n'attendons pas de Bernier qu'il reconnaisse que cet instrument appartient en URSS encore au prolétariat, bien qu'elle tende de plus en plus à lui échapper, sur quels principes pourrait-il se fonder ? Ne lui suffit-il pas de vitupérer la monstrueuse machine bureaucratique de Staline ? Le problème de l'Etat s'impose à Bernier comme un « cauchemar ». C'est bien vrai, et les marxistes ont sur lui cet avantage qu'ils voient clair et savent combattre l'ennemi réel qui est devant eux, qu'ils en connaissent la force, la rouerie, mais aussi les points faibles par où ils pourront l'attaquer et le défaire.

Il n'est pas sérieux de crier à la faillite du marxisme en rangeant sous ce nom le réformisme qui a fait effectivement faillite depuis 1914, et le stalinisme, en passant complètement sous silence le bolchévisme, bien vivant celui-là, qui s'est cristallisé dans la IV^e Internationale. Négliger ce mouvement, équivalant à escamoter les problèmes cruciaux de notre époque.

Les recettes finales (la spontanéité...) ne sont pas neuves, et le fameux rénovateur n'est qu'un bien piètre conservateur des idées de Proudhon, Bakounine, etc... Que nous propose-t-il, en effet ? Une « synthèse » des idéaux anarchistes et du syndicalisme révolutionnaire (lequel ? celui de Jouhaux ? celui de Monatte et Louzon ?). L'anarcho-syndicalisme ainsi renoué (1) sera capable « au moins dans les pays latins » (voilà une réserve de taille qui ne fera pas taxer Bernier d'immobilité, mais pourquoi seulement dans les pays latins ?), « de faire du pouvoir révolutionnaire une garantie vivante de démocratie intérieure et un instrument d'auto-éducation socialiste des masses ». Mais qui établira ce pouvoir révolutionnaire ? Cela ne suppose-t-il pas le renversement du pouvoir bourgeois ? par qui ? comment ? de quelle façon ? spontanément ou d'une façon organisée, et ce pouvoir que sera-t-il ? sera-ce encore le monstre trois fois maudit de l'Etat révolutionnaire, du prolétariat érigé en classe dominante ? Autant de questions auxquelles les articles du *Crapouillot* n'apportent finalement aucune réponse. DONAT.

L. TROTSKY

**La leçon sur l'Espagne,
dernier avertissement !**

et

**Beaucoup de bruit
autour de Kronstadt**

1 brochure..... 1 franc

PUBLICATIONS POPULAIRES
15, Passage Dubail -- Paris 10^e

AVANT LA NOUVELLE GUERRE MONDIALE

INDETERMINATION DES GROUPEMENTS INTERNATIONAUX

Quotidiennement, la presse scrute l'horizon mondial pour apercevoir la fumée et les flammes. Si on voulait faire le compte de tous les foyers de guerre possibles, il faudrait utiliser un traité de géographie. En outre, les contradictions internationales sont tellement compliquées et embrouillées, que personne ne peut prédire avec exactitude à quel endroit la guerre éclatera, ni comment se grouperont les camps en lutte. Il est sûr qu'on tirera, mais d'où viendront les coups, et sur qui ils tomberont, c'est ce qu'on ne sait pas.

En 1914, le facteur principal d'incertitude était l'Angleterre : celle-ci fut soucieuse de l'équilibre jusqu'au moment où elle aida l'Europe à se jeter dans l'abîme. La deuxième inconnue était l'Italie : pendant 35 ans, elle avait été liée avec l'Autriche-Hongrie et avec l'Allemagne, pour tourner, pendant la guerre, ses canons contre ses alliés. Un sphinx puissant mais lointain étaient les Etats-Unis, qui n'entrèrent dans la guerre que dans le dernier stade définitif. Les petits Etats augmentaient encore le nombre de l'inconnue dans l'équation. Cependant, les facteurs constants de la situation étaient, dès le début, l'alliance austro-allemande et l'alliance franco-russe, qui déterminèrent donc par la suite l'axe des actes de guerre. Tous les autres participants devaient se grouper autour de cette axe.

Aujourd'hui, il n'y a pas même à songer à la stabilité relative des camps, comme au bon vieux temps. La politique de Londres, déterminée par la contradiction des intérêts de cet impérialisme dans les différentes parties du monde, permet encore bien moins qu'avant août 1914 de faire un pronostic. Dans chaque question, le gouvernement de Sa Majesté est forcé de s'orienter selon les Dominions, qui développent les forces centrifuges les plus puissantes. L'expansion impérialiste de l'Italie a conduit à la nécessité de se soustraire, une fois pour toutes, à la tutelle par trop « amicale » de la Grande-Bretagne. Les succès de Mussolini en Afrique et l'augmentation des armements italiens signifient une menace immédiate des intérêts vitaux de la Grande-Bretagne.

Pour l'Allemagne, par contre, l'amitié incertaine avec l'Italie est un moyen à long terme pour acquérir la neutralité bienveillante de la Grande-Bretagne. L'Allemagne ne pourrait renoncer à cette étape sur la voie de la domination du monde qu'au cas d'un arrangement avec l'Union Soviétique. Cette variante n'est pas exclue non plus ; mais elle reste une réserve à l'arrière-plan. Ce n'est pas par hostilité de principe contre le communisme que Hitler lutte contre l'alliance franco-soviétique (pas un homme sérieux ne croit encore au rôle révolutionnaire de Staline), mais parce qu'il veut avoir les mains libres pour s'arranger avec Moscou contre Paris, au cas où un arrangement avec Londres contre Moscou ne lui réussirait pas. Mais le pacte franco-soviétique n'est non plus un facteur de constance. A la différence de l'ancien pacte militaire franco-russe, il est une tache de brouillard. La politique française, constamment sous la dépendance de la Grande-Bretagne, oscille entre un rapprochement conditionné avec l'Allemagne et l'amitié inconditionnée avec l'URSS. Plus ces oscillations augmentent, plus sera grave la décision.

Les petits et moyens Etats embrouillent la situation encore davantage. Ils ressemblent aux satellites célestes qui ne savent pas autour de quelle constellation tourner. Sur le papier, la Pologne est alliée à la France, mais,

en fait, elle travaille avec l'Allemagne. Formellement, la Roumanie appartient à la Petite Entente, mais la Pologne l'attire, non sans succès, dans la sphère d'influence italo-allemande. Le rapprochement croissant entre Belgrade, Rome et Berlin provoque non seulement à Prague, mais aussi à Bucarest, une inquiétude de plus en plus grande. D'autre part, la Hongrie craint, à juste titre, que ces prétentions territoriales soient la première victime d'une amitié entre Berlin, Rome et Belgrade.

Tout le monde veut la paix, avant tout ceux qui n'ont rien de bon à attendre d'une guerre : les pays balkaniques, les pays baltes, la Suisse, la Belgique, la Hollande, les Etats scandinaves. Leurs ministres se réunissent en conférences, font des arrangements et des discours sur la paix. Tous ensemble ressemblent à une comédie de marionnettes au bord d'un cratère. Aucune des petites puissances ne pourra rester à l'écart. Tous verseront le sang. La pensée qui, hier encore, paraissait absurde, que les pays scandinaves pourraient se combattre, devient probable aujourd'hui. Il suffirait que l'Allemagne trouve un appui en Suède, et la Grande-Bretagne au Danemark, et les « secours » scandinaves se trouveraient dans des camps ennemis. A condition, naturellement, que l'Angleterre et l'Allemagne soient en guerre l'une contre l'autre.

L'occupation essentielle des Etats-Unis est actuellement celle de se tenir aussi éloigné que possible du brasier européen. Mais en 1914, c'était exactement la même chose. On n'est pas impunément une grande puissance, à plus forte raison la plus grande. La neutralité est plus facile à décréter qu'à maintenir. En outre, il y a aussi, en plus de l'Europe, l'Extrême-Orient. Au cours des années de la crise industrielle mondiale, qui a paralysé la volonté de la plupart des grandes puissances, le Japon a définitivement conquis la Mandchourie, et a occupé les provinces septentrionales de la Chine, menaçant ce vaste et malheureux pays de morcellements ultérieurs. La crise intérieure de l'URSS, la décapitation de l'Armée Rouge et la lamentable capitulation de Moscou dans la question des îles de l'Amour, laissa les mains définitivement libres à la clique militaire japonaise. A présent, il s'agit du sort de l'Extrême-Orient dans son ensemble.

Le gouvernement de Washington change son orientation. La concentration de la flotte dans le Pacifique, la construction de navires de guerre et d'avions de bombardement à grande portée, le développement des liaisons aériennes dans le Pacifique, le programme de fortification d'îles dans l'Océan, préparent d'une manière fort éloquent le renoncement à la politique de l'isolement volontaire. Mais en Extrême-Orient, on ne peut pas non plus encore prédire avec exactitude la combinaison future des forces. Le Japon propose à l'Angleterre un « accord cordial » pour la collaboration en Chine, avec l'intention de réduire peu à peu le lion britannique à la portion congrue. Mais avant d'accepter ou de refuser cette proposition, l'Angleterre veut agrandir sa flotte, achever la construction de la base de Singapour, entreprendre de nouvelles fortifications à Hongkong. A l'Ouest et à l'Est, la Grande-Bretagne reste le facteur principal de l'incertitude. A l'Ouest et à l'Est, les alliances militaires se forment à une allure bien plus lente que les conflits militaires.

La politique de « l'attendre et voir » (*wait and see*) avait un sens tant qu'elle était le privilège de la Grande-Bretagne en face d'une Europe partagée en deux camps. Mais lorsque tous les Etats, sans exception, sont forcés de faire leur la méthode de perfidie dans l'attente, alors les relations diplomatiques de-

viennent un jeu de folie, dont les participants se font la chasse les yeux bandés, et revolvers en mains. Aux grandes et petites puissances, il ne reste évidemment rien à faire qu'à conclure des alliances militaires en toute hâte, et après que les premiers coups de la nouvelle grande guerre sont déjà frappés.

PACIFISME, FASCISME ET GUERRE

Il n'y a pas si longtemps encore, les pacifistes de différentes nuances croyaient ou faisaient semblant de croire qu'on pouvait empêcher la nouvelle guerre au moyen de la Société des Nations, Congrès de parade, référendums et autres mises en scène théâtrales (dont la plupart étaient payés par le budget de l'URSS). Que reste-t-il de ces illusions ? Des sept grandes puissances, trois — les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne — sont en dehors de la Société des Nations ; la quatrième, l'Italie, la détruit de l'intérieur. Les trois autres estiment de moins en moins nécessaire de cacher leurs intérêts particuliers derrière le bouclier de la Société des Nations. Des adhérents mélancoliques de l'institution de Genève, hier « l'espoir de l'humanité », en sont venus à la conclusion que le seul moyen de sauver la Société des Nations consiste à ne pas poser devant elle des questions sérieuses. En 1932, lors de la conférence du désarmement tant vantée, les armées européennes étaient fortes de 3.200.000 hommes. En 1936, ce chiffre était déjà monté à 4.500.000, et augmente sans cesse. Que sont devenus les référendum de Lord Cecil ? A qui sera décerné le prochain prix Nobel de la Paix ? La politique du désarmement de Genève ne rend même plus comme sujet de caricature.

L'initiative de la nouvelle fièvre de réarmement appartient à l'Allemagne fasciste, qui a su, avec un instinct infailible accompagné par moment d'hystérie, s'arracher des chaînes de Versailles. Mais c'est, sans doute, l'exemple de la Grande-Bretagne qui montre de la manière la plus persuasive l'inévitabilité du nouveau tohu-bohu mondial. Le pacifisme conservateur de ce pays s'est efforcé, ces temps derniers, de faire le moins de dépenses possibles pour protéger les anciennes conquêtes. Cependant, les défaites étonnantes de la politique britannique en Mandchourie, en Abyssinie et en Espagne ont démontré à Baldwin et à ses collègues qu'on ne peut vivre indéfiniment de l'inertie de la vieille puissance. De là vient le réflexe d'auto-défense presque panique, qui s'exprime par le plus grandiose de tous les programmes militaires. Au nom de la paix et du *statu quo*, la Grande-Bretagne s'appête à devenir, au cours des années à venir, la puissance la plus forte sur mer et dans les airs. Mais, par là-même, elle donne aux armements maritimes et aériens au-delà de l'Atlantique une impulsion effrénée. Voilà la voie du pays le plus satisfait, le plus « pacifique », le plus « démocratique », qui dirigeait la Conférence du Désarmement : de la liberté du commerce au protectionnisme, et du pacifisme au réarmement. Quelles forces terrestres seraient à même d'empêcher le passage du réarmement à la guerre ?

Mais ne peut-on pas s'attendre à une résistance d'en bas contre les dangers de guerre, de la part des masses ouvrières, sous forme de grèves générales, insurrections, révolutions ? Théoriquement, cela n'est pas exclu. Cependant, si on ne prend pas des désirs ou des craintes pour des réalités, il faut accorder peu de vraisemblance à cette perspective. Les masses laborieuses du monde entier portent à présent le poids des terribles défaites qu'elles ont subi en Italie, en Pologne, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, et, en partie, en France et dans une série de plus petits pays. Les anciennes Internationales — la deuxième, la troisième et l'Internationale Syndicale — sont étroitement liées aux gouvernements des Etats démocratiques, et prennent une part active à la préparation de la guerre « contre le fascisme ». Il est vrai que les social-démocrates ainsi que les com-

munistes sont défaitistes par rapport à l'Allemagne, l'Italie et au Japon ; mais cela signifie uniquement qu'ils ne luttent contre la guerre que dans les pays dans lesquels ils n'ont pas d'influence. Pour s'élever contre le militarisme, il faudrait que les masses se débarrassent au préalable de la tutelle des Internationales officielles. Ce n'est pas là une chose simple. On n'en vient à bout ni en un jour, ni en un mois. Aujourd'hui, en tous cas, le réveil politique du prolétariat se fait à une allure plus lente que la préparation à la nouvelle guerre.

Pour justifier leur politique militariste et chauvine, la deuxième et la troisième Internationale propagent l'idée que la nouvelle guerre aurait pour mission de défendre la liberté et la culture contre les assaillants fascistes : les pays « pacifiques » avec les grandes démocraties du nouveau et de l'ancien continent d'un côté — et l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, le Japon de l'autre. Une telle classification éveille des doutes, même du côté purement formel. La Yougoslavie est un Etat non moins « fasciste » que la Hongrie, et la Roumanie n'est pas plus près de la démocratie que la Pologne. La dictature militaire règne non seulement au Japon, mais aussi en Chine. Le système politique de Staline approche de plus en plus celui de Hitler. En France, le fascisme peut remplacer la démocratie encore avant l'avènement de la nouvelle guerre : en tous cas, les gouvernements de Front Populaire font tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter ce changement. Dans l'ordre actuel du monde, il n'est donc pas facile de séparer les loups des moutons.

En ce qui concerne la lutte des « démocraties » contre le fascisme, considérons donc plutôt les Pyrénées au lieu de deviner l'avenir. D'abord, les démocraties ont décrété le blocus contre le gouvernement légal de l'Espagne, afin de ne pas donner « prétexte » à l'intervention de l'Italie et de l'Allemagne. Mais lorsque Mussolini et Hitler se passeront du « prétexte », les « démocraties » — dans l'intérêt de la « paix » — se hâteront de capituler devant l'intervention. L'Espagne est dévastée. Pendant ce temps, les représentants des démocraties se perdent en considérations sur les meilleurs moyens... de la non-intervention ultérieure. Le gouvernement de Moscou essaye en vain, avec des grimaces radicales de voiler sa participation à la politique impudente et criminelle qui facilite la tâche du général Franco et qui fortifie les positions générales du fascisme. Ce sont les richesses minérales de l'Espagne et non ses principes politiques qui détermineront demain ses rapports avec les autres pays. C'est là un enseignement douloureux, mais vraiment inappréciable pour l'avenir.

La classification des Etats citée plus haut, bien qu'ayant un sens historique, n'a cependant pas celui qui lui est attribué dans de vulgaires élucubrations pacifistes. Les pays qui sont passés le plus facilement au fascisme ou à d'autres formes de la dictature, furent ceux dont les contradictions internes avaient acquis la plus grande acuité : les pays sans matières premières à eux, sans accès suffisant au marché mondial (l'Allemagne, l'Italie, le Japon) ; les pays vaincus dans la guerre (l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche) ; finalement, les pays où la crise du système capitaliste est compliquée par des survivances pré-capitalistes (le Japon, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie). Toutes ces nations, historiquement en retard ou lésées, sont naturellement le moins satisfaites de la carte politique de notre planète. Leur politique extérieure a donc un caractère plus agressif que celle des pays plus privilégiés, qui s'inquiètent surtout de défendre le butin acquis.

De là résulte la division très conditionnée des Etats en défenseurs et en adversaires du *statu quo*, les pays fascistes et semi-fascistes appartenant de préférence au deuxième groupe. Mais cela ne signifie nullement que

ce seront justement ces deux groupes qui se feront la guerre. En cas d'un conflit mondial, le programme du *statu quo* disparaîtra d'ailleurs sans laisser de trace : il s'agira alors d'un nouveau partage du monde. Les adversaires fascistes actuels du *statu quo* seront dans les deux camps belligérants, le choix des alliés n'étant pas déterminé par des sympathies politiques, mais par la situation géographique, les liens économiques et, surtout, par l'appréciation du rapport de forces. Hitler serait heureux de prendre, en alliance avec l'Angleterre, des colonies à la France, serait-ce même par la guerre directe contre le fascisme italien. D'autre part, Mussolini peut « trahir » et trahira Hitler selon toute vraisemblance, de même que le gouvernement italien a trahi les Hohenzollern et les Habsbourg en 1914. Le « saint égoïsme » triomphera aussi dans les rapports entre les pays fascistes.

Il est vrai que l'Etat totalitaire est un régime qui correspond le mieux à la nature de la guerre « totalitaire » de nos jours. Mais cela signifie seulement que les démocraties actuelles, au cours de la boucherie mondiale, possiblement déjà auparavant, se rapprocheront inévitablement du régime fasciste, si elles ne lui font pas place complètement. Cependant, le rapprochement des systèmes politiques ne signifierait nullement l'égalisation des intérêts opposés. Il est peu probable que la France fasciste partage ses colonies avec Hitler. Si l'héroïque Lord Mosley brandissait le sceptre sur les Iles britanniques — historiquement, cela n'est pas exclu — il serait, sans doute, aussi peu incliné que le gouvernement actuel à céder à l'Italie la domination de la Méditerranée. En un mot, aussi bien la composition des camps belligérants que le cours lui-même de la guerre ne sont pas déterminés par des critères politiques, raciaux ou moraux, mais par des intérêts impérialistes. Tout le reste n'est que poudre aux yeux.

A QUAND LA GUERRE ?

Les forces qui agissent soit dans le sens d'une accélération, soit dans celui du retardement de la guerre, sont si nombreuses et si compliquées qu'il serait par trop risqué de tenter une prophétie de calendrier. Cependant, il existe quelques points de repère qui permettent un pronostic. A Londres, on est aujourd'hui d'avis que la période la plus dangereuse sera close en 1939, lorsque les armements britanniques destinés à garantir la « paix », auront atteint une ampleur suffisante. De ce point de vue, les dangers de guerre diminuent... à mesure que les armements augmentent.

Mais l'Allemagne et l'Italie ne vont-elles pas, d'ici là, profiter du moment propice et déclencher, de propos délibéré, une guerre au cours des 24 mois à venir ? Bien des choses permettent de dire non. Ce n'est pas l'Italie, mais l'Allemagne qui a à prononcer le mot décisif. Cependant, l'Allemagne n'est pas prête. Il est vrai que les traditions vivantes du militarisme prussien et le niveau élevé de la technique allemande permettent à Hitler de réaliser l'œuvre de réarmement à une allure telle que l'Histoire ne l'a pas encore vue. Mais même l'Etat totalitaire ne peut pas accomplir de miracles. Pendant les années qui séparent le Traité de Versailles de la victoire des nazis, les jeunes générations allemandes n'ont pas passé par les casernes. Il n'y a pas de réserves toutes prêtes dans le pays. Pour faire l'éducation — même élémentaire — de quelques millions d'hommes, il faut de nombreux cadres d'officiers et de sous-officiers. Elaborer les types les plus parfaits des machines de guerre, préparer la production en masse de celle-ci, se pourvoir en provisions suffisantes de matières premières, éduquer de nouveaux cadres de commandement, instruire le matériel humain — tout cela exige du temps. C'est justement en raison de sa croissance fébrile, que l'appareil militaire de Hitler présente nécessairement à chaque pas des disproportions et des lacunes. Les puissants de l'Allemagne apprécient

certainement la préparation actuelle de leur armée à la guerre à un degré bien moindre que ne le font leurs adversaires. Il faudra au moins encore deux ans avant que l'Etat-Major de Berlin ne cesse de freiner la noble impatience des dirigeants politiques.

Cependant, l'état des armements n'est qu'un des facteurs de la guerre et il n'en est pas le plus important. Le moment où tous les pays se sentiront « suffisamment » armés n'arrivera jamais. Pris en soi, le mécanisme du réarmement pousse naturellement à la guerre et non pas à la paix. Mais l'armée n'est pas un but en soi, mais un instrument de la politique qui, de son côté, est un instrument des intérêts matériels. Le choc qui déclanchera la nouvelle guerre partira, sans doute, d'un revirement de la conjoncture économique.

Rappelons qu'en 1913, un essor industriel long et impétueux fit place à une crise qui, déjà, fut non seulement une crise de conjoncture, mais une crise de structure : les frontières nationales étaient devenues trop étroites pour les forces productives de l'Europe. La crise de 1913 provoqua dans les classes dominantes une tension nerveuse, dans laquelle l'attente et la prudence se volatilisèrent rapidement : le résultat fut la guerre de 1914. Il est vrai que la dernière crise (1929-1933) n'a pas provoqué d'ébranlement militaire. L'optimisme, né de l'essor précédent, était si aveugle, que les classes dominantes s'obstinaient à voir dans la crise une brève interruption. Les illusions ne s'évanouirent que peu à peu, à mesure que le commerce se paralysait et que l'armée des chômeurs grandit. La politique extérieure de ces années — à l'exception de celle des pays les plus malades — le Japon, l'Allemagne et l'Italie — était empreinte d'attente, d'indécision, de marasme.

La nouvelle crise que, selon tous les indices, il est permis de prévoir pour bientôt, aura sur la politique intérieure et extérieure des effets tout différents. La ranimation momentanée avec un marché mondial désorganisé, et une augmentation chronique de l'armée des chômeurs, n'inspire confiance à personne. Le relèvement de la conjoncture, obtenu surtout par les commandes de guerre, signifie le gaspillage des substances fondamentales de l'économie et, par là même, la préparation d'une nouvelle crise plus profonde et plus douloureuse. Les classes dominantes ne peuvent pas encore s'en rendre compte clairement. Plus la fin de l'accomplissement du programme de réarmement approche, moins il restera de place pour les illusions, plus sera grande la nervosité de ceux qui mènent le destin.

Mais peut-être restera-t-il encore aux maîtres une possibilité de reculer la crise, et, ce qui est plus important, de la limiter à une conjoncture déclinante, sans qu'elle conduise à une catastrophe sociale. Pour cela, il faudrait au moins que les barrières douanières soient abolies, que la parité-or soit restaurée dans ses droits, que soit réglé le problème des dettes internationales, et qu'on élève le pouvoir d'achat des masses tout en faisant faire machine arrière au réarmement. Tous ceux qui ne sont pas aveugles admettront avec nous qu'il n'y a pas la moindre raison d'espérer de tels miracles.

Les représentants commerciaux de 40 nations se sont réunis fin juin à Berlin pour entendre un hymne de Goering en l'honneur de l'autarchie. Les pieux discours de certains délégués sur les avantages du régime économique libéral résonnaient comme une dérision de la réalité. Les pays riches en matières premières voudront-ils garantir celles-ci à leurs adversaires, en cas de guerre ? Les pays coloniaux céderont-ils une partie de leurs possessions aux nations privilégiées ? Les pays qui concentrent l'or entre leurs mains, prendront-ils avec désintéressement à leur charge le soin de guérir les systèmes monétaires délabrés de leurs concurrents ? Ces simples questions contiennent déjà leurs réponses toutes prêtes. On défend d'autant plus âprement les barrières nationales que leur rôle réactionnaire est

grand dans le système de l'économie mondiale. Tous ne chantent pas ouvertement la gloire de l'autarchie, mais tous tentent de se cacher derrière sa protection illusoire. Cependant, « autarchie » ne signifie nullement contentement de soi-même à l'intérieur des frontières nationales : les programmes de l'Allemagne et de l'Italie montrent d'une manière particulièrement évidente que « l'autarchie » a besoin... de s'approprier des colonies et, en général, de la terre étrangère. La doctrine de l'économie fermée se révèle seulement comme la base de l'agression impérialiste.

Issus des difficultés économiques, les dangers de guerre ne font qu'aggraver celles-ci. Chaque collégien sait aujourd'hui que la rupture des relations diplomatiques, les déclarations de guerre officielles, ou la neutralité, sont aujourd'hui des anachronismes comme la crinoline ou le menuet. Tous les gouvernements sont constamment sur leurs gardes. La tension en temps de paix, qui prend parfois des formes telles qu'autrefois elles n'étaient possibles qu'au moment de la rupture des relations diplomatiques, sont ce qu'il y a de moins propre à favoriser un essor économique. Tout porte à penser que la crise à venir laissera loin derrière elle celle de 1929 et les suivantes. Dans ces conditions, la diplomatie de l'attente passive devient impossible. L'Europe n'est pas à la hauteur de la politique de la transfusion de sang à la mode américaine. La nouvelle crise poussera toutes les questions à leur point culminant, et les gouvernants sur la voie de mesures décisives qu'on ne pourra pas discerner de mesures de désespoir.

De cette manière, la guerre peut déjà éclater vers la fin des trois ou quatre prochaines années, c'est-à-dire juste au moment où la fin du programme de réarmement devra « assurer la paix ». Nous n'indiquons ce laps de temps, bien entendu, qu'en vue de l'orientation générale. Des événements politiques peuvent accélérer ou repousser l'instant de l'éclatement. Mais son inévitabilité résulte du dynamisme de l'économie, du dynamisme des armements.

LA STRATEGIE DE LA GUERRE FUTURE

Avant 1914, régnait la doctrine du coup bref et foudroyant. Elle a coûté cher surtout à la France. Le « coup » a duré plus de 52 mois. Une fois que le mauvais génie de l'humanité eut inventé des machines meurtrières incomparables, les armées qui en étaient dotées se virent forcées à se blottir dans la terre comme des taupes. Mais plus les opérations en temps de guerre étaient despotiquement liées par les tranchées, plus la pensée militaire a pris avec audace son essor après la paix de Versailles. L'humiliation qu'avait subi la stratégie, et les dépenses astronomiques après l'épuisement mutuel des peuples, ont poussé l'imagination militaire vers la recherche de moyens plus brillants et moins chers.

De là sont issues de nouvelles écoles : l'une voulait remplacer le peuple armé par une petite armée de spécialistes ; telle autre mettait tous les soins dans les forces aériennes ; une troisième plaçait ses espoirs dans les rayons de la mort. Le général I. E. Fuller a tout à fait sérieusement escompté que l'emploi de l'énergie électrique pendant la guerre serait capable « d'éliminer le point vulnérable de toutes les guerres du passé, c'est-à-dire le facteur qui s'appelle homme. » Le général von Seeckt est arrivé à la conclusion que dans la course entre masses humaines et technique, la victoire appartient à la technique. D'où la théorie de l'armée petite, mais hautement qualifiée, qui fait irruption dans le pays ennemi tel un torrent de fer et de feu. En réalité, l'opposition de la « technique » et des « masses », ou de la « qualité » et de la « quantité », comme on l'appelle quelques fois, constitue une abstraction inerte. Si une armée mécanisée forte de 200.000 hommes est capable de faire des miracles, deux de ces armées sont capables de faire non pas deux fois, mais quatre fois autant de

miracles. La loi des nombres reste en vigueur même sur la base de la technique la plus élevée. Plus simplement : la nation belligérante sera contrainte de fournir aussi bien le plus grand nombre, mais aussi les soldats armés le mieux possible. Mais c'est justement la raison pour laquelle on ne peut pas espérer un « coup foudroyant ».

La doctrine de Seeckt de la petite armée n'est pas issue de conditions matérielles du militarisme, mais de conditions limitatives du Traité de Versailles. Lorsque ces conditions s'écroulèrent, Hitler instaura le service militaire obligatoire. En Angleterre, où les traditions et les finances empêchent le service obligatoire, il y a encore des théoriciens qui préconisent le remplacement des hommes par les machines. Mais le premier jour de guerre sera pour l'Angleterre, elle aussi, celui de l'appel sous les drapeaux.

Les stratèges de Rome et de Berlin se divertissent eux-mêmes, ou le peuple, avec la perspective d'attaques aériennes, qui détruiront d'un seul coup les centres vitaux de l'ennemi. La source de cette doctrine provient de ce que Rome et Berlin manquent de gazoline et d'or pour une guerre à longue haleine. Tout en glorifiant la future attaque aérienne, le même Goering se vante de sa défense aérienne qui doit enlever aux adversaires l'envie de tenter des attaques aériennes. Le seul malheur, c'est que les autres pays aussi développent parallèlement leurs forces d'attaque et de défense aérienne. Un duel dans les airs peut amener un grand succès tactique, mais non pas une décision stratégique.

L'espoir qu'un quelconque « secret » technique extraordinaire permettrait de faire subitement échec à l'adversaire non préparé, n'a pas plus de fondements. Chaque nouvelle découverte donne à la pensée des chercheurs une impulsion simultanée dans tous les pays civilisés. Plus que toute autre, la technique de la guerre est internationale : c'est ce dont se soucient bien assez les truts d'industries de guerre et l'espionnage. Les Etats-Majors ont des secrets pour leur propre peuple, mais non pour les Etats-Majors des autres pays.

Aucune armée ne peut tenir en réserve en même temps que des boîtes de conserves, des miracles chimiques ou électriques tout faits. Toute invention est soumise à une épreuve que seule la guerre peut fournir. La mise en marche d'une production massive de machines de guerre exige un an et même deux. Déjà pour cette seule raison, on ne peut pas dire que dès le début de la guerre des moyens « décisifs » quelconques d'ordre technique, qui n'auront pas été mis à l'épreuve par le passé, seront utilisés. Dans la guerre, l'éclectisme va beaucoup plus loin que dans l'économie. La prochaine guerre commence, en général, chaque fois au niveau où la dernière s'est terminée. Les nouveaux moyens s'associeront, peu à peu, aux anciens et rendront l'armée plus pesante et plus vaste.

Dans le domaine de l'économie capitaliste, où le degré de production est limité par la force d'achat de la population, les machines commencent à un certain niveau, à remplacer les hommes. Dans le domaine militaire, ces limitations n'existent pas : les hommes sont exterminés indépendamment de leur « pouvoir d'achat ». Malgré les transports motorisés, les armées contemporaines exigent, comme du temps de Napoléon, un cheval pour trois hommes... En chiffres absolus, cela représente une armée de millions de chevaux. Exactement de la même manière, et malgré la mécanisation de toutes les branches militaires, le nombre des hommes qui servent les machines de guerre ne diminuera pas, mais augmentera.

Les opérations militaires des temps derniers (Extrême-Orient, Abyssinie, Espagne), malgré leur caractère fragmentaire, ont été suffisantes pour ramener, une fois pour toutes, la pensée stratégique du ciel sur la terre. Plus les dangers de guerre approchent, plus la stratégie officielle revient aux modèles éprouvés. Aujourd'hui, toutes les puissances navales sont occupées à

moderniser ou à construire de nouveaux vaisseaux de lignes gigantesques qui, dès les premières années après la guerre, seront comptés dans la catégorie des ichthyosaures. Ici, le plateau de la balance a, sans doute, dévié trop en arrière. Dans le domaine maritime, où la machine domine l'homme despotiquement, la pensée stratégique est particulièrement conservatrice et pesante.

Quoiqu'il en soit des dreadnoughts, l'Angleterre sera de nouveau forcée de se défendre sur le continent européen. Les hommes ne vivent ni dans l'eau, ni dans les airs, mais sur terre. Les flottes maritimes et aériennes ne constituent qu'un moyen de secours pour l'envahissement du territoire ennemi ou pour la défense de leur propre territoire. Le sort de la guerre se décide sur terre. L'armée territoriale reste, sinon à l'échelle mondiale du moins à celle de l'Europe, la force d'attaque et de défense essentielle. La base de l'armée est constituée par l'infanterie. Plus elle est nombreuse, toutes chances restant égales, plus grandes sont les chances de victoire.

La guerre sera totalitaire, ce qui ne s'exprime pas seulement par le fait que les opérations se dérouleront simultanément sur terre, sous la terre, sur l'eau, sous l'eau et dans les airs, y compris la stratosphère, mais aussi par le fait que la guerre emportera dans son torrent l'ensemble de la population, toute sa richesse matérielle et spirituelle. Une partie de l'humanité se battra sur le front des trois dimensions. Une autre fabriquera des munitions, souffrira de la faim, et crèvera à « l'arrière ». Malgré la conquête de l'azur, de la stratosphère et du Pôle, malgré les rayons de la mort et autres terreurs apocalyptiques, l'armée sera tout aussi enfoncée dans la boue que pendant la dernière guerre et, peut-être, encore bien plus profondément.

Reste évidemment la différence du niveau économique et technique des différents pays. Les avantages d'une culture supérieure se feront sentir d'une manière particulièrement forte pendant la guerre. Même si un « secret » était connu de tous les participants, la capacité de produire ce secret d'une manière massive sera néanmoins inégale. Cependant, la différence de niveau sera en grande partie neutralisée, comme au cours de la dernière guerre, par la manière dont seront groupés les divers pays dans les deux camps belligérants. C'est ainsi que la prédominance par trop évidente de l'Allemagne sur la France, si elle se faisait véritablement jour, provoquerait de la part de la Grande-Bretagne un effort doublé : en même temps elle pourrait effrayer l'Italie et lui dicter une attitude expectative ou même un rapprochement à la France. En supposant, ensuite, que la supériorité de la technique militaire allemande assure à celle-ci de grands succès dans la lutte contre la Grande-Bretagne — de même au cas contraire, — alors les Etats-Unis se verraient forcés de sortir de leur neutralité expectative.

L'indépendance mutuelle de toutes les parties de notre planète est trop grande pour qu'on puisse espérer la localisation du combat militaire. Quel que soit l'endroit et l'occasion qui déclencherà la guerre, des grands succès d'une des grandes puissances ne signifieraient pas la fin de la guerre, mais l'élargissement de son rayon. La crainte du vainqueur occasionnerait l'élargissement de la coalition ennemie. La spirale de la guerre saisira irrésistiblement notre planète entière. Le seul point neutre sera peut-être le Pôle Sud ; le Pôle Nord servira en tout cas de point d'appui pour avions militaires. Abandonné à sa propre logique, la guerre mondiale serait, dans les conditions actuelles de la technique, une méthode compliquée et très coûteuse de suicide de l'humanité. On pourrait obtenir le même résultat d'une manière bien plus simple, c'est-à-dire en enfermant l'humanité dans une cage de la grandeur d'environ un kilomètre cube et en plongeant cette cage dans un des Océans. La technique moderne serait tout à fait à même d'accomplir ce « coup bref et décisif » ; il serait

bien moins cher que le programme militaire de l'une quelconque des grandes puissances.

GUERRE ET REVOLUTION

Les grands et les forts remportent dans la guerre la victoire sur les petits et les faibles. La situation militaire, l'envergure du territoire, le nombre de la population, les sources de matières premières, les provisions en or et la technique assurent aux Etats-Unis une puissance supérieure sur les autres pays. A supposer que la guerre mondiale dure jusqu'à sa fin naturelle, c'est-à-dire jusqu'à épuisement complet des camps en lutte, il faut arriver à la conclusion que la domination sur notre planète écherra aux Etats-Unis. Cependant, la domination sur la destruction et la ruine, sur la faim, les épidémies et l'état sauvage, signifierait inévitablement aussi la chute de la civilisation des Etats-Unis. Dans quelle mesure cette perspective est-elle réelle ? La ruine lente de l'humanité à la suite de la nouvelle guerre n'est pas exclue. Mais ce n'est heureusement pas la seule perspective. Longtemps avant que le dévastement mutuel des peuples ait atteint sa fin, la structure politique et sociale de chaque pays sera mise à l'épreuve. La révolution peut mettre un terme à l'œuvre de la guerre.

Nous avons dit plus haut, pourquoi nous sommes peu enclin à nourrir l'espoir que le prolétariat, à l'instant nécessaire, aura la force de s'insurger ouvertement contre les opérations militaires. Au contraire, durant les mois de l'approche du danger de guerre, ainsi que durant la première période de la guerre, les masses, grâce à un réflexe naturel, seront dominées par des tendances « étatiques », centripètes, patriotiques. Cela est vrai pour les classes et groupes nationaux à l'intérieur de divers Etats, aussi bien que, par exemple, pour les parties composantes de l'Empire britannique. Cependant, le cours ultérieur des opérations militaires entraînant la paupérisation, la sauterelle et le désespoir, donnera non seulement naissance, mais portera à leur paroxysme tous les frottements, les antagonismes et tendances centrifuges qui, tôt ou tard, s'exprimeront par des insurrections et des révolutions. Il va de soi que, dans ce cas aussi, la guerre reste le plus grand désastre qui puisse frapper l'humanité. Mais plus tôt les masses populaires y mettront fin, plus facilement l'humanité pourra guérir les blessures qu'elle se sera faites elle-même. Mais, sous cet angle, que peut-on dire de la durée de la guerre future ?

Le nouveau massacre des peuples commençant là où le dernier a fini, la destruction de vies humaines et les dépenses en matériel de guerre seront, dès le début, de beaucoup plus élevées qu'au début de la dernière guerre, tout en ayant la tendance à un accroissement rapide. Les rythmes seront plus fébriles, les forces destructives plus grandioses, les souffrances des peuples plus insupportables. Il y a donc tout lieu de penser que la réaction des masses se fera jour, non pas après deux ans et demi comme dans la Russie tsariste, ou après plus de quatre ans, comme en Allemagne et en Autriche-Hongrie, mais bien plus tôt. Cependant, seuls les événements eux-mêmes peuvent donner une réponse définitive à la question des délais.

Dans tout cela, que deviendra l'URSS ? L'appréciation du régime soviétique et de l'Armée Rouge par l'opinion publique occidentale a parcouru plusieurs stades. Le chaos du premier plan quinquennal a fait baisser le poids spécifique de l'Union soviétique dans l'arène mondiale à zéro. L'accroissement ultérieur de l'industrie, donc aussi de l'industrie de guerre — sur le fond de la crise mondiale — a beaucoup fait monter le prestige de l'URSS. La crainte qu'inspirait à la France la politique de revanche de l'Allemagne a donné à la diplomatie soviétique l'occasion de devenir un facteur respectable de la politique européenne. Le renom de l'Armée Rouge s'accrut en même temps, non pas de jour en jour, mais

d'heure en heure. Mais cela ne dura pas longtemps. L'épuration politique sanglante dictée par les intérêts de la clique dirigeante, entraînant la suppression des meilleurs généraux, provoqua partout une vive réaction. La capitulation lamentable de la diplomatie soviétique dans la question des îles de l'Amour donna au Japon du courage pour une nouvelle attaque contre la Chine, tout en donnant plus de poids au conseil que Londres donnait à Paris : ne pas se fier à Moscou, chercher l'entente avec Berlin.

Cependant, la dépréciation actuelle de l'Armée Rouge est tout aussi unilatérale que la croyance d'hier dans la domination inébranlable de Staline. Les fausses accusations contre les idoles d'hier, et leur exécution, portent naturellement l'incertitude et la démoralisation dans les rangs de l'Armée Rouge. Cependant, les revues et les manœuvres qui exposent devant les généraux étrangers l'endurance, la mobilité et la subtilité du soldat et de l'officier soviétiques, restent une réalité, de même que la haute qualité du tank et de l'avion soviétique, l'audace et l'art de l'aviateur soviétique. Les épurations sanglantes qui ruinent la défense démontrent avant tout que l'oligarchie régnante est entrée en contradiction irréductible avec le peuple et, en même temps, avec l'Armée Rouge. D'autre part, l'âpreté de la contradiction démontre par elle-même le puissant accroissement économique et culturel du pays, qui s'accomode de plus en plus difficilement du régime de Staline. La révolution politique de l'URSS, c'est-à-dire la chute de la caste bureaucratique pourrie jusqu'à la moëlle, sera, sans aucun doute, une des premières conséquences de la guerre. Cependant, tout laisse supposer, que si l'humanité toute entière n'est pas rejetée dans la barbarie, les bases sociales du régime soviétique (les nouvelles formes de propriété et l'économie planifiée), résisteront à l'épreuve de la guerre et en sortiront même fortifiées.

Quant au monde capitaliste, on peut affirmer, par avance, comme une loi inébranlable : les régimes qui tomberont les premiers sur les champs de bataille seront ceux des pays où la question agraire n'aura pas trouvé en temps opportun une solution démocratique, et où l'héritage du servage rouvre brutalement les plaies du capitalisme. Cette fois, le chaînon le plus faible dans la chaîne des grandes puissances sera le Japon. Son ordre social : un capitalisme militarisé s'appuyant sur une barbarie semi-féodale, sera, sous les coups de la guerre, la victime d'une catastrophe grandiose. Parmi les États de seconde et de troisième grandeur, les dangers les plus grands menacent la Pologne, la Roumanie et la Hongrie où les masses paysannes ne sont pas essentiellement sorties de l'ancien esclavage.

Les suivants dans la série sont les régimes fascistes : ce n'est pas par hasard que le fascisme est venu au pouvoir avant tout dans les pays dans lesquels les contradictions intérieures avaient acquis la plus grande acuité. Il est vrai que les États totalitaires jouissent d'avantages appréciables dans le domaine militaire et diplomatique en comparaison des mécanismes pesants des démocraties — avant tout il s'agit des avantages de la libre manœuvre qui n'est pas gênée par les contradictions intérieures. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de résistances. Celles-ci existent souterrainement et surgiront au moment de l'explosion. En Allemagne et en Italie, le manque de vivres et de matières premières condamnera les masses à des souffrances insupportables. En admettant que ces États puissent acquérir de grands succès militaires dans les débuts de la guerre — et c'est ce qui arrivera certainement — ils seront néanmoins à l'étape suivante, et plus tôt que leurs adversaires, le théâtre d'ébranlements sociaux.

Cependant, la différence n'est que temporelle. La guerre égalise les régimes. Dans tous les pays, l'économie sera soumise au contrôle étatique. Comme toujours, la censure militaire sera aussi une censure politique. L'opposition sera réprimée. Le mensonge officiel jouira

des droits de monopole. La frontière entre le pays natal et le front disparaîtra. La justice militaire s'étendra à tout le pays. La différence dans le matériel de guerre disponible et les sources de matières premières sera beaucoup plus réelle que la différence dans les principes politiques.

La position de la France dans le monde, telle qu'elle a été fixée par le Traité de Versailles, ne correspond aucunement aux ressources réelles de la République. Sa population ne s'accroît pas. L'économie stagne. Elle n'a pas de pétrole à elle. Les provisions en charbon sont insuffisantes. Les finances sont ébranlées. Plus que dans tout autre pays, la sécurité nationale de la France dépend des autres pays : de la Grande-Bretagne et des États-Unis, sinon de l'URSS. La guerre rejettera la France au rôle d'une puissance de second ordre. En même temps que la situation mondiale de ce pays, sont ordre social sera ébranlé.

Les tendances centrifuges de l'Empire britannique résultent de la disproportion entre la puissance réelle de la métropole et son héritage historique. Par des réarmements gigantesques, la métropole veut prouver aux colonies et aux dominions qu'elle seule est capable de garantir leur inviolabilité.

Les dépenses pour la défense de l'Empire grandissent plus vite que le profit qui en résulte. Une telle façon d'administrer mène inévitablement à la faillite. La nouvelle guerre sera pour la Grande-Bretagne affaiblissement et ruine. L'effondrement de cette puissance impérialiste ouvre de son côté une époque d'ébranlements sociaux.

La guerre ne passera inaperçue pour aucun pays. Dans les tortures et les convulsions, le monde entier changera de face.

Notre pronostic peut paraître sombre. Ce n'est pas notre faute : sur la palette de notre époque, il n'y a ni rose ni bleu ciel. Nous nous sommes efforcés de tirer des conclusions des faits, et non de nos propres desirs. Le vieux Spinoza enseignait avec justesse : ni rire, ni pleurer, mais comprendre.

Coyoacan, le 9 août 1937.

L. TROTSKY.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le C. - C. du P. O. I.

Prix du numéro : 2 Francs

Abonnements :

France : 1 an.....20 francs

6 mois.... 10 »

Étranger : 1 an.....30 francs

6 mois.... 15 »

15, Passage Dubail — PARIS 10^e

Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Quatre-Vingt-Dix Années de "Manifeste Communiste"

La préface que nous publions ci-dessous a été écrite par Trotsky pour la première traduction en langue afrikaan (langue des boers de l'Afrique du Sud) du Manifeste communiste, éditée par les partisans de la IV^e Internationale dans ce pays. Les extraits du Manifeste sont cités d'après la traduction française de Molitor (Costes, éd.)

On a peine à croire que dix années seulement nous séparent du centenaire du Manifeste du Parti Communiste ! Ce manifeste, le plus génial d'entre tous ceux de la littérature mondiale, surprend encore aujourd'hui par sa fraîcheur. Les parties principales paraissent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait 29 ans, Engels 27), surent regarder vers l'avenir comme personne ne l'avait su avant eux, et peut être bien après eux.

Déjà dans la Préface à l'édition de 1872, Marx et Engels déclarèrent que, bien que quelques parties secondaires du Manifeste avaient vieilli, il ne se croyaient pas en droit de modifier le texte primitif, étant donné qu'au cours des 25 années passées, le Manifeste était devenu un document historique. Depuis, 65 années sont encore passées. Certaines parties isolées du Manifeste ont glissé plus encore dans le passé. Nous nous efforcerons de présenter dans cette préface, sous une forme résumée, à la fois les idées du Manifeste qui ont conservé intégralement leur force jusqu'à nos jours, et celles qui ont besoin aujourd'hui de sérieuses modifications ou de compléments.

1. La conception matérialiste de l'histoire, découverte par Marx peu de temps seulement avant la parution du Manifeste, et qui s'y trouve appliquée avec une maîtrise parfaite, a complètement résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile ; elle constitue aujourd'hui l'un des plus précieux instruments de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu la moindre valeur scientifique. On peut dire, avec assurance, qu'il est impossible actuellement, non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais encore tout simplement un homme politiquement lettré sans s'approprier la conception matérialiste de l'histoire.

2. Le premier chapitre du Manifeste débute par la phrase suivante : « L'histoire de toute société passée est l'histoire de luttes de classes » (p. 54)

Cette thèse, qui constitue la plus importante conclusion de la conception matérialiste de l'histoire, n'a pas tardé à devenir elle-même l'objet de la lutte de classe. La théorie qui remplaçait le « bien être commun », « l'unité nationale », et les « vérités éternelles de la morale » par la lutte des intérêts matériels, considérés comme la force motrice, subit des attaques particulièrement acharnées de la part des hypocrites réactionnaires, des doctrinaires libéraux et des démocrates idéalistes. A ceux-ci s'ajoutèrent plus tard, cette fois au sein du mouvement ouvrier lui-même, ce qu'on appelle les révisionnistes, c'est à dire les partisans de la révision du marxisme dans l'esprit de la collaboration et de la réconciliation des classes. Enfin, à notre époque, les méprisables épigones de l'Internationale Communiste (les « staliniens ») ont pris le même chemin, la politique de ce qu'on appelle les « fronts populaires » découle entièrement de la négation des lois de la lutte de classes. Pourtant, c'est l'époque de l'impérialisme qui, en poussant toutes les contradictions sociales à leur

expression extrême, constitue le triomphe théorique du Manifeste communiste.

3. L'anatomie du capitalisme, en tant que stade déterminé de l'évolution économique de la société, a été expliquée par Marx dans son *Capital*, sous une forme achevée (1867). Mais déjà dans le *Manifeste Communiste* les lignes fondamentales de l'analyse future furent tracées d'un ciseau ferme : la rétribution du travail dans la mesure indispensable à la production ; l'appropriation par les capitalistes de la plus value ; la concurrence comme loi fondamentale des rapports sociaux ; la ruine des classes moyennes, c'est à dire de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie ; la concentration des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de possédants, à l'un des pôles, et la croissance numérique du prolétariat à l'autre ; la préparation des conditions matérielles et politiques du régime socialiste.

4. La thèse du Manifeste sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers, et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens social-démocrates et les chefs syndicaux s'élevèrent contre la théorie de la « paupérisation » progressive. Ils découvrirent invariablement le bien-être croissant des travailleurs, en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat, ou en prenant une tendance temporaire pour la tendance générale. Entre temps, l'évolution même du capitalisme le plus puissant, celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée.

5. Par opposition au Manifeste, qui décrivait les crises commerciales-industrielles comme une série de catastrophes croissantes, les révisionnistes affirmaient que le développement national et international des trusts garantit le contrôle du marché et mène graduellement à la domination des crises. Il est vrai que la fin du siècle passé et le début du siècle présent se distinguaient par un développement tellement impétueux que les crises ne semblaient être que des accidents « accidentelles ». Mais cette époque est irrémédiablement révolue. En dernière analyse, la vérité se trouva aussi dans cette question, du côté du Manifeste.

6. « Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise » (p. 58). Dans cette formule concentrée, qui paraissait aux chefs social-démocrates un paradoxe journalistique, est en réalité contenue la seule théorie scientifique de l'État. La démocratie créée par la bourgeoisie n'est pas une coquille vide qu'on peut, ainsi que le pensaient à la fois Bernstein et Kautsky, remplir paisiblement du contenu de classe désiré. La démocratie bourgeoise ne peut servir que la bourgeoisie. Le gouvernement de « Front populaire » dirigé par Blum ou Chautemps, Caballero ou Négrin, n'est « qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». Quand cette « délégation » se tire mal d'affaire, la bourgeoisie la chasse d'un coup de pied.

7. « Toute lutte de classe est une lutte politique ». « L'organisation des prolétaires en classe et, par suite, en parti politique... » (p. 72). A la compréhension de ces lois historiques, les syndicalistes d'un côté, les anarcho-syndicalistes de l'autre, se sont longtemps dérobés — et essaient de se dérober encore aujourd'hui.

d'heure en heure. Mais cela ne dura pas longtemps. L'épuration politique sanglante dictée par les intérêts de la clique dirigeante, entraînant la suppression des meilleurs généraux, provoqua partout une vive réaction. La capitulation lamentable de la diplomatie soviétique dans la question des îles de l'Amour donna au Japon du courage pour une nouvelle attaque contre la Chine, tout en donnant plus de poids au conseil que Londres donnait à Paris : ne pas se fier à Moscou, chercher l'entente avec Berlin.

Cependant, la dépréciation actuelle de l'Armée Rouge est tout aussi unilatérale que la croyance d'hier dans la domination inébranlable de Staline. Les fausses accusations contre les idoles d'hier, et leur exécution, portent naturellement l'incertitude et la démoralisation dans les rangs de l'Armée Rouge. Cependant, les revues et les manœuvres qui exposent devant les généraux étrangers l'endurance, la mobilité et la subtilité du soldat et de l'officier soviétiques, restent une réalité, de même que la haute qualité du tank et de l'avion soviétique, l'audace et l'art de l'aviateur soviétique. Les épurations sanglantes qui ruinent la défense démontrent avant tout que l'oligarchie régnante est entrée en contradiction irréductible avec le peuple et, en même temps, avec l'Armée Rouge. D'autre part, l'apreté de la contradiction démontre par elle-même le puissant accroissement économique et culturel du pays, qui s'accomode de plus en plus difficilement du régime de Staline. La révolution politique de l'URSS, c'est-à-dire la chute de la caste bureaucratique pourrie jusqu'à la moëlle, sera, sans aucun doute, une des premières conséquences de la guerre. Cependant, tout laisse supposer, que si l'humanité toute entière n'est pas rejetée dans la barbarie, les bases sociales du régime soviétique (les nouvelles formes de propriété et l'économie planifiée), résisteront à l'épreuve de la guerre et en sortiront même fortifiées.

Quant au monde capitaliste, on peut affirmer, par avance, comme une loi inébranlable : les régimes qui tomberont les premiers sur les champs de bataille seront ceux des pays où la question agraire n'aura pas trouvé en temps opportun une solution démocratique, et où l'héritage du servage rouvre brutalement les plaies du capitalisme. Cette fois, le chaînon le plus faible dans la chaîne des grandes puissances sera le Japon. Son ordre social : un capitalisme militarisé s'appuyant sur une barbarie semi-féodale, sera, sous les coups de la guerre, la victime d'une catastrophe grandiose. Parmi les États de seconde et de troisième grandeur, les dangers les plus grands menacent la Pologne, la Roumanie et la Hongrie où les masses paysannes ne sont pas essentiellement sorties de l'ancien esclavage.

Les suivants dans la série sont les régimes fascistes : ce n'est pas par hasard que le fascisme est venu au pouvoir avant tout dans les pays dans lesquels les contradictions intérieures avaient acquis la plus grande acuité. Il est vrai que les États totalitaires jouissent d'avantages appréciables dans le domaine militaire et diplomatique en comparaison des mécanismes pesants des démocraties — avant tout il s'agit des avantages de la libre manœuvre qui n'est pas gênée par les contradictions intérieures. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de résistances. Celles-ci existent souterrainement et surgiront au moment de l'explosion. En Allemagne et en Italie, le manque de vivres et de matières premières condamnera les masses à des souffrances insupportables. En admettant que ces États puissent acquérir de grands succès militaires dans les débuts de la guerre — et c'est ce qui arrivera certainement — ils seront néanmoins à l'étape suivante, et plus tôt que leurs adversaires, le théâtre d'ébranlements sociaux.

Cependant, la différence n'est que temporelle. La guerre égalise les régimes. Dans tous les pays, l'économie sera soumise au contrôle étatique. Comme toujours, la censure militaire sera aussi une censure politique. L'opposition sera réprimée. Le mensonge officiel jouira

des droits de monopole. La frontière entre le pays natal et le front disparaîtra. La justice militaire s'étendra à tout le pays. La différence dans le matériel de guerre disponible et les sources de matières premières sera beaucoup plus réelle que la différence dans les principes politiques.

La position de la France dans le monde, telle qu'elle a été fixée par le Traité de Versailles, ne correspond aucunement aux ressources réelles de la République. Sa population ne s'accroît pas. L'économie stagne. Elle n'a pas de pétrole à elle. Les provisions en charbon sont insuffisantes. Les finances sont ébranlées. Plus que dans tout autre pays, la sécurité nationale de la France dépend des autres pays : de la Grande-Bretagne et des États-Unis, sinon de l'URSS. La guerre rejettera la France au rôle d'une puissance de second ordre. En même temps que la situation mondiale de ce pays, sont ordre social sera ébranlé.

Les tendances centrifuges de l'Empire britannique résultent de la disproportion entre la puissance réelle de la métropole et son héritage historique. Par des réarmements gigantesques, la métropole veut prouver aux colonies et aux dominions qu'elle seule est capable de garantir leur inviolabilité.

Les dépenses pour la défense de l'Empire grandissent plus vite que le profit qui en résulte. Une telle façon d'administrer mène inévitablement à la faillite. La nouvelle guerre sera pour la Grande-Bretagne affaiblissement et ruine. L'effondrement de cette puissance impérialiste ouvre de son côté une époque d'ébranlements sociaux.

La guerre ne passera inaperçue pour aucun pays. Dans les tortures et les convulsions, le monde entier changera de face.

Notre pronostic peut paraître sombre. Ce n'est pas notre faute : sur la palette de notre époque, il n'y a ni rose ni bleu ciel. Nous nous sommes efforcés de tirer des conclusions des faits, et non de nos propres désirs. Le vieux Spinoza enseignait avec justesse : ni rire, ni pleurer, mais comprendre.

Coyoacan, le 9 août 1937.

L. TROTSKY.

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le C. C. du P. O. I.

Prix du numéro : 2 Francs

Abonnements :

France : 1 an..... 20 francs
6 mois.... 10 »
Étranger : 1 an..... 30 francs
6 mois.... 15 »

15, Passage Dubail — PARIS 10^e

Compte chèque postal : Naville 1333-80 Paris

Quatre-Vingt-Dix Années de "Manifeste Communiste"

La préface que nous publions ci-dessous a été écrite par Trotsky pour la première traduction en langue afrikaan (langue des boers de l'Afrique du Sud) du Manifeste communiste, éditée par les partisans de la IV^e Internationale dans ce pays. Les extraits du Manifeste sont cités d'après la traduction française de Molitor (Costes, éd.)

On a peine à croire que dix années seulement nous séparent du centenaire du Manifeste du Parti Communiste ! Ce manifeste, le plus génial d'entre tous ceux de la littérature mondiale, surprend encore aujourd'hui par sa fraîcheur. Les parties principales paraissent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait 29 ans, Engels 27), surent regarder vers l'avenir comme personne ne l'avait su avant eux, et peut être bien après eux.

Déjà dans la Préface à l'édition de 1872, Marx et Engels déclarèrent que, bien que quelques parties secondaires du Manifeste avaient vieilli, il ne se croyaient pas en droit de modifier le texte primitif, étant donné qu'au cours des 25 années passées, le Manifeste était devenu un document historique. Depuis, 65 années sont encore passées. Certaines parties isolées du Manifeste ont glissé plus encore dans le passé. Nous nous efforcerons de présenter dans cette préface, sous une forme résumée, à la fois les idées du Manifeste qui ont conservé intégralement leur force jusqu'à nos jours, et celles qui ont besoin aujourd'hui de sérieuses modifications ou de compléments.

1. La conception matérialiste de l'histoire, découverte par Marx peu de temps seulement avant la parution du Manifeste, et qui s'y trouve appliquée avec une maîtrise parfaite, a complètement résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile ; elle constitue aujourd'hui l'un des plus précieux instruments de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu la moindre valeur scientifique. On peut dire, avec assurance, qu'il est impossible actuellement, non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais encore tout simplement un homme politiquement lettré sans s'approprier la conception matérialiste de l'histoire.

2. Le premier chapitre du Manifeste débute par la phrase suivante : « L'histoire de toute société passée est l'histoire de luttes de classes » (p. 54)

Cette thèse, qui constitue la plus importante conclusion de la conception matérialiste de l'histoire, n'a pas tardé à devenir elle-même l'objet de la lutte de classe. La théorie qui remplaçait le « bien être commun », « l'unité nationale », et les « vérités éternelles de la morale » par la lutte des intérêts matériels, considérés comme la force motrice, subit des attaques particulièrement acharnées de la part des hypocrites réactionnaires, des doctrinaires libéraux et des démocrates idéalistes. A ceux-ci s'ajoutèrent plus tard, cette fois au sein du mouvement ouvrier lui-même, ce qu'on appelle les révisionnistes, c'est à dire les partisans de la révision du marxisme dans l'esprit de la collaboration et de la réconciliation des classes. Enfin, à notre époque, les méprisables épigones de l'Internationale Communiste (les « stali-niens ») ont pris le même chemin, la politique de ce qu'on appelle les « fronts populaires » découle entièrement de la négation des lois de la lutte de classes. Pourtant, c'est l'époque de l'impérialisme qui, en poussant toutes les contradictions sociales à leur

expression extrême, constitue le triomphe théorique du Manifeste communiste.

3. L'anatomie du capitalisme, en tant que stade déterminé de l'évolution économique de la société, a été expliquée par Marx dans son *Capital*, sous une forme achevée (1867). Mais déjà dans le *Manifeste Communiste* les lignes fondamentales de l'analyse future furent tracées d'un ciseau ferme : la rétribution du travail dans la mesure indispensable à la production ; l'appropriation par les capitalistes de la plus value ; la concurrence comme loi fondamentale des rapports sociaux ; la ruine des classes moyennes, c'est à dire de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie ; la concentration des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de possédants, à l'un des pôles, et la croissance numérique du prolétariat à l'autre ; la préparation des conditions matérielles et politiques du régime socialiste.

4. La thèse du Manifeste sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers, et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens social-démocrates et les chefs syndicaux s'élevèrent contre la théorie de la « paupérisation » progressive. Ils découvrirent invariablement le bien-être croissant des travailleurs, en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat, ou en prenant une tendance temporaire pour la tendance générale. Entre temps, l'évolution même du capitalisme le plus puissant, celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée.

5. Par opposition au Manifeste, qui décrivait les crises commerciales-industrielles comme une série de catastrophes croissantes, les révisionnistes affirmaient que le développement national et international des trusts garantit le contrôle du marché et mène graduellement à la domination des crises. Il est vrai que la fin du siècle passé et le début du siècle présent se distinguaient par un développement tellement impétueux que les crises ne semblaient être que des accidents « accidentelles ». Mais cette époque est irrémédiablement révolue. En dernière analyse, la vérité se trouva aussi dans cette question, du côté du Manifeste.

6. « Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise » (p. 58). Dans cette formule concentrée, qui paraissait aux chefs social-démocrates un paradoxe journalistique, est en réalité contenue la seule théorie scientifique de l'État. La démocratie créée par la bourgeoisie n'est pas une coquille vide qu'on peut, ainsi que le pensaient à la fois Bernstein et Kautsky, remplir paisiblement du contenu de classe désiré. La démocratie bourgeoise ne peut servir que la bourgeoisie. Le gouvernement de « Front populaire » dirigé par Blum ou Chautemps, Caballero ou Négrin, n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». Quand cette « délégation » se tire mal d'affaire, la bourgeoisie la chasse d'un coup de pied.

7. « Toute lutte de classe est une lutte politique ». « L'organisation des prolétaires en classe et, par suite, en parti politique... » (p. 72). A la compréhension de ces lois historiques, les syndicalistes d'un côté, les anarcho-syndicalistes de l'autre, se sont longtemps débrobés — et essaient de se dérober encore aujourd'hui.

Le syndicalisme « pur » reçoit aujourd'hui un coup éraçant dans son refuge principal : les Etats-Unis. L'anarcho-syndicalisme a subi une défaite irréparable dans sa dernière citadelle : l'Espagne. Dans cette question également, le *Manifeste* a eu raison.

8. Le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir dans le cadre des lois édictées par la bourgeoisie. « *Les communistes... proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel* ». Le réformisme a essayé d'expliquer cette thèse du *Manifeste* par l'immaturité du mouvement d'alors, et par l'insuffisance du développement de la démocratie. Le sort des « démocraties » italienne, allemande, et d'une longue série d'autres, démontre que si quelque chose n'était pas mûr, c'étaient les idées réformistes elles-mêmes.

9. Pour opérer la transformation socialiste de la société, il faut que la classe ouvrière concentre dans ses mains le pouvoir capable de briser tous les obstacles politiques sur la voie de l'ordre nouveau. Le « prolétariat organisé en classe dominante », c'est la dictature. En même temps, c'est la seule véritable démocratie prolétarienne. Son envergure et sa profondeur dépendent des conditions historiques concrètes. Plus est grand le nombre des Etats qui s'engagent dans la voie de la révolution socialiste, plus les formes de la dictature seront libres et souples, et plus la démocratie ouvrière sera large et profonde.

10. Le développement international du capitalisme implique le caractère international de la révolution prolétarienne. « Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation ». Le développement ultérieur du capitalisme a si étroitement lié les unes aux autres toutes les parties de notre planète, « civilisées » et « non civilisées », que le problème de la révolution socialiste a pris complètement et définitivement un caractère mondial. La bureaucratie soviétique a essayé de liquider le *Manifeste* dans cette question fondamentale. La dégénérescence bonapartiste de l'Etat soviétique fut l'illustration meurtrière du mensonge de la théorie du socialisme dans un seul pays.

11. « *Une fois que, dans le cours du développement, les différences de classe ont disparu et que toute la production est concentrée aux mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique* ». Autrement dit : l'Etat déperit. Reste la société libérée de sa camisole de force. C'est cela le socialisme. Le théorème inverse : la croissance monstrueuse de la contrainte étatique en URSS, démontre que la société s'éloigne du socialisme.

12. « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* ». Cette phrase du *Manifeste* a été souvent jugée par les philistins comme une boutade bonne pour l'agitation. En réalité, elle donnait au prolétariat la seule directive raisonnée sur le problème de la « patrie » capitaliste. La suppression de cette directive par la II^e Internationale entraînera non seulement la destruction, durant quatre ans, de l'Europe, mais encore la stagnation actuelle de la culture mondiale. Devant la nouvelle guerre qui approche, dont la III^e Internationale a frayé le chemin, le *Manifeste* reste encore aujourd'hui le conseiller le plus sûr dans la question de la « patrie » capitaliste.

Nous voyons ainsi que le petit ouvrage des deux jeunes auteurs continue à fournir des indications irremplaçables dans les questions fondamentales et les plus brûlantes de la lutte libératrice. Quel autre livre pourrait se mesurer, même de loin, avec le *Manifeste communiste* ? Cependant, cela ne signifie nullement qu'après 90 années de développement sans exemple des forces productives et de grandioses luttes sociales, le *Manifeste* n'ait pas besoin de rectifications et de compléments. La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience, qui est pour la pensée hu-

maine l'instance suprême. Des corrections et des compléments, ainsi qu'en témoigne l'expérience historique même, ne peuvent être apportées avec succès qu'en partant de la méthode qui se trouve à la base du *Manifeste*. Nous essayerons de le démontrer en nous aidant des exemples les plus importants.

1. Marx enseignait qu'aucun ordre social n'abandonne la scène avant d'avoir épuisé ses possibilités créatrices. Le *Manifeste* flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productives. Cependant, à son époque, de même que pendant les décades suivantes, cette entrave n'avait qu'un caractère relatif : si, dans la seconde moitié du 19^e siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, ne change cependant rien au fait que les forces productives continuaient à croître à l'échelle mondiale sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. C'est seulement dans les 20 dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé, et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation. Les auteurs du *Manifeste* escomptaient que le capitalisme se briserait longtemps avant de se transformer, d'un régime réactionnaire relatif, en un régime réactionnaire absolu. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle, et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme.

2. L'erreur de Marx-Engels quant aux délais historiques découlait d'une part de la sous-estimation des possibilités ultérieures inhérentes au capitalisme, et d'autre part, de la surestimation de la maturité révolutionnaire du prolétariat. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste, comme le *Manifeste* l'avait escompté, mais ouvrit par la suite à l'Allemagne la possibilité d'un épanouissement formidable. La Commune de Paris démontra que le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire éprouvé. Or la longue période d'essor capitaliste qui suivit, entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais, au contraire, la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière, qui devint, à son tour, le frein principal de la révolution prolétarienne. Cette « dialectique », les auteurs du *Manifeste* ne pouvaient pas la prévoir eux-mêmes.

3. Le capitalisme, c'est pour le *Manifeste* le règne de la libre concurrence. Parlant de la concentration croissante du capital, le *Manifeste* n'en tire pas encore la conclusion nécessaire au sujet du monopole, qui est devenu la forme dominante du capital de notre époque, et la prémisses la plus importante de l'économie socialiste. C'est seulement plus tard que Marx constata, dans son *Capital*, la tendance vers la transformation de la concurrence libre en monopole. La caractéristique scientifique du capitalisme de monopole a été donné par Lénine dans son *Impérialisme*.

4. Se référant surtout à l'exemple de la « révolution industrielle » anglaise, les auteurs du *Manifeste* se représentaient d'une façon trop rectiligne le processus de liquidation des classes intermédiaires, comme une prolétarianisation totale de l'artisanat, du petit commerce et de la paysannerie. En réalité, les forces élémentaires de la concurrence n'ont de loin pas achevé cette œuvre à la fois progressive et barbare. Le capital ruina la petite bourgeoisie beaucoup plus vite qu'il ne la prolétarisait. En outre, la politique consciente de l'Etat bourgeois vise depuis longtemps à conserver artificiellement les couches petites-bourgeoises. La croissance de la technique et la rationalisation de la grande production, tout en engendrant un chômage organique, freinent la prolétarianisation de la petite bourgeoisie par le bout opposé. En même temps, le développement du capitalisme a extraordinairement

accru l'armée des techniciens, des administrateurs, des employés de commerce, en un mot de ce qu'on appelle « la nouvelle classe moyenne ». Le résultat en est que les classes moyennes, dont le *Manifeste* prévoit la disparition de façon si catégorique, forment, même dans un pays aussi hautement industrialisé que l'Allemagne, à peu près la moitié de la population. Cependant, la conservation artificielle des couches petites-bourgeoises depuis longtemps périmées n'atténue en rien les contradictions sociales ; au contraire, elle les rend particulièrement morbides. S'ajoutant à l'armée permanente des chômeurs, elle est l'expression la plus mal-faisante de la *putréfaction* du capitalisme.

5. Le *Manifeste*, conçu pour une époque révolutionnaire contient (à la fin du 2^e Chapitre) 10 revendications qui répondent à la période de l'immédiate transition du capitalisme au socialisme. Dans la Préface de 1872, Marx et Engels indiquèrent que ces revendications étaient partiellement vieilles, et en tout cas n'avaient plus qu'une signification secondaire. Les réformistes s'emparèrent de cette appréciation ; ils l'interprétèrent dans le sens que les mots d'ordre révolutionnaires transitoires cédaient définitivement la place au « programme minimum » de la social-démocratie, qui lui, comme on sait, ne sortait pas des bornes de la démocratie bourgeoise.

En réalité, les auteurs du *Manifeste* ont indiqué d'une façon tout à fait précise la correction principale à apporter à leur programme transitoire, à savoir : « il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins ». Autrement dit, la correction visait le fétichisme de la démocratie bourgeoise. A l'Etat capitaliste, Marx opposa plus tard l'Etat du type de la Commune. Ce « type » a pris par la suite la forme beaucoup plus précise des soviets. Aujourd'hui, il ne peut y avoir de programme révolutionnaire sans soviets et sans contrôle ouvrier. Quant à tout le reste, aux 10 revendications du *Manifeste* qui, à l'époque de la paisible activité parlementaire, apparaissaient comme « archaïques », elles ont revêtu à présent toute leur importance. Par contre, ce qui est vieilli sans espoir, c'est le « programme minimum » social-démocrate.

6. Pour justifier l'espoir que « la révolution bourgeoise allemande... ne peut être que le prélude de la révolution prolétarienne », le *Manifeste* invoque les conditions générales beaucoup plus avancées de la civilisation européenne, par rapport à l'Angleterre au 17^e siècle et à la France du 18^e siècle, et le développement bien supérieur du prolétariat. L'erreur de ce pronostic ne consiste pas uniquement dans le délai. Quelques mois plus tard, la révolution de 1848 montra précisément qu'en présence d'une évolution plus avancée, aucune des classes bourgeoises n'est capable de mener la révolution jusqu'au bout : la grande et moyenne bourgeoisie est trop liée aux propriétaires fonciers et trop soudée par la peur des masses ; la petite bourgeoisie est trop dispersée et trop dépendante, par l'intermédiaire de ses dirigeants, de la grande bourgeoisie. Comme l'évolution ultérieure en Europe et en Asie l'a démontré, la révolution bourgeoise prise isolément, ne peut plus du tout se réaliser. La purification de la société des débris féodaux n'est possible que si le prolétariat, libéré de l'influence des partis bourgeois, est capable de se mettre à la tête de la paysannerie et d'établir sa dictature révolutionnaire. Par là-même, la révolution bourgeoise se noue avec la première étape de la révolution socialiste pour s'y dissoudre ensuite. La révolution nationale devient ainsi un chaînon de la révolution internationale. La transformation des fondements économiques et de tous les rapports de la société prend un caractère permanent.

Pour les partis révolutionnaires des pays arriérés de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, la compréhension claire du rapport organique entre la révolution démocratique et la dictature du prolétariat, et par

conséquent avec la révolution socialiste internationale, est une question de vie ou de mort.

7. En montrant comment le capitalisme entraîne dans son tourbillon les pays arriérés et barbares, le *Manifeste* ne dit encore rien sur la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour leur indépendance. Dans la mesure où Marx et Engels pensaient que la révolution socialiste « dans les pays civilisés tout au moins », était l'affaire des années prochaines, la question des colonies était à leurs yeux résolue, non comme résultat d'un mouvement autonome des peuples opprimés, mais comme résultat de la victoire du prolétariat dans les métropoles du capitalisme. C'est pourquoi les questions de la stratégie révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont même pas effleurées dans le *Manifeste*. Mais ces questions exigent des solutions particulières. Ainsi, par exemple, il est bien évident que si la « patrie nationale » est devenu le pire frein historique dans les pays capitalistes développés, elle reste encore un facteur relativement progressif dans les pays arriérés qui sont obligés de lutter pour leur existence indépendante. « *Les communistes*, déclare le *Manifeste*, *appuient dans tous les pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant* ». Le mouvement des races de couleur contre les oppresseurs impérialistes est l'un des mouvements les plus importants et les plus puissants contre l'ordre existant, et c'est pourquoi il lui faut le soutien complet, indiscuté et sans réticence, du prolétariat de race blanche. Le mérite d'avoir développé la stratégie révolutionnaire des peuples opprimés revient surtout à Lénine.

8. La partie la plus vieille du *Manifeste* — non pas quant à la méthode, mais quant à l'objet — est la critique de la littérature « socialiste » de la première moitié du 19^e siècle (Ch. 3) et la définition de la position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition (ch. 4). Les tendances et partis énumérés dans le *Manifeste* furent balayés si radicalement par la révolution de 1848 ou par la contre-révolution qui suivit, que l'histoire ne les mentionne même plus. Cependant, dans cette partie aussi, le *Manifeste* nous est peut-être aujourd'hui plus proche qu'à la génération précédente. A l'époque de prospérité de la 2^e Internationale, lorsque le marxisme semblait régner sans conteste, les idées du socialisme d'avant Marx pouvaient être considérées comme définitivement résolues. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La décadence de la social-démocratie et de l'I. C. engendre à chaque pas des récidives idéologiques monstrueuses. La pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance. A la recherche de formules de sauvetage, les prophètes de l'époque de déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps enterrées par le socialisme scientifique. En ce qui concerne la question des partis d'opposition, les décades y ont apporté les plus profonds changements : non seulement les vieux partis ont été remplacés depuis longtemps par des nouveaux, mais encore le caractère même des partis et de leurs rapports mutuels s'est modifié radicalement dans les conditions de l'époque impérialiste. Le *Manifeste* doit donc être complété par les documents principaux des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste, par la littérature fondamentale du bolchévisme, et les décisions des Conférences de la IV^e Internationale.

Nous avons appelé, plus haut, que, selon Marx, aucun ordre social ne quitte la scène avant d'avoir épuisé les possibilités qui lui sont inhérentes. Cependant, l'ordre social, même périmé, ne cède pas la place sans résistance à un ordre nouveau. La succession des régimes sociaux suppose la plus âpre lutte de classes, c'est-à-dire la révolution. Si le prolétariat, pour une raison ou pour une autre, s'avère incapable de renverser l'ordre bourgeois qui se survit, il ne reste au capital financier, dans la lutte pour maintenir sa domination ébranlée, qu'à transformer la petite bourgeoisie, conduite par lui au désespoir et à la démoralisation, en une armée de pro-

grome du fascisme. La dégénérescence bourgeoise de la social-démocratie et la dégénérescence fasciste de la petite bourgeoisie sont entrelacées comme cause et effet.

Aujourd'hui, la 3^e Internationale accomplit dans tous les pays, avec une licence plus effrénée encore, l'œuvre de tromperie et de démoralisation des travailleurs. En frappant l'avant-garde du prolétariat espagnol, les mercenaires sans scrupules de Moscou ne fraient pas seulement la voie au fascisme, mais encore réalisent une bonne partie de sa besogne. La longue crise de la révolution internationale, qui se transforme de plus en plus en crise de la culture humaine, se réduit, au fond, à la crise de la direction révolutionnaire.

Comme successeur de la grande tradition dont le *Manifeste du parti communiste* est le chaînon le plus pré-

cieux, la Quatrième Internationale éduque de nouveaux cadres pour résoudre les anciennes tâches. La théorie est la réalité généralisée. Dans une attitude honnête envers la théorie révolutionnaire s'exprime la volonté passionnée de refondre la structure de la réalité sociale. Le fait qu'au sud du continent noir, nos camarades d'idées ont traduit pour la première fois le *Manifeste* dans la langue des africains boers, est une confirmation éclatante du fait que la pensée marxiste n'est vivante aujourd'hui que sous le drapeau de la Quatrième Internationale. L'avenir lui appartient. Au centenaire du *Manifeste communiste*, la Quatrième Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète.

L. TROTSKY.

Coyoacan, le 30 octobre 1937.

A NOS LECTEURS



Nous réparons dans ce numéro l'erreur faite dans le précédent en reproduisant intégralement les deux articles de Trotsky qui avaient été rendus difficilement lisibles.

Les conditions techniques de la publication de notre revue sont difficiles. C'est la raison du retard subi par ce numéro, qui a dû comprimer deux mois (Mars-Avril). Il comporte 32 pages. Les abonnés ont aussi reçu le supplément au n° 5, et ils recevront un supplément à ce numéro qui contiendra une série d'articles sur la question russe. Ce numéro coûte 2 fr. 50. Nous serons probablement obligés de maintenir ce prix à l'avenir, les tarifs d'imprimerie ayant considérablement augmenté ces derniers mois.

En reprenant, avec le mois de Mai, une parution à temps, nous serons à même de traiter d'une façon plus adéquate les problèmes politiques d'actualité, d'ouvrir une rubrique de documentation, de discussion et de faire ainsi de notre revue un instrument de lutte et de développement pour tous les militants du P. O. I. Notre revue a aussi un rôle capital à jouer pour la clarification politique dans toute la gauche du mouvement ouvrier. Pour cela, nous invitons aussi les lecteurs et groupements à nous adresser leurs critiques ou leurs questions.

La tâche consiste maintenant à élargir considérablement la diffusion. Etant donné que nous ne pouvons pas avoir un gros bouillonnage, il nous faut des vendeurs qui soient à peu près sûrs de leur vente. Chaque camarade qui peut vendre trois, quatre ou cinq exemplaires par mois, doit s'inscrire comme dépositaire régulier. C'est en développant ce système de diffusion, que nous parviendrons à doubler notre vente.

MEMENTO

Il a été fait un tirage à part, sous forme d'un supplément au numéro 5 de *Quatrième Internationale*, des articles de L. TROTSKY : *La leçon de l'Espagne*, *dernier avertissement*, et *Beaucoup de bruit autour de Kronstadt*, parus dans les numéros 65, 66 et 67 de *La Lutte Ouvrière*. (Prix : 1 fr. ; par 10 ex. : 8 francs).

Dans la *Lutte Ouvrière* du 3 mars (numéro 68), ont été publiés les textes des discours prononcés aux obsèques de Léon Sédov, le 20 février, par J. Rous (Bureau pour la IV^e Internationale), G. Rosenthal (Comité d'Enquête sur les procès de Moscou), L. Lesoil (P. S. R. belge), Prau (P. O. I. et J. S. R.), ainsi que le dernier article de Sédov, paru dans le Bulletin russe : « Au tour de Vorochilov ! ».

L'article de Trotsky, « Léon Sédov, le fils, l'ami, le militant », a été publié dans la *Lutte Ouvrière*, n° 70, 71 et 72.

Nous serions reconnaissants aux camarades qui pourraient nous céder, soit des collections, soit des numéros dépareillés de la revue *La Lutte de Classes* (en particulier les numéros 34, 35, 36, 42 et 52). Ecrire à la rédaction.

Nous recherchons aussi les numéros 1 et 4 de *Quatrième Internationale*.

Souscriptions reçues pour la revue : R. L. 50 — Sab. 100 — Collas 100 — Bordier 40 — G. Bloc 10 — « Soviets partout » 20 — Portail 300 — Christophe 50. Total : 670 francs.